

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA RESPONSABILITÉ LÉGALE
DES
PROPRIÉTAIRES DE JOURNAUX
EN ANGLETERRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 28 Mai 1912, à 3 heures

PAR

ANDRÉ LABATUT

Président : M. LARNAUDE.

Suffragants { MM. WEISS, professeur.
PILLET, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULIER, 43

—
1912



THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA RESPONSABILITÉ LÉGALE
DES
PROPRIÉTAIRES DE JOURNAUX
EN ANGLETERRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 28 Mai 1912, à 3 heures

PAR

ANDRÉ LABATUT

Président : M. LARNAUDE.

Suffragants { MM. WEISS, professeur.
PILLET, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1912



LA RESPONSABILITÉ LÉGALE DES PROPRIÉTAIRES DE JOURNAUX EN ANGLETERRE

CHAPITRE PREMIER

INTRODUCTION

Au ^{xix}^e siècle, le Gouvernement parlementaire qui, jusqu'alors, n'avait jamais été qu'ébauché, a été réellement pratiqué dans l'Europe occidentale.

En Angleterre, les bénéficiaires de privilèges, seigneurs féodaux, corporations, villes, les avaient constamment défendus depuis le Moyen Age contre les empiètements de la Couronne, et avaient réussi à les maintenir à peu près intacts, aussi, par un acheminement insensible, les principes parlementaires avaient été mis en pratique plus tôt que sur le Continent. Le ^{xix}^e siècle n'en a pas moins été marqué par l'apparition d'un facteur nouveau et destiné à exercer une très grande influence sur le Gouvernement, quoique aucune loi, ni même aucune coutume n'ait fixé la part qui lui revenait. Cet élément

appelé à jouer un si grand rôle, c'est la presse périodique, le journal.

Ce serait traiter un lieu commun mille fois rebattu, que de montrer l'influence de la presse, soit sur le Gouvernement ou les affaires publiques en général, soit sur les affaires privées. Contentons-nous de la signaler sans insister sur ce point. Cette influence est due à ces deux faits, contradictoires en apparence, à savoir que la presse est l'organe de l'opinion publique, et qu'elle la guide tout à la fois. Ces deux puissances se font valoir l'une l'autre. Un journal perdrait bientôt la plus grande partie de ses lecteurs, s'il heurtait leurs idées les plus arrêtées, et si on suppose un mouvement d'opinion, privé de l'appui de la presse, on ne voit guère ce qui lui restera de force. D'autre part, une campagne de presse, menée habilement et avec persévérance amènera une grande partie d'un pays à se ranger à l'opinion qu'elle soutient, pourvu qu'elle ne soit pas en opposition absolue avec les idées généralement admises par le public. Ce ne serait donc pas sans quelque apparence d'exactitude qu'on a parfois appelé la Presse le quatrième pouvoir, en faisant allusion à son influence sur les destinées d'un pays. C'est par la presse encore que se manifesteront les intérêts économiques d'un pays, soit par les campagnes que feront mener les principaux intéressés, grands industriels, ou banquiers, soit par le compte rendu des meetings de protestation ou d'approbation des mesures prises. Enfin, l'action de la Presse sur les

affaires privées n'est pas moins importante. Le commerce, l'industrie, les lettres, les sciences, les arts sont soumis à son influence ou réagissent sur elle.

La Presse ayant une si grande puissance, en aucun pays, le Gouvernement ne pouvait se désintéresser d'elle, et, en effet, dès l'invention de l'imprimerie, nous voyons les rois surveiller de très près, et jalousement, cette nouvelle puissance qui eut pu combattre la leur. En Angleterre, notamment, la corporation des imprimeurs est soumise à des règles très strictes, et aucun livre ne peut paraître sans l'autorisation du Roi.

Sans nous attarder davantage à faire l'historique des mesures prises par le pouvoir législatif au sujet de la Presse, nous examinerons quelle attitude il pouvait prendre au sujet de la Presse périodique.

Comme l'a si magistralement exposé notre éminent Maître de l'Ecole de Droit, M. Larnaude (1), deux systèmes sont en présence, quand on veut empêcher la Presse de se livrer à des écarts, que, abandonnée à elle-même, elle ne saurait pas toujours éviter, et qui seraient préjudiciables à tous, et même en définitive à elle-même.

Ces deux systèmes sont le Préventisme et le Répressisme.

Le Préventisme consiste à surveiller la Presse de très près, soit en la soumettant à un contrôle journalier, soit en faisant de la Presse une entreprise quasi-officielle

(1) *Cours de Doctorat*, année 1908-1909.

pour empêcher la publication de tout article jugé dangereux ou inopportun par le Gouvernement, le premier moyen est ou a été le plus souvent employé, il constitue la censure.

Le Répressisme est le moyen de contrôle sur la Presse, le plus en faveur à notre époque. Il consiste à laisser la Presse absolument libre. Tout journal peut paraître et imprimer ce qui lui plaît, sauf à répondre devant les Tribunaux de toute infraction, soit aux lois de droit commun, soit aux lois qui visent spécialement la Presse. La censure sera faite par la personne responsable de la publication de l'article ; elle empêchera cette publication, si elle estime qu'il y a danger pour elle à la permettre, ou plutôt si les avantages qu'elle espère en tirer ne contrebalancent pas les sanctions auxquelles elle s'expose en publiant l'article.

C'est le système auquel s'est arrêtée l'Angleterre.

Tout journal peut y paraître librement, quitte à répondre de ses articles devant le jury. Le Répressisme s'accompagne souvent de mesures qui peuvent, à première vue constituer du Préventisme, mais qui n'en sont pas en réalité. Ce sont simplement des mesures de précaution destinées à assurer une répression efficace. Elles sont dans le système anglais réduites au minimum. Il y a simplement un enregistrement du journal et de ses propriétaires à un bureau officiel dépendant du Ministère du Commerce. Il n'y a pas de cautionnement ni rien d'approchant.

C'est une étude de la responsabilité du journal que nous nous sommes proposé de faire. Comme nous le verrons au cours de cette esquisse, le seul ou presque seul responsable de tout article répréhensible paru dans le journal est le ou les propriétaires du journal. Nous examinerons quelles sont la nature et l'étendue des sanctions qu'il encourt pour les différents délits que peut commettre son journal.

Un mot maintenant à propos des sources du droit.

Le droit anglais n'est pas codifié, comme le droit civil ou le droit pénal français. Il n'est même pas contenu tout entier dans la loi promulguée, œuvre du Pouvoir législatif, la « Statute Law ». Celle-ci en contient une partie, la plus récente, la plus nette et la plus accessible; ce sont les modifications officielles aux autres sources du droit la « Common Law » et les décisions de jurisprudence.

La Common Law consiste en coutumes et usages qui sont appliqués depuis un temps immémorial, et ont pris par ce fait la force impérative des lois. Blackstone divise les lois anglaises en loi écrite ou Statute Law et loi non écrite ou Common Law.

La Common Law est la loi par laquelle « les débats et décisions des Tribunaux judiciaires ordinaires du Roi sont guidés ». La valeur de ces usages est fixée par les juges « vivants oracles qui doivent trancher les cas douteux ». « C'est une règle bien établie qu'ils se décident d'après les précédents quand les mêmes points de droit

sont portés devant eux. » La déférence extraordinaire témoignée aux solutions de la jurisprudence antérieure est une particularité frappante de la Common Law anglaise. La Common Law est un système très spécial, tout à fait national. Elle est basée sur la coutume saxonne, modifiée par les légistes normands et a été jalousement préservée de l'influence des doctrines étrangères, c'est ce qui explique qu'on invoque souvent une jurisprudence remontant à plusieurs siècles. La Common Law est selon le mot de Bacon « aussi mêlée que notre langage et aussi vraiment nationale ».

CHAPITRE II

ENREGISTREMENT

La Presse, en Angleterre, est absolument libre. Il n'y a ni régime préventif ni censure. Un journal pourra donc contenir des articles dont la loi interdit la publication et sera exposé à des poursuites. Pour que la responsabilité civile ou pénale qu'il encourt ainsi ne soit pas une vaine apparence, il ne faut pas que les coupables puissent se dérober sous le voile de l'anonymat. Leur nom doit être officiellement connu.

Nous examinerons, par la suite, quelle est l'étendue de la responsabilité du principal coupable, d'après la loi anglaise, du propriétaire du journal.

La Newspaper Libel and Registration Act de 1881, dans sa section 1^{re}, nous donne une série de définitions officielles, grâce auxquelles toute méprise, toute équivoque sera évitée.

Le journal, y lisons-nous, sera « une feuille contenant des nouvelles publiques, renseignements ou événements, ou toutes remarques ou observations, imprimée et destinée à être vendue, publiée en Angleterre ou en Irlande

périodiquement, soit au fascicule, soit au numéro à des intervalles ne dépassant pas vingt-six jours entre deux feuilles, fascicules ou numéros consécutifs ».

Nous ne nous occuperons que du propriétaire de journal, tel que l'entend cette définition. A ce sujet, deux points sont à signaler. Tout d'abord, beaucoup de magazines, ou périodiques contenant des romans, ou œuvres analogues ne sont pas des journaux, aux termes de l'act de 1881, et de l'act de 1888, qui a conservé les mêmes définitions ; ils ne sont pas soumis aux exigences de ces acts et ne peuvent pas s'en réclamer. De plus, beaucoup de publications exclusivement consacrées aux affaires, telles que circulaires de commerçants, agents de change ou libraires ; programmes de théâtre, affiches de spectacles, « contenant surtout ou seulement des annonces » si elles paraissent à un intervalle de vingt-six jours au plus, sont assimilées aux journaux et obéissent aux mêmes règles.

L'enregistrement des journaux est un service qui dépend du « Board of Trade ». Il est réuni au service de l'enregistrement des Sociétés anonymes ; le Board of Trade a le droit de le confier à une personne distincte. « Les imprimeurs et éditeurs devront (1), avant le 31 juillet 1881, puis chaque année en juillet, faire les déclarations suivantes : Titre du journal, nom, profession, domicile d'affaires, domicile personnel du ou des pro-

(1) Act de 1881, section 9.

priétaires. » Rien n'est prévu pour le cas où un journal paraîtrait à une autre époque que le mois de juillet, omission particulièrement grave pour l'Irlande, depuis que « l'Imprinct Act » et autres actes analogues ne s'appliquent plus à ce pays. Pendant une période qui pourra atteindre près d'un an, il n'y aura aucun moyen officiel de connaître le propriétaire ni l'éditeur d'un journal nouvellement fondé.

La section 11 de l'act semble faite pour permettre aux propriétaires de journaux de tourner cet act : Chaque partie au transfert, ou aliénation d'une action ou part d'intérêt dans un journal par où une personne cesse d'être propriétaire et une autre le devient, peut faire ou faire faire une déclaration rectificative. Ce n'est pas obligatoire, mais c'est l'intérêt des parties. Quand cette rectification ne sera pas faite, les registres de l'Enregistrement donneront de faux renseignements, et la victime d'un libel pourra être déboutée de son action en dommages intérêts par la preuve que le pseudo-propriétaire attaqué n'était pas le vrai propriétaire.

Signalons, de plus, un défaut d'harmonie entre la disposition qui met la première déclaration à la charge de l'imprimeur et de l'éditeur et celle qui met la déclaration rectificative à la charge de l'ancien ou du nouveau propriétaire.

La section 12 vise les déclarations sciemment erronées et trompeuses ou incomplètes et prononce contre elles une amende de cent livres au plus. Toute personne qui

fera ou fera faire sciemment une déclaration indiquant comme propriétaire, une personne qui ne l'est pas, ou donnant de faux renseignements ou omettant les renseignements requis, est exposée à cette peine. Cela vise les imprimeurs et éditeurs, et aussi, pour les déclarations rectificatives, les propriétaires.

Le propriétaire qui permet qu'on fasse des déclarations ainsi erronées ou incomplètes est exposé à la même peine. Il court un risque plus grave encore : s'il fait ou fait faire sciemment de fausses déclarations pour échapper aux exigences de l'act, s'il permet notamment à un tiers de se déclarer propriétaire, la loi peut assimiler cette manœuvre à un transfert de propriété et ne permettra pas à l'auteur d'une fausse déclaration de recouvrer sa propriété si le pseudo-propriétaire la lui conteste.

L'acquéreur d'un journal n'est pas obligé de faire enregistrer sa qualité de propriétaire. Dans son intérêt, il devrait sans tarder faire rayer le nom du précédent propriétaire des registres, et y faire inscrire le sien, puisque sans cela, ses droits de propriété dans le journal sont compromis, et par le fait que nous avons mentionné au paragraphe précédent, et au cas de banqueroute du propriétaire enregistré, parce que son journal, ou plutôt le droit de le publier avec son titre, serait considéré comme partie des « biens présumés » de la banqueroute, aux termes du « Bankruptcy act » (1) et confié à l'admi-

(1) 46 et 47 Vict. c. 52.

nistrateur de la banqueroute, au bénéfice des créanciers en général.

Le mot propriétaire, d'après la définition qu'en donne l'act de 1881, à la section 1, comprend « aussi bien le propriétaire unique, que dans le cas de propriété divisée (Société par actions, par exemple) la personne qui, comme actionnaire ou autrement représente et est responsable de toute action et de tout intérêt dans le journal, intérêt commun à cette personne et à tout autre représentant responsable de la même manière des autres actions ou parts d'intérêts et personne d'autre ».

En principe, toutes les personnes ayant une part de propriété d'un journal doivent être enregistrées. Dans certaines circonstances, on pourra invoquer la section 7 de l'act de 1881 ; d'après ce texte, quand, dans l'opinion du Board of trade, l'enregistrement individuel aurait des inconvénients dus à la minorité, à l'incapacité provenant de la tutelle maritale, à l'absence du Royaume-Uni du propriétaire, de la division en actions de très faible valeur, ou de tout autre cause, le nom d'une ou de plusieurs personnes peut être enregistré comme celui des « Propriétaires représentatifs ». Quand on veut profiter de cette mesure, il faut, d'après les usages en vigueur à Sommerset House, envoyer au bureau de l'Enregistrement des journaux, un mémoire exposant les circonstances qui rendent incommode d'enregistrer les noms de tous les propriétaires et montrant que les Propriétaires représentatifs proposés ont assez de surface

pour répondre efficacement aux demandes d'indemnités auxquelles peut être exposé le journal.

Un droit de 20 shellings est perçu pour l'enregistrement de chaque propriétaire représentatif. Le droit est de dix shellings pour un propriétaire ordinaire.

Si une même personne possède plusieurs journaux, il faut un enregistrement distinct pour chacun. Le droit de dix ou vingt shellings est également perçu sur chaque journal.

Une copie de l'inscription certifiée par la direction de l'Enregistrement ou un extrait du registre des journaux feront foi des mentions qu'ils contiennent jusqu'à preuve contraire.

CHAPITRE III

LES ÉLÉMENTS DU LIBEL

Il y en a trois : La diffamation du plaignant ; la publicité donnée à cette diffamation ; le préjudice moral ou matériel causé au plaignant par les accusations. Comme on le verra plus loin, la loi anglaise ne se préoccupe que des résultats de l'acte incriminé ; l'intention du coupable ne l'intéresse pas, peu lui importe qu'il ait voulu desservir un ennemi, ou que au contraire il ait nui à quelqu'un par une expression malheureuse, sans qu'on puisse soupçonner sa bonne foi. Le droit anglais ne voit que le fait en lui-même. C'est ce fait que nous allons examiner.

SECTION I

Diffamation

Il y a diffamation quand on veut lancer contre « celui » de qui l'on parle une accusation qui lui nuit dans son

« commerce, sa profession ou sa fonction, ou qui lui attire de la haine, du mépris ou du ridicule (1) ».

Le plaignant doit montrer que c'est bien lui qui est visé par ce prétendu libel, et que les lecteurs ont bien compris la chose ainsi. Il n'est pas nécessaire que le défendeur soit désigné par son nom, il peut l'être par un faux nom, un surnom ou même par des astérisques, par une allusion à quelque affaire à laquelle il s'est trouvé mêlé « soit que cette personne ait été désignée par son nom, ou par un prétendu signalement de la classe à laquelle il appartient, si à la lecture de l'article, elle est reconnaissable, on lui inflige exactement la même injure que si ses noms et prénoms étaient dix fois répétés ».

Ainsi dans un procès récent, Hird contre Wood, la plainte de Hird était basée sur cette inscription apposée près de son domicile : « Souscription pour X. et Y. ruinés par un homme qui... » Hird prouva au jury qu'il était bien « l'homme » qu'on visait. Le témoignage de ceux qui avaient lu l'inscription le confirma, et il eut gain de cause. Il n'est pas nécessaire que tous ceux qui ont vu le libel aient compris de qui on voulait parler pourvu que certains l'aient compris.

Pour qu'une action soit possible la diffamation doit viser une personne bien désignée. Si elle s'adressait à toute une classe de la Société, à un parti politique, à

(1) Lord Blackstone dans l'affaire Country Bank contre Henty.

une corporation sans que certains membres en soient plus spécialement visés, l'action civile ne sera pas possible. Si, au contraire, un passage de l'article, ou sa place dans le journal, ou toute autre circonstance montre qu'on a fait allusion, malgré la généralité des termes, à un nombre restreint de personnes, celles-ci pourront poursuivre.

Ainsi un article de journal déclara que « dans certaines fabriques d'Irlande » on maltraitait les ouvriers. Les plaignants, manufacturiers irlandais, attaquèrent cette diffamation, expliquant dans leur innuendo que l'accusation dans sa généralité voulait n'atteindre qu'eux seuls. Le jury adopta leur manière de voir et leur donna gain de cause.

Le libel doit, non seulement atteindre une personne bien déterminée, mais il doit aussi lancer contre elle une accusation que la loi définit par ses effets, d'une manière très vague, mais très compréhensive. Le libel doit porter tort au plaignant, en attirant sur lui la haine, le mépris ou le ridicule, au point de vue moral, intellectuel ou professionnel. Un article de journal satisfait-il à ces conditions? Ce n'est pas tant la loi qui donnera la solution que le bon sens. La jurisprudence sera d'un faible secours à cause de l'infinie variété des circonstances accessoires qui distingueront deux diffamations presque semblables dans leurs termes.

De toutes ces circonstances, l'une des plus essentielles est la position du plaignant. Ce qui sera un libel contre

une personne qui exerce une certaine profession n'en sera pas un si elle en exerce une autre. Un reporter, par exemple, conclut un article en disant que M. X... ne connaît pas les lois. Cette assertion, si M. X... est médecin ne saurait atteindre sa réputation. Il en serait tout autrement, et il y aurait libel évident si M. X... était avocat.

La forme du libel importe peu, mais bien son effet, et il faut pour qu'il en produise un qu'il soit compréhensible et compris. Il importe peu qu'il soit formulé en anglais ou en langue étrangère, correctement ou non, en termes élégants ou triviaux. Ce peut être soit une affirmation brutale ou le simple rapport d'un on-dit, ou une allusion, une question, une allégorie. Ainsi, M^{lle} Hoare, en 1848, fit condamner M. Silverlock à lui verser une indemnité, parce qu'il avait écrit dans un journal « quelques-uns de ses plus chauds amis (de M^{lle} Hoare) disaient qu'ils avaient réalisé la fable du Serpent gelé ». Le tribunal déclara même qu'il n'était pas besoin d'un innuendo.

Le jury a simplement à décider quel est le sens de l'article incriminé pour une intelligence ordinaire, et cela non pas d'après un passage pris isolément, mais d'après l'ensemble de l'article, dont une partie peut atténuer ou expliquer le sens de l'autre. La diffamation peut aussi bien se trouver dans la conclusion que dans le titre, ainsi un compte rendu exact par ailleurs d'un incident à la « Judge's Chamber » mais intitulé « un homme

de loi honnête » motiva une condamnation parce que le titre avait un sens ironique. Peu importe donc la manière dont est faite la diffamation, pourvu que son sens ne soit pas douteux.

Mais ce sens diffamatoire peut ne pas se présenter à première vue, à la première lecture ; surtout si on ne connaît pas les intérêts en jeu, ou la profession des personnes dont il est question, le passage peut n'offrir qu'une signification tout à fait correcte et inoffensive. Si, au contraire, on connaît mieux les faits incriminés ou le début de la discussion, des circonstances connues et discrètement invoquées par l'auteur peuvent faire percer un deuxième sens, celui diffamatoire. Ainsi, dans *Arne contre Johnson*, le défendeur avait dit au plaignant qui était tapissier : « Vous êtes soldat, je vous vois avec votre habit rouge, en train de faire votre devoir ». Cette parole paraît tout à fait anodine, à moins qu'on ne sache que les commerçants insolubles simulaient un enrôlement pour éviter la prison pour dettes. Le défendeur fut donc condamné pour avoir porté atteinte au crédit d'un commerçant.

Le libel peut résulter de bien d'autres circonstances encore, de la place d'un renseignement trop près de la liste des banqueroutiers, ou de la place du nom d'une cantatrice sur un programme. C'est ainsi que M^{lle} Ella Russell obtint 100 livres d'indemnité parce que son nom était placé au milieu du programme et non en vedette, soit au début, soit à la fin, ce qui est la place des étoiles

dans le monde musical, tandis que le milieu est réservé aux acteurs de moindre réputation.

Dans tous ces cas où on n'aperçoit le libel qu'après un examen attentif, le plaignant doit toujours l'expliquer. Il doit simplement démontrer que le passage incriminé contenait une diffamation. Il est superflu, tout au moins en théorie, de prouver que le défendeur a agi sciemment, a voulu, par haine, dépit ou jalousie, ruiner la réputation d'un adversaire ou ébranler le crédit d'un concurrent.

Si le plaignant a été victime de fausses apparences, de la légèreté, de l'imprévoyance ou de la maladresse d'un rédacteur, il obtiendra aussi facilement une indemnité que s'il avait été calomnié par un ennemi. Tout au plus, dans ce dernier cas, obtiendra-t-il une indemnité plus forte, car les dommages-intérêts en droit anglais sont destinés tout autant à punir celui qui les paye, qu'à dédommager celui qui les reçoit.

La base du procès n'est donc pas l'intention du défendeur, mais au contraire, ce que le lecteur a raisonnablement cru voir dans le passage incriminé. La pensée secrète de l'auteur ne joue aucun rôle. Même si on avait publié le passage par plaisanterie, on serait condamné, car « ces plaisanteries là ne sont pas tolérables ; le tort fait à la réputation de la personne lésée n'est nullement amoindri par l'amusement de celui qui l'a si légèrement traitée (1) ». Il faut peser ses paroles avant de se per-

(1) Hawkins, *Pleas of the crown*, 8^e édit., v. 1, 546.

mettre des plaisanteries devant des gens sérieux ; c'est un genre d'amusement qui peut coûter cher aux pincés-sans-rire et aux amateurs d'humour.

Ainsi, en 1831, M. Hayes raconta en public que M. Donoghue avait été surpris en train d'emporter des cadavres d'un cimetière et avait été condamné de ce chef. M. Hayes, attaqué, plaida qu'il n'avait pas parlé sérieusement ; il fut pourtant condamné, parce que, dit le Lord Chief Baron : « Le principe est clair, une personne ne peut attenter à la réputation d'une autre en plaisantant. Si les expressions employées sont telles que les auditeurs les prennent pour des plaisanteries, il n'y a au contraire pas de tort, et par suite pas d'action ».

Ce ne serait pas non plus une excuse pour le défendeur, que d'avoir publié un libel par négligence, ou accident ou méprise, même s'il peut prouver qu'il ne désirait pas la publication. Pour être acquitté, il devrait établir qu'il n'y a ni faute, ni négligence et que la publication a eu lieu par cas fortuit ou force majeure.

Ce libel, une fois publié, on doit l'interpréter d'après les règles du bon sens, ainsi le plaignant ne pourra se prévaloir d'une ou deux expressions qui, habilement choisies, et isolées, paraissent, en effet, annoncer des dispositions peu bienveillantes à son égard ; il faut lire à la fois le texte et le contexte ; la valeur, le sens propre de chaque phrase sont puissamment modifiées par celles qui précèdent et celles qui suivent. Il faut aussi donner aux mots leur sens habituel et courant, car il est à pré-

sumer que c'est dans ce sens qu'ils ont été employés et compris. Comme le dit Bramwell (1) : « Si c'est un mot anglais ordinaire, le tribunal l'interprétera dans son sens ordinaire, à moins qu'on ne prouve qu'il en avait un autre. Si c'est un terme d'argot ou commercial, le sens peut dépendre des circonstances de la publication une fois établies ». Ce seront par exemple la position du demandeur, ses relations avec le propriétaire du journal où les rédacteurs, si ceux qui ont lu le libel les connaissaient. Nous avons vu aussi que des paroles à première vue innocentes, peuvent, grâce à des coutumes auxquelles elles font allusion, devenir des libels pour des personnes au courant de ces habitudes. Quand c'est le cas, ce sens diffamatoire ne sera tenu pour exact, que si quelque circonstance ou le but visible de la publication rend cette hypothèse plausible « les mots doivent être susceptibles, dit lord Halsbury d'une interprétation malveillante en ce sens qu'un homme raisonnable peut les interpréter défavorablement dans un sens tel qu'ils portent une accusation contre le plaignant ». Et Brett (2) résume très clairement toutes ces difficultés :

« La première question que le jury ait à résoudre est de savoir si le passage serait tenu pour diffamatoire par les personnes de raison moyenne, dans la position de ceux pour qui l'article était publié. Si on ne lui a pas

(1) Dans *Barrett contre Allen*, 1858, 27 L. J., 414-415.

(2) Dans *Capital and County Bank contre Henty and sons*, 1880, 5 CPD 514.

attribué le sens le plus habituel, alors une autre question se pose (s'il y a un témoignage pour le justifier), celle de savoir s'il y avait des faits connus à la fois des personnes qui ont machiné le prétendu libel et des personnes qui l'avaient lu, faits qui raisonnablement amèneraient ces dernières à supposer d'après les documents qu'il y avait un second sens diffamatoire, et qu'on avait publié l'article ironiquement ou avec un autre sens différent du premier.

Mais quand on emploie des expressions usuelles et claires, non diffamatoires à première vue, et que rien n'autorise à chercher une calomnie voilée, il n'y aura pas lieu à poursuite même si le demandeur a subi un dommage.

Il est encore un autre procédé peu loyal pour atteindre une réputation. C'est d'envelopper le mal que l'on n'ose dire ouvertement, de glisser çà et là quelques insinuations et de laisser le lecteur en tirer les conséquences. Ces procédés demandent moins de courage à l'auteur du libel et font plus de mal que de franches attaques. Les lecteurs sont toujours portés à croire la réalité plus noire encore que n'a voulu la faire l'auteur du libel. Ses intentions importent peu, puisqu'on juge la culpabilité d'après l'impression faite par l'écrit sur le lecteur. « Le critérium demeure toujours le même (1). La réputation du plaignant a-t-elle en fait été atteinte, et dans quelle proportion ? »

(1) Odgers, *An outline of the law of libel and slander*.

Innuendo

D'après ce que nous venons de voir, une diffamation peut prendre deux formes également coupables, ou bien, on voit clairement ce qu'a voulu dire l'auteur et de qui il a parlé ; alors le demandeur n'aura qu'à citer ce passage dans son « statement of claim » (affirmation de plainte), ou bien le sens n'apparaît pas aussi nettement, et il y a lieu d'expliquer et ce que signifie le passage et à qui il s'adresse. Ces renseignements sont fournis au tribunal par une pièce spéciale appelée innuendo, dans laquelle le plaignant expose les dessous de l'affaire, le sens attribué par les lecteurs aux dires obscurs ou détournés de l'auteur.

Le plaignant doit se tenir à la thèse qu'il a soutenue dans son innuendo, il faut que le défendeur sache quels reproches on lui fait, à quelles accusations il aura à répondre. Si le tribunal ne juge pas l'innuendo probant, le demandeur est débouté à moins que même dans le sens ordinaire des mots, l'article incriminé ne soit répréhensible.

Dans ses explications pour démontrer qu'un article est diffamatoire, l'innuendo doit être guidé par la raison, basé sur les faits et non créé par l'imagination d'un clerc d'avoué fantaisiste. Il doit faire apparaître la vérité cachée et éclairer les pensées tortueuses du défendeur, il ne doit pas pousser trop loin et surtout trop au noir

ses déductions. On trouve dans les annales judiciaires du Massachusetts un exemple de cette exagération : on avait dit : « Je parlais à une dame du procès de M^{me} York » l'innuendo soutenait que cela voulait dire que M^{me} York était coupable d'adultère. Il fut naturellement écarté.

Si l'article est conçu en termes trop vagues, aucun innuendo ne pourra les préciser. De même, s'il ne se rapporte à personne en particulier, le plus habile innuendo ne pourra prouver que la réputation de qui-conque en a souffert.

Le Court of Queen's Bench avait déjà dit au temps de la reine Elisabeth : « Un innuendo ne peut rendre certaine une personne qui ne l'était pas déjà. Car il y aurait des inconvénients à ce que les procès soient gagnés par l'invention d'une intention qui n'apparaît pas dans les termes sur lesquels se base l'action, mais qui est incertaine et sujette à de décevantes conjectures... et de même qu'un innuendo ne peut rendre certaine une personne qui ne l'était pas déjà, de même, un innuendo ne peut altérer la substance et le sens des mots eux-mêmes ».

Rôle du juge et du jury

Les procès en libel sont en Angleterre portés devant le jury, qui est la juridiction ordinaire. Il est assisté d'un juge. De même qu'en France, le jury criminel est dirigé par des magistrats, Conseillers de Cour d'appel. Ce juge anglais paraît jouer un rôle analogue à celui du juge

d'instruction dans l'instruction des procès criminels, en France, en ce sens qu'ils jugent en quelque sorte en premier ressort, ils examinent si une affaire paraît présenter assez de gravité, si les preuves fournies sont assez solides, pour qu'il y ait réellement matière à procès. De plus, comme le jury criminel français, au jury est réservée l'appréciation des questions de fait, tandis que les magistrats de carrière ont à résoudre les questions de droit. Ce partage des attributions assure une double garantie aux accusés, garantie d'impartialité, si tant est que le jury soit moins sujet à être influencé que la magistrature, garantie aussi que les principes de droit seront appliqués sainement et en connaissance de cause. Enfin, le jury, en Angleterre, est la juridiction traditionnelle, issu du jugement par les Pairs, coutume qui remonte aux institutions féodales. Le jury se voit actuellement dépouillé d'une partie de ses attributions surtout en matière civile, au profit des magistrats de carrière, plus expérimentés et plus aptes à résoudre les questions délicates.

Le juge a à décider si raisonnablement l'article incriminé peut constituer un libel ; et le jury, si cet article est réellement un libel. « Dans les actions en libel (1), comme dans les autres cas où les questions de fait quand on les soulève sont réservées à l'appréciation du jury, la Cour a d'abord à examiner s'il y a un témoignage sur lequel

(1) Willes dans *Henwood contre Harrison*, 1872 L. R., 2 C. P. 628.

un verdict raisonnable en faveur du demandeur peut être établi ». Pour que le juge laisse l'affaire arriver au jury, « les mots doivent être susceptibles d'un sens libelleur, en ce sens qu'on peut raisonnablement les interpréter défavorablement en un sens tel qu'on fasse quelque accusation contre les personnes visées. Ce n'est pas assez de dire que telle ou telle personne auraient pu interpréter défavorablement le passage (1) ».

SECTION II

La publication

On vient de voir quelques détails sur l'un des éléments constitutifs du libel, la diffamation ; il en est un deuxième, la publication, dont il a été parlé déjà à plusieurs reprises et que nous allons examiner d'un peu plus près.

Publication a un sens un peu différent ici de celui qu'on lui donne habituellement. C'est d'ordinaire le fait de faire connaître une chose à tous, par la voie de la presse, ou tout autre moyen de large information, affiches par exemple. Ici, il est plutôt synonyme de communication. Une personne publie donc un libel quand sciemment ou par négligence, elle le communique à un tiers, autre que le diffamé. « Si la diffamation est en-

(1) 1892, App. Cass , p. 73 et ss.

voyée directement à la personne qu'elle concerne il n'y a pas publication car on ne peut publier à une personne un libel sur elle-même. Si une lettre n'est communiquée à personne autre que le destinataire injurié, il n'y a pas publication (1) ».

Il en serait autrement si la lettre avait été lue à un ami avant de l'envoyer, ou avait été dictée à un secrétaire ou sténographe ou si au lieu de lettre on avait employé une carte postale sans enveloppe ou un télégramme. « Si une lettre est envoyée par la poste, c'est une preuve *prima facie* jusqu'à preuve contraire que la partie à qui elle est adressée l'a reçue régulièrement (2) » et que par suite nul autre n'en a pris connaissance.

On peut faire la publication soit par soi-même, soit par ses subordonnés. Ainsi, un patron ou un maître est responsable de tout libel publié par son ordre ou avec son consentement par ses agents ou domestiques, à moins qu'il ne puisse prouver qu'il ne savait pas et n'était pas légalement tenu de savoir qu'il y eut libel, ce qui a lieu dans deux cas. D'abord s'il y avait des motifs raisonnables de soupçonner une diffamation. Ensuite dans certains cas prévus par la loi. « Quoique l'acte particulier cause du procès ne soit pas autorisé (par le maître ou patron) s'il est commis par suite d'une mission

(1) Lord Esher dans Pullmann contre Hill and Co, 1891, 1, Q. B., 527.

(2) Parke dans Warren contre Warren, 1834, 1, C. M. et R., p. 252.

autorisée, le maître est responsable du fait de son domestique (1) ».

La publication d'un libel à la femme sur son mari est punie aussi, en dépit d'une vieille maxime légale qui veut que le mari et la femme ne fassent qu'un seul être. Dans ce cas, la femme est considérée comme un tiers et est en général la dernière personne du monde auprès de qui le mari consentirait à être desservi.

La femme peut attaquer ou être attaquée pour libel à tous égards comme une femme seule. L'indemnité à recevoir, le cas échéant, devient son bien propre ; à payer, est prise sur ses biens propres (2). Le mari n'a pas à être mis en cause, mais c'est prudent. Comme co-demandeur, il recevra aussi une indemnité, par la même action, s'il a été lésé. Comme co-défendeur, il serait sans cela affranchi de toute responsabilité par un jugement pris contre sa femme, et l'exécution de ce jugement ne pourrait être poursuivi que contre les biens de la femme seule. Le mari, en effet, est responsable, aux termes du Married Women's property act (3), de la publication d'un libel, par la femme, pendant et après le mariage jusqu'à concurrence des biens de la femme qu'il aura en sa possession ou auxquels il aura droit du chef

(1) Acting dans New south wales Citizen's Life Insurance Co contre Brown, 1904, A. C., 428.

(2) Married Women's property act, 1882, 46 et 46 Vict. Ch. 75, Sect. I Subsect. 2.

(3) Sect. 14.

de sa femme, déduction faite des paiements faits par lui et de sommes qu'il aura été condamné *bona fide* à payer pour dettes, contrats, dommages, dont sa femme était responsable avant son mariage.

Pour la publication du libel par la voie de la presse, sont responsables ceux qui ont pris part à la rédaction, impression et apparition de la diffamation dans le journal, et non ceux comme on le dit souvent qui ont pris part à la rédaction et impression du journal. Beaucoup de ceux-là n'ont pas participé à la publication du libel, s'il n'a pas paru dans la partie du journal dont ils sont spécialement chargés. Le rédacteur chargé de la politique intérieure n'aura pas à répondre d'un libel paru dans la Chronique financière par exemple, car (1) « le rapport de cette personne avec le journal n'est nullement une preuve qu'elle a participé à la publication d'un passage particulier. S'il y a lieu de l'inculper, il faut prouver que l'apparition du passage dont on se plaint la concernait ».

La preuve de la publication d'un libel, et de sa publication par une certaine personne est naturellement à la charge du demandeur.

Examinons maintenant la part que prennent à la publication finale du libel dans le journal, tous ceux qui, de près ou de loin contribuent à l'apparition de ce journal.

(1) Fisher et Strahan. *The law of the press*.

Les responsables : propriétaire du journal

Nous avons vu, au début de cette étude, qu'il était facile de connaître le propriétaire d'un journal, grâce à l'enregistrement obligatoire. Nous allons voir maintenant, par l'étude de sa responsabilité, à quoi sert de connaître ce propriétaire.

Le propriétaire du journal prend part à la publication de tout son journal, qu'il s'occupe ou non de sa direction, qu'il sache ou non que ce qu'il publie est un libel, qu'il eut ou non des raisons de le soupçonner. Sa responsabilité est donc toujours en jeu et pour toutes les parties du journal.

Jusqu'au Lord Campbell's act il était responsable même au criminel du libel paru dans son journal, même s'il ne prenait aucune part, fut-ce de simple surveillance, à sa rédaction.

Imprimeur

L'imprimeur, comme le propriétaire, répond de tout ce qui paraît dans le journal. Son rôle est de reproduire à des milliers d'exemplaires tout ce qu'on lui apporte, et la loi lui impose de ne rien reproduire d'illégal. Ce n'est pas là une obligation dépourvue de sanction. L'imprimeur ne peut échapper à sa responsabilité car il est tenu (Imprinct act) de mettre son nom et son adresse sur tout exemplaire sortant de ses presses.

Cette responsabilité de l'imprimeur a été maintes fois reconnue par la jurisprudence. Ainsi (1) l'imprimeur de l'édition de Londres du *New York Herald*, dont le nom figurait sur l'« Imprint » du journal fut attaqué pour contempt of court pour avoir publié un article relatif à un procès encore pendant. Malgré des attestations prouvant qu'il n'était en fait qu'un simple imprimeur, étranger au journal, payé à la semaine, sans action ni contrôle d'aucune sorte sur la Direction, il fut déclaré responsable de l'article en question. Il en est de même, qu'il y ait procès pour libel ou pour contempt of court. « Si un imprimeur, dit lord Hardwick, imprime un passage libelleux, ce n'est pas une excuse de dire qu'il n'en connaissait pas le contenu, qu'il ignorait qu'il fut libelleux. Un imprimeur est en un certain sens un auteur du libel qu'il imprime, puisqu'il le multiplie ».

Editeur

L'éditeur s'occupe, en général, de la rédaction de tout le journal ; il est en ce cas responsable de tout libel qui viendrait à paraître, qu'il en fut ou non instruit ou en droit de le soupçonner. Si le rôle de l'éditeur est simplement de vendre le journal à la commission pour le compte du propriétaire, sa responsabilité n'est plus que celle d'un vendeur ordinaire.

(1) Dans *American Exchange in Europe* contre Gillig.

Rédacteur en chef

Le rédacteur en chef a, selon les journaux, des pouvoirs très variables, sa responsabilité dépend essentiellement de ses attributions, et par suite est surtout une question de fait. S'il y a, par exemple, un rédacteur en chef littéraire, et un autre politique, chacun d'eux ne répondra que de ce dont il devait surveiller la publication. En d'autres termes (1), « le rédacteur d'un journal est simplement le subordonné du directeur, et, comme tel, responsable seulement de ses actes et négligences. Son nom ne peut le faire participer à la publication de quelque chose, quand en fait il n'y a pas pris part, mais quand on peut prouver qu'il est réellement rédacteur en chef chargé de surveiller tout le journal, il est responsable de tout ce qui y paraît ». C'est alors, suivant le mot de Pollock « une personne qui a publié un libel faute d'attention ; puisque la production et la publication de l'ensemble le regarde, il ne peut échapper à la responsabilité, en prouvant qu'il ne savait pas que le journal contient un libel ».

Vendeur

Le vendeur du journal prend part, lui aussi, à la publication, mais il ne sera poursuivi que s'il a continué la vente quand il savait ou avait des raisons de penser

(1) Fisher et Strahan. *The law of the press*.

que le numéro contenait un libel. Il y a là une question de fait importante, qui est de savoir si la vente a été arrêtée assez tôt.

Auteur

L'auteur d'un libel publié est évidemment partie à la publication ; il ne peut s'affranchir de sa responsabilité qu'en prouvant que l'article a paru contre sa volonté, sans qu'il y ait de sa part faute ou négligence. La loi ne punit pas, en effet, la simple rédaction du libel qui reste inoffensif tant qu'il n'est communiqué à personne. Quand l'article diffamatoire n'est pas signé, le plaignant ne peut forcer l'administration du journal à révéler le nom de l'auteur.

On ne désigne pas seulement par le nom d'auteur du libel, celui qui l'a écrit mais aussi celui qui l'a inspiré. Ainsi des déclarations orales à un reporter, qu'on le prie ou non d'en prendre bonne note, et de les publier, seront assimilées à un libel, si elles sont reproduites dans un journal.

« Quand, dit Montague Smith, on prie une personne de publier une diffamation, dont on lui donne par écrit, soit le texte, soit l'esquisse, et que cette personne le publie sans la désapprouver, celui qui a poussé l'autre est responsable tout comme son agent » et il importe peu que les indications aient été données oralement ou par écrit ; et réciproquement, celui qui a publié le libel ne peut se décharger de sa responsabilité sur son inspi-

rateur. « Si, par exemple, on reçoit une lettre (de rectification ou toute autre) avec ordre de la publier, le destinataire ne sera pas justifié s'il y a un libel et qu'il paraisse dans le journal, car aucun tiers ne peut défendre quelqu'un contre une action intentée par une personne lésée par un acte illégal (1) ». Une autorité plus ancienne proclame aussi le même principe. « La garantie de personne, pas même du roi lui-même ne peut excuser de commettre un acte illégal (2). »

Quand on a avec un reporter un entretien sur des scandales ou des diffamations, on est à peu près certain que cet entretien sera reproduit, sinon amplifié, dans le prochain numéro de son journal. C'est donc sciemment que l'on apporte sa contribution au libel du lendemain, et il n'est que juste qu'on ait à en répondre. Cette règle est très souvent appliquée aujourd'hui avec l'usage si fréquent de l'interview. Elle permet à la victime d'un slander (3) dont l'auteur est connu d'en tirer vengeance directement ; et en outre, dans le cas où le propriétaire du journal invoquerait pour sa défense le privilège, si on ne pouvait prouver sa malice, on pourrait encore prouver la malice de l'auteur, et attaquer ce dernier à condition, bien entendu, de prouver qu'il est réellement l'auteur ou l'inspirateur du libel.

(1) Best dans de Crespigny contre Wellesly, 1829, 5 Bing., p. 404-405.

(2) Dans Sandes contre Childes and others, 1693, 3 Lev. 352.

(3) Le slander est une diffamation orale et non écrite.

La publication dans le journal est l'effet de plusieurs publications antérieures, toutes poursuivables

On a vu plus haut que publication était simplement synonyme de communication à un tiers. Il est aisé de voir que la publication du libel dans un journal est la conséquence de plusieurs publications successives poursuivables par elles-mêmes, et indépendamment de l'apparition dans le journal. Il y a, tout d'abord, la communication du manuscrit au rédacteur en chef ou au directeur, publication dont répond l'auteur, même si son article n'est pas accepté, puisque indépendamment de cela, les éléments constitutifs du libel sont réunis. On peut mentionner ensuite, la délivrance du manuscrit faite par le rédacteur en chef à l'imprimeur. Les responsables de cette deuxième publication seront à la fois l'éditeur et le propriétaire du journal, même si l'article est ensuite modifié et rendu irréprochable.

Enfin, la livraison du journal au lecteur constitue la dernière publication. En répondent l'éditeur, le propriétaire, l'imprimeur, son compositeur et même le mécanicien qui surveillait la presse. Les tribunaux admettent pourtant que ces deux derniers coupables peuvent être mis hors de cause, comme n'ayant pris qu'une part matérielle, inconsciente et somme toute secondaire au délit. Déjà du temps de lord Ellenborough, s'était fait jour cette distinction « si le défendeur a pu démontrer

qu'il a publié le journal en question sans connaître son contenu et qu'il n'a pu le lire ou qu'il ne savait à quoi il faisait allusion, cet argument pourra déterminer le jury (à l'acquitter) ». On peut assimiler au cas où on ne peut lire le passage incriminé, le cas du compositeur et du mécanicien, qui lisent réellement ce qu'ils impriment, mais ne peuvent se rendre compte du sens, absorbés par leur travail matériel.

Quand un libel a été simplement communiqué à une personne et que celle-ci le montre au diffamé qui attaque le diffamateur, ce dernier ne pourra appeler en garantie la personne qui a communiqué le libel au diffamé, à moins qu'elle n'ait promis de ne pas le faire.

Nous venons de voir quelles personnes étaient responsables de la publication d'un libel dans le journal. Ce sont le propriétaire, l'éditeur, le rédacteur en chef, l'imprimeur du journal, l'auteur de l'article, et même, accessoirement les crieurs, vendeurs ou distributeurs de journaux. Ces derniers peuvent facilement se faire mettre hors de cause, s'ils sont de bonne foi. Les premiers sont considérés comme co-auteurs du délit. Par suite, aucun d'eux ne peut réclamer aux autres une indemnité pour les condamnations qu'il peut encourir. Toute convention à ce sujet antérieure au délit, serait nulle. Chacun des co-auteurs peut être tenu d'indemniser la personne lésée par le libel. Il n'y a qu'un seul jugement prononcé contre tous même si chacun adopte des moyens de défense différents, si l'un plaide apologie et paie en Cour, par

exemple, alors que l'autre plaide privilège. Le jury ne peut non plus fixer la part de l'indemnité que chaque coupable doit verser. Elle reste indivisible, et tout entière à la charge de l'un des co-auteurs du délit.

Dans un procès pour libel, un jugement prononcé contre l'un des co-auteurs du délit empêche toute poursuite contre les autres. Par suite, si la personne condamnée se trouve insolvable, le plaignant ne pourra en attaquer une autre. C'est là ce qui explique pourquoi, en fait, c'est toujours le propriétaire du journal qui sera attaqué par la victime du libel. De tous les co-auteurs du délit, c'est celui qui a, en général, le plus de surface, C'est de lui qu'on obtiendra le plus sûrement l'indemnité à laquelle on a droit. L'imprimeur, le rédacteur en chef, l'éditeur du journal peuvent n'être que de simples employés du propriétaire. L'auteur de l'article est rarement connu, puisque les articles signés sont l'exception en Angleterre, et que l'administration du journal ne peut être obligée à faire connaître son nom. C'est pour ces raisons qu'aujourd'hui, le propriétaire du journal, seul, est civilement responsable des libels qui y paraissent.

CHAPITRE IV

DÉFENSE A L'ACTION EN LIBEL

Privilège

Nous venons de voir que la victime d'une diffamation peut se faire accorder une réparation pécuniaire par les tribunaux civils.

Il est des cas où elle ne pourra obtenir une indemnité, où le diffamateur est protégé par la loi, et autorisé à dire toute sa pensée, sans qu'il puisse être inquiété, quelque dommage qui puisse en résulter pour d'autres personnes. Le législateur anglais a décidé que dans certains cas, l'ordre public, la bonne administration, le contrôle de l'opinion publique sur les finances publiques, le pouvoir judiciaire et les corps administratifs exigeaient une entière ou relative liberté de parole. La crainte de poursuites judiciaires aurait pu la gêner, ainsi, sous certaines conditions, est-on affranchi de toute responsabilité, délivré de toute entrave. Et on se défendra contre une action en libel en prouvant qu'on se trouve dans un de ces cas « privilégiés », ou en se « justifiant » légalement. Ce sont là, « privilège » et « justification »,

deux moyens de défense invoqués pour prouver son bon droit lorsqu'on a publié un libel.

Le privilège joue dans des occasions que la loi qualifie pour cela de privilégiées, où il est de l'intérêt public que nulle considération d'intérêt personnel ne s'oppose à la franchise. « La question de savoir si les circonstances de la cause constituent réellement un cas privilégié, quand ces circonstances ne sont pas discutées par les parties, est une question de droit, la solution en est réservée au juge, le jury n'a pas à s'en occuper ; si les questions de fait qui auront une influence sur le point de droit sont contestées, le jury doit d'abord les apprécier, puis le jury décidera, d'après les faits tels qu'ils ont été établis par le jury s'il y a ou non occasion privilégiée (1). » Cette division des pouvoirs résulte du principe aujourd'hui admis par le droit anglais, d'après lequel le jury apprécie seul les points de fait tandis que le juge décide seul des points de droit.

SECTION I

Privilège absolu

Il y a lieu de distinguer deux sortes de privilèges. Il y a un privilège absolu dans quelques cas, assez rares, où il est d'intérêt public, selon la loi, qu'on ait la plus

(1) Lord Esther dans *Hebditch contre Mc Ilwaine*, 1894, 2 Q.B. 58.

absolue liberté de s'exprimer ; ce sont : Les déclarations faites au Parlement, à la Chambre des Lords ou à la Chambre des Communes, et les rapports publics par ordre ou avec l'autorisation du Parlement.

Les rapports des fonctionnaires de l'Etat à leurs supérieurs, et les publications faites comme acte de l'Etat.

Dans tous ces cas, il y a privilège, même si la diffamation était mal fondée, et même si son auteur le savait et avait voulu non pas tant s'acquitter des obligations de sa charge que nuire à la personne dont il a donné une impression défavorable. C'est à cause de cette protection sans restriction qui est accordée ici que le privilège est dit « absolu ». Il ne s'étend, du reste, qu'aux documents originaux, leur reproduction dans un journal ou ailleurs n'en bénéficie pas et n'a droit qu'à un « privilège partiel », moins étendu, qui sera examiné un peu plus loin.

Les rapports, votes et débats des deux Chambres publiés par leur ordre ou sous leur autorité jouissent d'un privilège absolu. Il faut pour cela une reproduction *in extenso*. Les extraits ou résumés ont seulement un privilège partiel.

Enfin la section 3 du law of Libel amendment act 1888, étend avec quelques limitations, le privilège absolu aux comptes rendus « loyaux et exacts » des débats judiciaires. Ce point sera examiné dans la suite avec les autres comptes rendus.

SECTION II

Privilège qualifié

Ce n'est guère que par ce compte rendu des procès que le privilège absolu peut intéresser le journal ; le privilège partiel dit aussi privilège qualifié est bien plus important pour lui ; il a très fréquemment l'occasion de l'invoquer. Il est appliqué dans les occasions où les lois considèrent la publication comme avantageuse pour la Société pourvu qu'elle soit faite dans le but fixé par la loi. L'intérêt public exige une grande liberté mais non l'affranchissement de toute responsabilité, d'où la restriction ci-dessus.

Le plaignant sera indemnisé, malgré le privilège, s'il prouve que le défendeur n'a pas agi de bonne foi, mais a été poussé par un motif inconvenant, qu'on appelle « malice ». Brett dit à ce propos (1) : « Si un cas est privilégié, il l'est pour quelque raison et le défendeur n'a droit à la protection du privilège que s'il profite de cette permission pour cette même raison. Il n'y a plus droit s'il en profite pour un motif déloyal », ce qui précisément constitue la malice. C'est au défendeur de prouver qu'il y a occasion privilégiée. Le demandeur a ensuite à prouver la malice du défendeur. On peut mieux voir maintenant la différence qui sépare le privilège absolu

(1) Dans *Clarke contre Molyneux*, 1877 3 Q. B. D. 246.

du privilège relatif. Avec le premier, la malice importe peu, n'a pas à être prouvée, au lieu qu'avec le second elle a une importance capitale. Il n'est absolument nécessaire au succès du plaignant de prouver la malice que quand le défendeur invoque le privilège qualifié. Il est quelquefois aussi utile de la prouver, quand il n'y a pas privilège, non pas pour gagner le procès, mais pour obtenir une indemnité plus élevée.

Par une habitude très ancienne on qualifie dans tout « Statement of claim » ou exposé de la plainte, le libel de « malicious » entaché de malice, malicieux, ce qui ne signifie pas que la mauvaise foi de l'auteur est un élément du libel mais ce qui, par une extension du mot qui peut facilement amener une certaine confusion, dénote simplement l'absence d'excuse légale, et devient synonyme d'illégal ou répréhensible. Ce que nous appelons malice, était appelé « expression malice » ou « malice réelle » par les vieux auteurs pour éviter la confusion. Ces termes sont encore en usage

Un passage de Grove (1) nous définit la notion de malice : d'après lui « Expresse malice signifie ceci : qu'il ne suffit pas de dire que celui qui publia le libel haïssait une personne (contre qui le libel est dirigé) ou pensait dans son esprit à lui porter tort, parce qu'on peut agir très correctement avec quelqu'un et le haïr. Il faut qu'il y ait dans le libel quelque chose qui montre

(1) Dans *The capital and country Bank contre Henty*, 1880, 5 C P D. 542.

qu'on l'a publié avec l'intention peu honorable de mal agir, avec des motifs détournés, en sachant qu'il aurait de mauvais effets ; en particulier, qu'il porterait tort à quelqu'un, non parce qu'il méritait ce tort ou cette punition comme acte de justice, ou pour un motif analogue, mais avec l'intention pure et simple de lui porter tort ».

Preuve de la malice

Ce passage établit bien nettement que pour voir s'il y a ou non malice, ce sont les intentions du diffamateur qu'il faut considérer. Elles ne seront pas du reste toujours faciles à distinguer, et il ne faudrait pas s'attendre à voir des preuves absolument formelles et matérielles. Ce sera l'art de l'avocat du plaignant de réunir en faisceau des preuves qui, prises isolément paraîtraient bien fragiles ou même sans consistance, de fortifier l'un par l'autre de simples indices, qui, séparés, ne pourraient même pas suggérer un soupçon, et qui rassemblés et ajoutés formeront sinon une preuve absolue du moins une présomption inattaquable.

On peut invoquer comme preuve toute circonstance de la cause qui tend à montrer que le défendeur a été guidé par un motif autre que celui qui seul l'excuserait. Ce sera, par exemple, le fait que peu de temps avant le libel incriminé, les parties avaient été en désaccord profond ou en rivalité, ou que le plaignant avait répandu des calomnies sur le compte du défendeur, ou le texte

de l'article poursuivi, par sa violence injustifiée où par sa publicité exagérée. Le jury ne trouvera pas la malice dans la distraction ou la stupidité de l'auteur non plus que dans sa négligence, son manque de soin ou de jugement, à plus forte raison dans un mouvement d'indignation vertueuse. Si le défendeur croyait de bonne foi à l'exactitude d'un fait répréhensible, il peut sans crainte le flétrir en termes énergiques, car dît Lord Esther « on pourra employer un langage excessif sans avoir pour cela de la malice ». Cette vigueur serait plutôt une marque de bonne foi ; des écarts de langage ne sauraient anéantir le privilège : « les expressions particulières ne doivent pas être trop strictement examinées pourvu que l'intention du défendeur soit bonne (1) ».

Le fait que le rédacteur chargé par exemple du compte rendu des Débats parlementaires, ne crut pas vraies les allégations qui y sont contenues ne serait pas une preuve de malice. Le point essentiel, dans ce cas là, serait de savoir si le rédacteur a publié le passage diffamatoire par devoir professionnel ou pour nuire au plaignant.

Le rédacteur, simple agent anonyme de la direction, exprime les idées du journal. Si sa censure est injustifiable ou trahit de l'animosité contre la personne critiquée ou si elle dénote un entêtement qui l'empêche de rendre justice aux gens qui ne partagent pas sa manière

(1) Alderson dans Woodward contre Lander.

de voir, il y aura libel, mais si ces preuves de mauvaise foi ne constituent pas l'œuvre du rédacteur et sont présentées comme les propres paroles du personnage interviewé, alors elles ne constitueront pas une preuve de malice, l'existence même dans les commentaires du rédacteur de parti-pris, ou de termes violents ne peuvent guère constituer une preuve de malice s'il s'occupe de sujets que sa profession lui impose et dont parlent les autres journaux.

La preuve de la malice est à la charge du plaignant. Quand la seule preuve invoquée s'accorde aussi bien avec la bonne foi qu'avec la malice, le juge doit arrêter l'affaire et ne pas la laisser passer devant le jury.

Un effet du privilège très utile à la presse est de protéger, à certaines conditions, les comptes rendus de toutes sortes si nombreux aujourd'hui dans les journaux, chroniques parlementaire, judiciaire, artistique, littéraire, sportive. Ces comptes rendus doivent se limiter strictement à la relation des événements ; ils ne peuvent, en Angleterre, l'accompagner, comme en France, des impressions du reporter sur la conduite de tels ou tels personnages, sur l'effet probable de la réunion ou de toute autre appréciation. La présence de ces commentaires leur enlèverait la protection du privilège. Ils ont une place à part, en dehors du compte rendu et sont garantis des poursuites à un autre titre, comme on le verra par la suite.

Une condition générale à laquelle doivent satisfaire

tous les comptes rendus est l'exactitude et l'impartialité. Il n'est pas besoin qu'ils soient littéralement exacts ; de légères erreurs ou omissions ne feront pas tomber le privilège si la relation donne de l'ensemble une idée juste. Il serait imprudent de donner, par exemple, l'interrogatoire d'un témoin sans le contre-examen qui souvent détruit l'effet de la première déposition. Le jugement même ne doit pas être publié seul s'il ne contient un résumé du procès, d'après lequel on puisse s'en faire une idée.

Un compte rendu peut dire du mal non seulement des orateurs de la réunion mais encore d'un tiers « qui n'a rien de commun avec l'occasion privilégiée. Ce tiers peut attaquer le compte rendu et le privilège est inefficace contre lui. Mais quand il y a seulement une déclaration exagérée se rapportant à l'occasion privilégiée, et par suite protégée par elle, le seul fait de cette exagération est une preuve de malice, qu'elle soit voulue ou involontaire (1) ».

La preuve de l'exactitude du compte rendu est à la charge du défendeur. Elle ressortira le plus souvent du texte même ou des déclarations du plaignant.

Un compte rendu exact en lui-même peut devenir déloyal par la place qu'il occupe dans le journal, ou par le but dans lequel il est publié ; ainsi par exemple, les

(1) Lord Esher dans *Nevil contre Fine Arts insurance Co*, 1895, 2 Q. B. 170.

comptes de fin d'exercice d'une société par actions, même **exacts**, seront jugés diffamatoires s'ils sont placés à la rubrique **des liquidations judiciaires**.

Il faut maintenant passer en revue les divers cas dans lesquels la loi anglaise accorde aux publications la protection du privilège partiel. Ce sont presque uniquement des comptes rendus, et il sera aisé de voir par leur simple énumération combien le privilège qualifié est utile, et même indispensable aux journaux.

Comptes rendus des débats du Parlement

Les comptes rendus officiels des débats, votes et rapports du Parlement sont protégés par un privilège absolu qui a été examiné plus haut. Il ne met pas à couvert les journaux qui publient chaque jour un compte rendu officieux et plus ou moins résumé de ces débats. Celui-ci a un privilège partiel, pourvu que l'impression donnée soit exacte, et qu'il n'y ait pas de malice. Ce n'est qu'en 1868 que les journaux eurent le droit de publier ces comptes rendus. Jusque là, des ordonnances restées intactes des deux Chambres les interdisaient et, aucun privilège ne pouvait protéger ce qui, publié contrairement à ces ordonnances constituait « un contempt of the house », ou acte de désobéissance et de mépris pour les Chambres du Parlement.

Les premiers comptes rendus furent publiés au XVIII^e siècle, déguisés sous le titre de « Débats du Sénat

de Lilliput. Cave, Editeur du *Gentleman's magazine*, de connivence avec les Huissiers, pouvait, lui et quelques secrétaires, s'introduire dans l'enceinte de la Chambre et prendre des notes. Le Docteur Johnson, d'après elles, composait le compte rendu du *Gentleman's magazine*, et n'osait guère y laisser apparaître ses opinions politiques. Cave fut du reste cité devant la Chambre des Lords, en avril 1747 pour « breach of privilege » (violation du privilège des lords dont les débats avaient droit au secret) et les comptes rendus cessèrent. En 1749, Cave les reprit sous la forme de « Lettres de M. P. à un ami du pays. » Après 1752 ils furent ouvertement publiés sous leur vraie forme, mais on ne donnait que les initiales du nom des orateurs. En 1801, l'Imprimeur du *Morning Herald* fut admis à publier les débats de la Chambre des Lords, ce qu'on qualifia de « reproduction scandaleuse et nuisible de ce qui s'y passait. » Les « Standing Orders » par degrés redevinrent absolus et n'ont pas encore été abrogés. Le Parlement a par deux fois au cours du XIX^e siècle en 1843 et 1858 refusé de privilégier les comptes rendus de ses Débats. En 1867, par une initiative audacieuse, la jurisprudence anglaise acquitte les inculpés de comptes rendus des Débats Parlementaires. Un passage du jugement rendu par Sir Alexander Cockburn montre bien la différence de méthode entre les lois anglaise et française. Celle-ci prévoit dans ses textes jusqu'aux détails, ne laisse au moins en principe qu'une part minime à l'initiative du juge, ne

lui permet guère que d'appliquer la loi, sans l'interpréter ni surtout la compléter ou la modifier. Celle-là est surtout constituée par la tradition, les textes y sont, ou du moins y étaient assez peu nombreux; le juge était un juge d'équité plutôt que le droit strict, et se fiait assez volontiers à ses lumières, comme le prouve le jugement de 1867 cité plus haut. Il y a actuellement en Angleterre une tendance à se rapprocher du système français.

« Quelques désavantages, disait Sir Alexander Cockburn, s'attachent à un système de lois non écrites, et nous les ressentons vivement, il a du moins cet avantage que son élasticité permet à ceux qui l'appliquent de l'adapter aux conditions variables de la société, aux exigences et habitudes de l'époque où nous vivons, et aussi d'éviter les désaccords et les injustices qui se produisent quand la loi n'est plus en harmonie avec les besoins, usages et intérêts de la génération à qui elle s'applique immédiatement. Notre loi du libel sur beaucoup de points s'est développée par degrés seulement pour former un ensemble satisfaisant. L'entière liberté des écrivains publics de commenter la conduite et les motifs des hommes publics n'a été reconnue que récemment. Des commentaires sur le gouvernement, les Ministres, les fonctionnaires, les Membres du Parlement, les juges et autres notabilités se publient maintenant chaque jour, alors qu'il y a un siècle ils auraient donné lieu d'office à des enquêtes, des poursuites et des con-

damnations à l'amende ou à la prison. Pourtant on ne peut douter que le public ait gagné au change. »

M. Odgers commentant la décision de 1867, la qualifie de courageuse et d'heureuse, mais il désapprouve un procédé qui fait du juge un législateur, et souhaiterait de voir codifier la loi anglaise.

Comptes rendus des débats judiciaires

Un privilège qualifié, et depuis 1888 un privilège absolu protège aussi une deuxième série de comptes rendus, qui tiennent sans doute moins de place dans les journaux, mais ont pourtant une grande importance, ce sont les comptes rendus judiciaires. La raison en est, selon Lord Campbell, que « les désavantages provenant des chances de porter tort à une réputation privée sont infiniment petits comparés aux avantages de la publicité. » « Comme tout le monde ne peut assister au procès, c'est pour le bien public que tout le monde est informé de ce qui s'y est réellement passé, comme s'il y avait assisté » (1).

Le compte rendu doit être loyal, abrégé ou résumé, peu importe, mais non partial ou tronqué.

La loyauté de la relation consiste à donner une impression exacte dans l'ensemble du procès. De légères erreurs seront sans influence, l'oubli d'une déposition

(1) Sir Gorell Barnes dans *Furniss contre Cambridge Daily New Ltd*, 1907, 23. *Times Law. Report*, p. 706.

importante à charge ou à décharge en aurait une grande. Mieux vaut résumer les dépositions que les plaidoiries où la fantaisie de l'avocat a souvent trop de part.

Le reporter doit se borner à relater ce qui est réellement arrivé et ne pas se faire l'écho des racontars presque toujours intéressés des parties. Il doit se souvenir que son rôle est de donner aux lecteurs les mêmes impressions qu'aurait eues un auditeur. Son œuvre doit être objective; il n'a pas à paraître dans sa relation. Il ne faut pas que son opinion sur les plaideurs, les dépositions, les juges, arrive jusqu'au public. Ces commentaires ne peuvent paraître qu'après la fin du procès, et toujours isolément du compte rendu. Les titres sensationnels sont aussi à éviter, et on a vu plus d'un compte rendu, correct par ailleurs, condamné pour un titre ronflant mais inexact.

Le compte rendu doit être contemporain du procès, sans qu'il y ait un temps rigoureusement fixé, passé lequel le privilège est perdu. Cela signifie que le compte rendu doit être publié le plus tôt possible, dans le numéro, quotidien ou hebdomadaire qui suit les débats, sauf empêchement. Il sera donc, le plus souvent, publié au jour le jour, au lieu qu'autrefois, il ne pouvait être publié qu'après le procès fini, pour mieux assurer l'indépendance du juge.

La publication d'un procès achevé depuis assez longtemps, dénotera par le seul fait, et presque toujours la malice. Ainsi, un journal publia pendant une cam-

pagne électorale, un compte rendu de procès datant de plusieurs années et où un candidat qu'il combattait n'avait pas le plus beau rôle. Ce journal fut condamné pour publication malicieuse.

Il n'y a plus privilège si le Tribunal a ordonné le huis clos. Cette restriction concorde avec la raison du privilège, basé sur ce fait qu'en Angleterre, on rend la justice en public, que tout le monde peut assister aux audiences. Les comptes rendus judiciaires des journaux, augmentent simplement cette publicité.

Le privilège n'est accordé qu'aux comptes rendus des procès devant les Tribunaux Civils; ceux engagés devant les Tribunaux Administratifs n'ont pas sa protection.

Les comptes rendus de procès pour libel séditieux, obscènes ou blasphématoires ne sont pas privilégiés; bien plus, ils sont interdits, car la publicité donnée à ces débats ne pourrait qu'accroître le scandale.

Le droit Anglais antérieur à 1888 n'accorde aux comptes rendus judiciaires des journaux qu'un privilège partiel. Il résulte du law of libel amendment act de 1888 (1) que les journaux tels qu'ils sont définis dans le New paper libel and Registration act de 1881 (2) ont non seulement un privilège qualifié mais même un privilège absolu, bien que le passage ne soit pas très affirmatif à cet égard, et sous les réserves et conditions énumérées ci-dessus.

(1) Sect. 3.

(2) Sect. 1.

La section 3 de l'act de 1888 ne dit pas expressément que le compte rendu sera absolument privilégié, mais il n'y est pas stipulé comme à la section suivante qui traite de réunions publiques que le compte rendu aura droit à un privilège « à moins qu'il ne soit prouvé que le compte rendu a été rédigé ou publié malicieusement » De plus, si cette interprétation était rejetée, l'act de 1888 serait simplement déclaratif du droit antérieur.

Ce droit antérieur à l'act de 1888 s'applique encore aux imprimés qui ne sont pas des journaux d'après la définition de l'act de 1881 et aux comptes rendus judiciaires, non contemporains des procès. Dans ces deux cas, le compte rendu est privilégié, s'il est : 1° loyal, exact; 2° pas interdit par le Tribunal; 3° ni blasphématoire, ni séditieux, ni indécent.

Le privilège tombe sur preuve de malice dans la publication, preuve très difficile si la publication est faite par un journaliste, comme tel; plus facile si elle émane d'une partie ou de son avoué.

Enfin, nous pourrions résumer ainsi cette délicate question des comptes rendus privilégiés des Procès.

Compte rendu publié dans un journal tel qu'il est défini par la section 1 de l'act de 1888 et au moment du procès : il est absolument privilégié.

Compte rendu publié dans un journal d'après la même définition, mais postérieurement au procès; il n'a qu'un privilège qualifié, d'après la Common Law. Mais le fait qu'il n'est pas publié au moment du procès sera le plus

souvent une preuve de malice et le privilège sera anéanti.

Un compte-rendu paraissant ailleurs que dans un journal, a aussi, d'après la Common Law, un privilège qualifié, écarté aussi par la preuve de publication malicieuse.

Le privilège des journaux pour les comptes rendus des discussions publiques, autres que celles du Parlement et des Tribunaux est régi maintenant par la Law of libel amendment act de 1888 qui a remplacé le Newspaper libel and registration act de 1881 et ne s'applique qu'aux seuls journaux rentrant dans la définition de 1881. Si d'autres textes leur accordent une protection plus efficace ou à des conditions moins difficiles à remplir, cette protection leur reste acquise.

Comptes rendus des réunions publiques proprement dites

Parmi les réunions dont le compte rendu est ainsi protégé, les plus importantes sont les réunions publiques proprement dites, dont le but peut être très variable. Ce seront des réunions électorales, réunions de grévistes, assemblées d'employés syndiqués, d'actionnaires ou autres personnes ayant des intérêts à défendre ou des droits à faire valoir en commun, conférences littéraires, etc...

Avant d'examiner l'état actuel de la législation anglaise sur ce point, il sera intéressant de voir à quels dangers

étaient exposés les propriétaires de journaux qui osaient se hasarder à publier des comptes rendus, et par quelles étapes, ils sont passés avant d'être protégés par les lois actuelles.

La Common Law ne protégeait, jusqu'au milieu du xix^e siècle, que les comptes rendus des débats des deux Chambres du Parlement. On a eu l'occasion de voir avec quelle peine, après combien d'efforts, les journaux étaient arrivés à ce résultat.

Ainsi donc, si un journal publiait, au cours d'un compte rendu quelconque (ceux des débats parlementaires exceptés) une diffamation, il devait, pour éviter une condamnation à des dommages intérêts prouver la vérité littérale du fait qu'il avançait. Le procès *Purcett V. Sowler* (1887) le prouve bien : Le médecin d'une Union Workhouse, absent d'une réunion des administrateurs du Bureau de bienfaisance, y avait été diffamé. Un journal publia un compte rendu de la séance, y mentionna la diffamation et fut condamné de ce chef à 40 shillings d'indemnité (50 francs) quoiqu'il y eut « loyal commentaire sur une chose d'intérêt public » parce que le plaignant n'avait pu répondre à l'attaque dirigée contre lui ; le Bureau de bienfaisance aurait dû exclure les journalistes de la séance, ou le rédacteur en chef aurait dû supprimer cette partie du compte rendu.

C'était une jurisprudence dangereuse pour les journaux. Le tribunal admettait que le compte rendu était exact et loyal, et qu'il avait trait à une chose d'intérêt

public, et condamnait pourtant le propriétaire du journal à une amende. Ce dernier prétendait, non sans raison, qu'on n'avait que le temps nécessaire à composer et mettre sous presse les articles, et que le rédacteur en chef n'avait pas le loisir de les examiner, de peser chaque expression et de supprimer tout ce qui pourrait paraître diffamatoire. Les comptes rendus ainsi tronqués perdraient, du reste, la plus grande partie de leur intérêt. Les propriétaires de journaux auraient voulu que le compte rendu fût privilégié, s'il était loyal et exact, et avait trait à une réunion publique, légalement tenue.

La jurisprudence se refusant à admettre cette théorie, ils obtinrent le vote en 1887 du Newspaper libel and registration act, act concernant l'enregistrement des journaux et les diffamations commises par la voie de la presse. Nous l'avons examiné pour ce qui est de l'enregistrement. Il traite des comptes rendus dans la section 2 dont voici le texte :

« Tout compte rendu publié dans un journal des
 « débats d'une réunion publique sera privilégié, si cette
 « réunion était légalement convoquée dans un but licite
 « et ouverte au public, et si ce compte rendu est exact
 « et impartial et publié sans malice, si la publication
 « incriminée a été faite dans l'intérêt public ; pourvu
 « toutefois que la protection accordée par cette section
 « ne puisse servir de défense dans des procès où le plai-
 « gnant peut établir que le défendeur a refusé d'insérer

« dans le journal dans lequel est paru le compte rendu
« visant les faits incriminés une lettre raisonnable d'ex-
« plication de preuve ou de démenti, écrite par le plai-
« gnant ou en son nom. »

On voit avec quelle timidité on a accordé ce privilège ; les réserves dont on l'entourait lui enlevaient pratiquement presque toute sa valeur.

Le propriétaire du journal n'avait pas seulement à prouver que la réunion était « publique », que le compte rendu était « loyal, impartial et publié sans malice » mais encore, et c'était là l'écueil qui devait le perdre, que c'était pour le bien public que le passage diffamatoire avait été publié dans le journal.

Si, dans l'opinion du jury, l'intérêt public, sainement entendu, et non la curiosité ou la malignité n'était pas mieux servi par le compte rendu augmenté du libel que par le compte rendu expurgé, le privilège était anéanti. Ainsi interprétée par les tribunaux, cette loi obligeait le rédacteur à surveiller aussi étroitement que par le passé les articles des reporters. Bien rarement la publication d'une diffamation ou un libel indécent, séditionnel ou blasphématoire pouvait être réellement utile au public.

Cette jurisprudence presque aussi rigoureuse que celle qui avait précédé le Newspaper and registration act de 1881 ne pouvait satisfaire la Presse qui parvint en 1888 à faire voter une nouvelle loi par le Parlement : le « Law of libel amendment act » encore en vigueur.

Aux termes de la section 4, le compte rendu d'une réunion publique sera privilégiée aux conditions suivantes : la réunion sera tenue *bona fide* et dans un but légal pour le progrès ou la discussion d'une chose d'intérêt public, que l'entrée soit ou non entièrement libre. Le compte rendu sera loyal et impartial ; il ne sera pas publié malicieusement. Le passage incriminé n'est ni blasphématoire, ni indécent, il s'agira de matières d'intérêt public, dont la publication servira le bien public.

Le privilège sera anéanti par la preuve que le défendeur avait été requis d'insérer dans le journal, une lettre ou autre document raisonnable, pour démentir ou expliquer le compte rendu, et qu'il a refusé ou négligé de le faire paraître. C'est là une clause de déchéance du privilège commune à cette matière et à tous les autres comptes rendus que nous examinerons.

Certaines conditions du privilège demandent quelques éclaircissements. La réunion (1), doit être « *bona fide* et légalement tenue dans un but légal pour le progrès ou la discussion d'une chose d'intérêt public, que l'entrée fût libre ou non ». Ces derniers mots protègent le compte rendu des réunions qui ne sont pas publiques au sens le plus large, et où on n'est admis que sur la présentation d'une carte. On pourrait proposer ce critérium pour distinguer ce qui est ou n'est pas réunion publique : « Recrut-on les assistants comme faisant partie du public ou à

(1) Section 4 du Law of libel amendment act.

cause d'un titre personnel ? » Pourtant le compte rendu d'une réunion tenue dans un local privé, à laquelle les seuls invités seraient admis serait sans doute privilégié lui aussi. Peu importe, du reste, que les reporters aient été conviés ou même admis. Une assemblée d'actionnaires réunie pour consentir un accroissement de capital, est une réunion publique. Un service religieux n'en est pas une, quoiqu'on ait annoncé qu'il y aurait sermon. La réunion ne doit pas être simulée, simple prétexte à diffamations ainsi privilégiées. Quel que soit son but, elle doit être tenue légalement, c'est-à-dire sans tumulte, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraîner de rupture de paix publique. Cela interdit les comptes rendus de pétitions tumultueuses du Parlement elles-mêmes prohibées.

Des discussions interminables se sont produites à propos de la clause : Il s'agira de matières « d'intérêt public, dont la publication servira le bien public » La loi exige-t-elle la preuve de ce que, non seulement le passage incriminé intéresse le public, mais aussi que sa publication a pour but le bien public, ou seulement soit qu'il intéresse le public, ou que sa publication a été faite pour le bien public.

On a produit, de part et d'autre, des arguments très forts et les auteurs sont partagés sur la question. Il semble pourtant que la deuxième interprétation soit préférable. Elles mènent du reste toutes deux sensiblement au même résultat.

La clause de la section 4 traitant de la question en suspens, est une stipulation en deux termes qui doivent coexister pour que le privilège soit détruit. Si l'un seul existe, le privilège reste. On peut résumer la difficulté dans le tableau suivant :

Pas de privilège quand : A la chose n'a pas d'intérêt public, et B. sa publication n'est pas pour le bien public par suite, si la condition A, seule, ou B, seule, est remplie, il y a privilège.

Le premier procès qui s'appuya sur cette clause est l'affaire Kelley contre O. Malley and others (1). Au cours d'une réunion pour discuter les primes du sucre, le plaignant avait été empêché de parler par les observations moqueuses de quelques assistants qui l'avaient connu douze ans plus tôt à Bristol et voulaient lui couper la parole. Un compte rendu exact parut dans le *Star*. Il contenait ces interruptions qui n'avaient pas trait aux primes du sucre, mais à des événements bien antérieurs qui s'étaient passés à Bristol. Le propriétaire du *Star* ne niait pas le libel, mais invoquait le privilège. Le Baron Huddleston laissa au Jury de décider si ces événements étaient d'intérêt public, et si leur publication était pour le bien public. Le Jury répondit non aux deux questions. Le Tribunal n'avait pas à se prononcer dès lors sur le cas exposé plus haut.

Cette discussion est pratiquement inutile, car il est

(1) 1889, 6 Times L. R. P. 62.

difficile d'imaginer un libel d'intérêt public, innocent, dont la publication ne serait pas faite en vue du bien public, et par conséquent irréprochable aussi, ou un libel d'intérêt privé, donc coupable, dont le bien public exige la publication, qui serait par suite privilégiée.

Il est probable qu'un jury qui estime le fait d'intérêt public, trouverait aussi que sa publication est d'intérêt public, et par contre, dans l'affaire Venable contre Fitt, le Jury demanda au juge comment il se pouvait qu'un libel fut publié pour servir le bien public.

Avec la Loi de 1888 comme avec celle de 1881, il ne suffit pas que les comptes rendus des réunions analogues à celle que l'on expose soient privilégiées; il faut que tous les passages de l'article servent le bien public. Le Rédacteur en chef doit donc surveiller tout le journal, et supprimer, quelle que soit l'exactitude du reporter, tout libel blasphématoire, indécent ou séditieux, toute attaque déloyale contre un homme public ou un simple particulier. C'est presque impossible pour un journal qui doit s'imprimer très vite.

Cela ressort pourtant de l'affaire Ponsford contre *Financial Times* and another (1) puisque dans le cas contraire, le propriétaire est tenu pour responsable. Dans cette affaire, le journal *Financial Times*, avait publié un compte rendu d'une assemblée d'actionnaires où le Président de la Société avait articulé contre le

(1) 1900, 16, Times L. R. 248.

Caissier des griefs sans rapport avec l'objet de l'assemblée. Ce dernier reçut une indemnité. Le Juge Mathew se livra dans cette affaire à des considérations intéressantes : « Le compte rendu de cette assemblée qui devait se borner à examiner la situation financière de l'assemblée aurait été privilégié ? Mais il ne s'en suit pas que le compte rendu de tout ce qui s'y est dit est privilégié. Cela résulte clairement de la section 4..... Les défenseurs prétendent que cette section ne vise que les publications dont aucune partie n'est d'intérêt public. Elle vise, au contraire, toute chose contenue dans le compte rendu et particulièrement tout passage diffamatoire. Or, le Président, exprimant son opinion ou son impression sur le Caissier, ne discutait pas de choses qui intéressent le public... ces accusations ne pouvaient influencer une personne qui voulait acheter des titres de la Société ou traiter avec elle. Elles n'avaient d'autre autorité que celle de leur auteur et pouvaient être basées sur des informations erronées ».

L'obligation subsiste donc de ne rien publier de diffamatoire dans les comptes rendus de réunions publiques. Malgré cela la loi de 1888 est bien plus favorable aux journaux que celle de 1881. Elle anéantit l'hésitation sur le privilège du compte rendu des réunions privées, supprime les mots « légalement convoquée » pour les réunions publiques.

Cette section 4 de la loi de 1888 est le seul texte qui

protège le journal qui rend compte d'une réunion publique.

Sont encore privilégiés les comptes rendus des séances de conseil de fabrique, conseil municipal, comité des écoles primaires, conseil des administrateurs de la taxe des pauvres et de tout autre conseil ou autorité locale formée ou constituée d'après un act du Parlement, ce qui protège les comptes rendus des séances des Conseils de Comté, de District, de Paroisse, de réunion de Paroisse, ou de toute commission nommée par un des corps ci-dessus, ou d'une réunion de commissaires autorisés à agir par lettres patentes, act du Parlement, autorisation signée de la main du roi ou toute autre autorité légale; ou d'une commission d'enquête nommée par le Parlement. Il n'y a privilège que pour les journaux tels que les définit la News paper libel and registration act de 1881 (Sect. 1) et aux conditions suivantes :

Le public ou un reporter du journal ont été admis, ou autorisés à entrer à la séance.

Le compte rendu est loyal et exact.

Il ne contient rien de blasphématoire ou d'indécent.

Il est en entier d'intérêt public, ou sa publication entière est d'intérêt public.

Le privilège cesse sur la preuve qu'il y a eu publication malicieuse ou que le défendeur a refusé ou négligé d'insérer un démenti ou une rectification raisonnable.

Il y a aussi privilège pour la publication d'un extrait des registres tenus conformément aux statuts, et des

comptes rendus des séances de corps quasi judiciaires créés par les statuts. Ces registres sont destinés à tenir le public au courant de certaines choses. Tels sont par exemple, en France, les Registres des Bureaux des Hypothèques, en Angleterre, ceux du Registry Office pour les Propriétaires de journaux. Si on en publie une copie, quoi qu'on le fasse pour prévenir le public ou les commerçants tentés de faire crédit à quelqu'un, la pure et simple publication de l'extrait, sans commentaire, est privilégiée car elle « est sur le même pied qu'un compte rendu loyal d'un débat judiciaire » (1). Elle doit, en effet, avoir le même résultat.

Le privilège tombe sur la preuve de la malice ou si l'extrait est inexact, quoique s'il eut été fourni tel quel par le fonctionnaire chargé de le délivrer, et que le défendeur le crut conforme à l'original.

De même les comptes rendus des corps quasi judiciaires tels que, par exemple, les conseils de discipline des facultés, sont mis sur le même pied que les comptes rendus judiciaires, et peuvent recevoir la même publicité, mais ils n'ont qu'un privilège partiel non absolu.

Nous venons d'examiner les comptes rendus des séances du Parlement, des Tribunaux, des Réunions Publiques, des Conseils de Fabrique, Conseils Municipaux, Comité des Ecoles, Conseil des Administrateurs de la taxe des pauvres et de leurs commissions, et des corps quasi judiciaires créés par un statut.

(1) Pollock dans Williams contre Smith, 1888, L. R. 22 Q. B. D. 139.

Il n'y a privilège pour aucun autre compte rendu qu'il paraisse ou non dans un journal. Ainsi, par exemple, le compte rendu, même loyal et exact d'une réunion des créanciers d'une banqueroute ne sera pas privilégié.

Un privilège protège encore la publication de notes ou comptes rendus destinés à prévenir le public, et publiés à la requête d'un ministère, d'un fonctionnaire de l'Etat, d'un commissaire de police, d'un chef de police, pourvu qu'il n'y ait rien de blasphématoire ou d'indécent et que la chose ou sa publication soient favorables au bien public. Si la publication émanait d'une autorité autre que celles énumérées, il n'y aurait pas privilège. Cela ne touche en rien le privilège absolu qui couvre les publications faites par ordre du Parlement.

Le privilège en question est anéanti par la preuve de la malice, ou du refus du défendeur d'insérer un démenti ou une rectification.

SECTION III

Communications privilégiées

L'action du privilège qualifié se fait aussi sentir dans un autre domaine qui n'intéresse le journal, et son propriétaire pris comme tel, que dans une limite assez restreinte et qu'il convient de limiter sommairement. C'est le domaine des communications confidentielles, des réponses à des demandes de renseignements.

Lord Campbell (1) nous donne à ce sujet une règle très claire : « Une communication, dit-il, faite de bonne foi par celui qui a le devoir de la faire, ou qui y trouve son intérêt, est privilégiée, si elle s'adresse à une personne qui a le devoir ou l'avantage correspondant à la recevoir. Ce mot « Devoir » ne renferme pas seulement les devoirs sanctionnés par la loi, mais aussi ceux d'ordre moral ou social : d'obligation imparfaite ». C'est, en effet, le bien général de la Société, que les renseignements demandés soient donnés avec le plus de garanties d'exactitude possible. Mais la loi en exigeant la bonne foi ne protège que les informations utiles ou nécessaires, et non celles faites par simple curiosité ou pour nuire à quelqu'un.

Quand c'est sur la demande de l'intéressé qu'on lui transmet le renseignement, il n'y a pas de difficulté. Il peut arriver qu'on ait à prendre l'initiative et avertir quelqu'un. Cette démarche n'est privilégiée que quand elle s'autorise de relations tout à fait intimes de famille ou d'affaires; ce sera le cas entre mari et femme, père et fils, tuteur et pupille, maître et domestique, supérieur et subordonné, avoués et clients, associés commerciaux, et même amis intimes.

Une communication faite pour protéger ses propres intérêts est privilégiée : « si de bonne foi, dit Littledale (2), on écrit une lettre pour sa propre défense ou pour

(1) Harrison contre Burt, 1855.

(2) Coward contre Wellington, 1836 7. C. et P., p. 586.

protéger ses droits ou ses intérêts, et qu'on ne soit pas poussé par la malice, la lettre est privilégiée, quoiqu'elle puisse accuser quelqu'un de malhonnêteté, mais la malice peut être prouvée par la lettre même ou par tout autre moyen ».

Si le plaignant avait antérieurement attaqué le défendeur, dans les journaux ou en public et que ce dernier réplique de la même manière, il sera privilégié. C'est la stricte application de la loi du talion.

Mais, le privilège, dans tous les cas sera perdu si les déclarations reçoivent une trop grande publicité ou sont plus violentes qu'il ne convient. Si, par exemple, le défendeur est attaqué dans une minuscule feuille locale, sa réponse dans un grand quotidien de Londres ne saurait être privilégiée. La réplique irait bien plus loin que la diffamation qu'elle veut combattre. Il ne suffira pas que le défendeur ait cru que cette réplique éclatante était nécessaire pour sauvegarder sa réputation. La publicité nécessaire et suffisante de la réponse est souverainement appréciée par les Tribunaux.

L'existence entre plusieurs personnes d'un intérêt commun, d'un ordre quelconque pécuniaire professionnel ou autre, pourvu que légitime, crée aussi un privilège pour les communications qu'elles échangent.

CHAPITRE V

DÉFENSE A L'ACTION EN LIBEL

Justification

Les journaux ne peuvent défendre par le privilège que les comptes rendus: Les déclarations faites au reporter ne peuvent être privilégiées non plus que le titre de l'article et les commentaires de la rédaction. Cette partie du journal peut être « justifiée » ce qui la met également à l'abri de toute demande d'indemnité.

La « justification » aura deux formes différentes : si c'est l'exposé d'une opinion qui est attaqué, on le justifiera en prouvant que c'est un loyal commentaire sur une chose d'intérêt public. Si c'est l'affirmation d'un fait, on la justifiera en prouvant que le fait rapporté est vrai en substance et en fait.

SECTION I

Loyal commentaire sur une chose d'intérêt public

Le loyal commentaire sur une chose d'intérêt public, exposé d'une opinion sur un événement, est facile à dis-

tinguer de la relation de cet événement, tout au moins en théorie, sinon en pratique, pour nous autres Français habitués à voir ces deux choses fondues dans un même article. En Angleterre, il n'en va pas de même : un journal qui voudrait suivre nos habitudes serait sévèrement châtié; nous l'avons déjà dit à propos du compte rendu et la jurisprudence offre bien d'autres exemples que celui que nous avons cité à cet endroit. C'est ainsi que Lord Campbell, dit dans *Andrew contre Chapman* 1853 3 C et K 288 : « Si on fait des commentaires, ils ne doivent pas faire partie du compte rendu; celui-ci doit se limiter à ce qui est arrivé au Tribunal et les deux choses, compte rendu et commentaire, doivent être soigneusement séparées. » Cela est vrai, non seulement des comptes rendus judiciaires, mais de tous ceux qui sont couverts par un privilège.

Le compte rendu contemporain du procès est privilégié. Les commentaires de nature à faire préjuger de la solution, ne sont pas permis au cours des débats. Ils constitueraient en ce cas un *Contempt of Court*, c'est-à-dire un acte de mépris pour le Tribunal. « Tout commentaire sur un procès en cours n'est pas nécessairement un *contempt of court*, mais le plaignant doit prouver que ce qui a été publié a pour but évident de préjuger du procès criminel ou, tout au moins, est calculé dans ce but (1). »

(1) Lord Russel dans *Reg. contre Payne*, 1896, L. R. B. 580.

La jurisprudence marque énergiquement la distinction entre « privilège » et « loyal commentaire » : « Il est incorrect de dire que les commentaires de bonne foi sur un sujet d'intérêt public sont protégés par un privilège qualifié » décide Blackburn (1). Le droit de commenter les actes publics des hommes publics appartient à tout citoyen. « La liberté de la Presse n'est ni plus ni moins grande que celle de tout sujet anglais » (2). La notion du privilège est tout autre. C'est un droit que je possède parce que j'occupe une certaine fonction, ou que je suis en relation confidentielle avec une autre personne. Le loyal commentaire est permis à tout sujet anglais. Ce n'est donc pas un privilège.

Un commentaire impartial n'est que l'exercice d'un droit; personne ne peut donc le poursuivre, quel que soit le tort qu'il lui cause. « C'est seulement quand l'auteur dépasse les limites du loyal commentaire que sa critique passe dans la région du libel (3) ».

Le principe sur lequel est basée la défense par le « loyal commentaire » est assez analogue à celui du privilège. Ce sont des dérogations au droit commun qui interdit la diffamation, motivées dans les deux cas par les besoins d'information du public. Pour ce qui concerne le « loyal commentaire » le journaliste, par le seul fait qu'il est citoyen anglais, peut écrire ce qu'il

(1) Campbell contre Spotiswoode, 1863, 3 B. S. 769.

(2) Reg. contre Gray, 1900 2 R. B. 40.

(3) Bowen dans Merrivale contre Carson, 1887 2 Q. B. D. 283.

pense sur tout ce qui concerne l'Etat ou lui-même en tant que citoyen chacun a le droit de discuter publiquement tout ce qui touche à l'intérêt public, de stigmatiser les abus, de critiquer même âprement la conduite publique de tout homme public. En usant de ses droits, il ne pourra guère ne pas atteindre la réputation de ceux qu'il attaque. Ces derniers, de leur côté, ont un droit incontestable à conserver leur réputation et réclameront un dédommagement à la fois pécuniaire et moral au tort qu'on leur aura causé. Il y a donc conflit de droits. Pour les mettre d'accord, il faut forcément les limiter l'un par l'autre; c'est à quoi servent, et le principe de l'action en libel et le principe du loyal commentaire. Par le premier, on défend sa réputation contre les attaques personnelles injustifiées ou trop violentes. Par le second, on protège son droit de contrôle et de critique des affaires d'intérêt général contre l'amour propre trop ombrageux de ceux qui les conduisent.

Il convient maintenant de voir de plus près ce qu'est un loyal commentaire et à quelles conditions il protège le journal.

Pour les communications privilégiées, il suffit pour que l'auteur ait droit au privilège qu'il puisse établir sa bonne foi. Ici, il n'en est plus de même et, si le Jury estime que le commentaire est déloyal, il n'aura pas à se préoccuper des intentions de l'auteur. Sa sincérité ne lui vaudra qu'une diminution de l'indemnité à payer.

« Une opinion sincère peut souvent être un élément à

considérer par le Jury quand il examine si un libel est un excès de loyal commentaire, mais elle ne peut en elle-même empêcher l'article d'être un libel (1) ».

Rôle du juge et du jury

Ici aussi nous retrouvons la spécialisation du juge dans un certain ordre de questions et celle du Jury dans un autre. « C'est toujours au juge de dire si un article peut, d'après la loi, être un libel et c'est au plaignant qui base sa demande sur un passage que lui-même déclare être une critique d'une chose d'intérêt public, de montrer que c'est un libel, en ce sens qu'il dépasse les limites de la loyale critique. Il faut donc que le juge dise si, raisonnablement, on peut l'interpréter ainsi. Si on ne peut pas, il n'y a pas de questions à poser au Jury et le juge doit donner raison au défendeur (2) ». Si on le peut au contraire « le Jury voit l'impression produite sur celui qui, sans idées préconçues, sans rien savoir de l'affaire, lit l'article d'un bout à l'autre ». Il ne faut pas trop appuyer sur des passages isolés, mais considérer l'article dans son ensemble. Si on s'éloigne de la vérité au point de rendre le commentaire déloyal, le Jury donnera raison au plaignant. Si les écarts sont faibles et ne constituent que ces divergences d'opinion qu'on peut

(1) Blackburn dans Campbell contre Spotiswoode, 1863, 32 I. J. R. B., 202.

(2) Cellins, dans Macquire contre Vestern Morning News, 1903, 3 K. B. P., 111.

loyalement et raisonnablement avoir sur un même sujet, le défendeur aura gain de cause (1). »

Le juge ne trouvera dans la loi rien qui lui indique ce qu'est une chose d'intérêt public, mais on peut la déterminer assez facilement.

« Quand on sollicite l'attention ou l'appui du public, quand un acte ou un débat affecte les droits ou le bien être de la communauté, la conduite de cette personne, cet acte ou ce débat, seront matière d'intérêt public (2). » Elles sont donc assez nombreuses et on ne peut tenter que d'en citer quelques-unes : La conduite publique des fonctionnaires et autres personnes ayant un rôle public ou une influence sur la vie publique, tels que membres du Parlement, des Assemblées locales, Pasteurs de l'Eglise Anglicane; les affaires publiques; le fonctionnement des institutions publiques; le gouvernement; la politique extérieure ou intérieure; la perception et l'emploi des taxes et impôts; l'administration centrale ou locale; les affaires du Comté, de la Commune des Districts sanitaires; les mesures proposées ou adoptées dans les séances des Conseils Municipaux, Conseils de Fabrique, des Commissions scolaires; les débats du Parlement; les décisions des Cours; les méthodes d'éducation dans les Universités, Collèges et autres Ecoles.

Souvent aussi la manière dont sont conduites les en-

(1) Lopez dans *South Hetton Coal Co contre H. E. News Association*, 1894, I. Q. B., 143-144.

(2) Fisher and Strahan *The law of the Press*,

treprises privées, touche au bien-être, à l'agrément ou aux ressources du public. Ces entreprises pourront alors servir de sujets à de loyaux commentaires et ce sera le cas si elles font de la fraude, lèsent la morale traditionnelle, créent des monopoles nuisibles ou lèsent des travailleurs. Dans un autre ordre d'idées, publier un livre, composer un tableau, organiser une exposition d'objets quelconques, faire jouer une œuvre dramatique ou musicale, sera encore s'exposer à de loyaux commentaires. Il ne sera pas toujours facile de tracer une ligne de démarcation entre ce qui est d'intérêt public et ce qui ne l'est pas; il peut être difficile de voir où commence la vie privée d'un fonctionnaire et où finit sa vie publique. Bien des choses pourront aussi intéresser le public et n'être pas d'intérêt public et il faudra distinguer soigneusement entre servir les intérêts du public et satisfaire sa curiosité ou son désir d'informations scandaleuses.

Quand le juge a décidé que le sujet de l'article était bien d'intérêt public, le Jury doit examiner s'il y a bonne foi, loyal commentaire. La loi est muette aussi sur cette délicate question, la jurisprudence seule nous dit ce qu'on a l'habitude de juger loyal ou déloyal. « Rien n'est plus important, dit le juge Crompton (1), que cette loyale et entière liberté de discussion accordée à tous ceux qui s'occupent des choses publiques, que ce soit

(1) Campbell contre Spotswoode, 1863, 3 B. et S., 378.

la conduite des hommes publics ou les débats devant les Tribunaux ou au Parlement ou la publication d'une œuvre littéraire, mais c'est toujours au Jury de dire si l'écrit a dépassé la limite du loyal commentaire sur le sujet traité; un écrivain n'a pas le droit de dépasser ces limites. »

Il reste précisément à les fixer. Ce sera surtout une affaire d'opinion, mais s'il est impossible à cause de la variété des circonstances, de poser une règle générale et inflexible. Au point de vue de la critique littéraire, M. Odgers en propose une (1) : « tant que la critique n'attaque pas un auteur isolément de son œuvre et ne dit pas de faussetés sur son compte mais expose honnêtement son opinion sur le livre dont elle s'occupe, il est très difficile de dire que les limites de la critique loyale sont dépassées. »

Il faut « se souvenir qu'on a le droit d'avoir sa propre opinion, quelque fausse, exagérée ou violente qu'elle soit. Le Jury a à dire si le mode d'expression dépasse la limite raisonnable de l'honnête critique (2). » Mais le Jury n'a pas à examiner si l'auteur a formé son opinion avec assez de soin ou sur une base raisonnable. La seule violence des termes ne suffit pas à rendre une critique déloyale, « il faut (3), donner aux opinions toute liberté de s'exprimer puis, une assemblée ordinaire

(1) *An outline of Law of Libel and Slander.*

(2) Bowen dans *Merrivale* contre Carson, 1887, 20 Q. B. D., p. 284.

(3) Lord Esher dans *Merrivale*, contre Carson, 1887, 20 Q. B. D., 280-81.

d'hommes ordinaires (c'est-à-dire le Jury), doit pouvoir dire si un homme loyal eût fait ce commentaire. La simple exagération même excessive, ne rendrait pas le commentaire déloyal. Quelque fausse que puisse être son opinion, quelque rempli de préjugés que soit l'écrivain, il peut encore être dans les limites de ce qui est permis. Le jury a cette simple question à résoudre : un homme loyal, fut-il de parti-pris, faisant la part de l'exagération ou de l'obstination, aurait-il dit ce qu'a dit ce critique ? »

Si le jury pense que oui, le défendeur est acquitté. Cette solution a le double avantage de protéger les auteurs contre une critique qui dénaturerait leur œuvre et de protéger la liberté de la parole, essentielle à la presse.

On ne lui a pourtant pas donné toute licence, et on l'arrête sitôt que visiblement elle abuse de ses droits, fût-ce d'une façon sournoise et détournée.

« La preuve de la malice peut enlever à une critique, à première vue loyale, la protection du loyal commentaire, comme elle détruit le privilège d'une communication *prima facie* privilégiée (1) ».

Car, en réalité, le commentaire ne serait plus alors une critique de l'ouvrage, mais une attaque guidée par l'intention de porter tort à l'auteur.

Ce qu'on vient de voir à propos de la critique littéraire

(1) Thomas contre Bradbury Agnew and Co, 1906, 2 K. B., p. 640.

doit être étendu à tous les autres genres de commentaires sur les sujets d'intérêt public. Ce sera d'après les mêmes principes qu'on décidera de leur loyauté ou de leur déloyauté.

Presque invariablement, l'auteur de l'article ne se contente pas de commenter, il expose aussi des faits. Il ne se borne pas à exprimer son opinion, il suggère les motifs d'action de la personne qu'il a en vue. Dans cet ordre d'idées, il a deux règles à suivre fidèlement : il ne doit pas mal interpréter le caractère de l'acte, de la conduite ou de l'œuvre commentée. Il ne doit pas mentionner les motifs corrompus ou inconvenants de ce même acte, de cette même conduite, à moins qu'ils ne s'en déduisent aisément.

Si on donne à l'acte des motifs qui ne ressortent pas des faits, il faut les prouver, la bonne foi du critique qui croyait avoir exposé les vrais mobiles ne suffit pas à l'innocenter. Comme dans tous les autres cas, le tribunal ne regardera pas de trop près et décidera d'après l'allure générale de l'article. Ainsi que le dit Cockburn (1) « il ne faut pas s'attendre à ce que les articles des journalistes soient toujours irréprochables. » On n'exige pas seulement du journal des commentaires loyaux, on exige aussi que les faits qui les motivent, soient bien établis. Il ne faut pas supposer des faits, fussent-ils vraisemblables et même très probables, si on ne peut les prou-

(1) Campbell contre Spottswode, 1863.

ver « cela seul suffit à rendre l'article déloyal et même il ne doit pas contenir d'accusations mauvaises en dehors de celles que les faits exacts justifient (1). » parce qu'alors il y a libel déguisé sous la forme de critique et que la défense du « loyal commentaire » ne peut réussir.

Les commentaires doivent se borner à la conduite ou à l'acte d'intérêt public. Ils ne doivent pas dévier sur des détails de la vie privée ou sans rapport avec le sujet traité. Par occasion pourtant, une attaque personnelle peut faire partie d'un loyal commentaire sur des faits réellement établis si elle est basée sur ces faits. Par exemple, si je dis que M. X. sur un sujet quelconque d'intérêt public, a exprimé devant différentes personnes une opinion différente, je pourrai conclure qu'il n'est pas franc. Ce sera une attaque personnelle, mais justifiable comme loyal commentaire de faits déjà exposés et que le lecteur peut, lui aussi, apprécier. « Cette attaque peut-elle raisonnablement être déduite des faits réellement établis qu'on se propose de commenter ainsi ? C'est là une question de droit que doit résoudre le juge devant qui vient l'affaire. S'il se prononce pour l'affirmative, le jury décidera si dans ce même cas, on devait la faire (2). »

Parfois, les commentaires, de quelque genre qu'ils soient, sont à première vue, si loyaux que le juge n'aura pas besoin de consulter le Jury pour proclamer le bon

(1) Kennedy Joynt contre Cycle Trade Publishing Co, 1904, 2 K. B., 294.

(2) Lord Atkinson. Dackhyl contre Labouchère, 1907, 23 Times L. B., 366.

droit du défendeur. Ce ne sera guère le cas que quand les opinions émises ne peuvent comporter un sens diffamatoire et quand le demandeur aura intenté un procès manifestement injuste.

SECTION II

Justification par la vérité

Un troisième moyen de se défendre contre une action en libel est le « Plea of Justification » ou plaidoirie de justification. Le défendeur n'a alors qu'à prouver qu'il n'a rien avancé qui ne fût conforme à la vérité. S'il y parvient, il sera acquitté sans que le Tribunal ait à examiner ses intentions. La malice, même éclatante, ne peut créer la culpabilité.

On arrive par là à un résultat qui pourra paraître bien rigoureux et même peu conforme à l'intérêt bien entendu de la Société. Un journal pourra, pour combattre un ennemi ou écarter un rival, proclamer que cet adversaire a commis des écarts de conduite, dus peut-être à la jeunesse, a eu dans les affaires des débuts malheureux ou peu honnêtes, alors que le coupable a fait oublier ces méfaits par une conduite irréprochable. Il en est pourtant ainsi et quelle est du reste la Loi que des gens mal intentionnés ne sauraient pas tourner habilement pour nuire à leur semblable ? Mais le défendeur doit prouver qu'il n'a dit que la stricte vérité et ce sera souvent la perte du

diffamateur qui, poussé par la malice, en dira plus qu'il ne pourra prouver.

« La vérité (des imputations) dit Littledale (1), est une réponse à l'action parce qu'elle montre que le plaignant n'a pas de titre à recevoir une indemnité, car la Loi ne peut permettre à personne d'être dédommagé de la perte d'une réputation qu'il ne doit pas posséder ou ne possède pas ».

Il y a présomption en faveur du plaignant que les diffamations sont fausses et le défendeur doit annoncer qu'il se propose de justifier les libels cités dans « l'exposé de la demande ». « La justification doit être aussi large que l'accusation » dit un adage. Il faut donc prouver la vérité du libel et non d'autres analogues; ce ne sera pas une bonne défense non plus de prouver qu'on aurait pu divulguer des choses autrement graves que celles qu'on a publiées.

Si le libel incriminé prend la forme : Des personnes bien informées nous ont affirmé que... M. X. nous garantit que... la justification ne consistera pas à prouver que ce bruit avait réellement couru ou que M. X. s'était bien porté garant du fait avancé mais, bien que le fait était réellement exact. Le fait que le plaignant n'a pas poursuivi M. X. n'a aucune importance : peut-être ne pouvait-il pas le faire ou bien, il n'a pas voulu le faire parce que M. X. était insolvable, ou pour toute autre raison. Ces

(1) Mac Pherson contre Daniel, 1829, 10 B. et C., 272.

précautions oratoires font simplement diminuer l'indemnité, puisqu'elles rendent l'allégation moins affirmative. C'est le sens général de l'imputation qu'il faut prouver exact. Des inexactitudes de détail n'empêcheront pas la justification à moins pourtant que ces détails n'aggravent le fait principal. Si le libel, tel qu'il a été publié, a produit sur le lecteur la même impression que la réalité, la justification réussira.

En principe, tout le libel doit être justifié. On peut pourtant n'en justifier qu'une partie si elle constitue une accusation distincte des autres. Quand le plaignant attribue à l'article attaqué un deuxième sens au moyen de l'innuendo, le défendeur doit choisir entre deux lignes de conduite : ou bien il plaide que « ses affirmations sont vraies en substance et en fait » c'est-à-dire quel que soit le sens que le Jury leur attribuera, ou bien il s'en rapportera expressément à l'innuendo et justifiera ses allégations avec le sens que leur a attribué le plaignant.

Si le défendeur se décide à agir ainsi, le Jury en déduira naturellement que l'innuendo avait correctement interprété le libel. Ce pourra souvent être dangereux, car le demandeur adoptera en général les interprétations les plus favorables à sa cause.

Si le défendeur justifie ses dires avec le sens qu'il leur attribue et non avec celui de l'innuendo, il ne pourra les justifier tels qu'ils sont interprétés par ce dernier et si le Jury pense que le demandeur a trouvé la signification vraie du libel, le défendeur succombera. Il doit

toujours avant sa plaidoirie indiquer quels sont les libels dont il veut prouver la vérité et dans quel sens il les entend, car le plaignant a le droit de savoir avant de comparaître, ce qu'on va dire contre lui pour pouvoir à son tour répliquer à son diffamateur.

Quand le défendeur veut justifier le libel par la preuve de sa vérité, il doit clairement établir la diffamation qu'il a lancée et doit la prouver rigoureusement exacte. Le Tribunal n'admettra pas de justification partielle par la preuve que le plaignant avait fait quelque chose de très analogue à ce qu'on lui reproche. Quand le libel est général et accuse le plaignant d'avoir l'habitude de commettre certains actes, le fait qu'il l'a commis dans une circonstance déterminée ne justifiera pas le libel. Il faudra pour la justification, prouver qu'il l'a commis en plusieurs cas différents et chacun doit être prouvé aussi nettement que s'il était spécialement mentionné dans le libel.

Quand le libel consiste en affirmations distinctes, non seulement on peut invoquer la justification pour les unes et le privilège pour les autres, mais on pourra aussi nier que certaines soient diffamatoires ou l'admettre et payer en cour pour eux, alors qu'on plaide pour les autres privilège ou justification. Il faut pour cela que les diffamations soient très distinctes. Tindall dans Clarkson contre Lawson 1830 6 Ving. p. 587, dit à ce propos : « Je consens que quand l'accusation n'est pas partageable par nature, le défendeur doit la justifier entièrement.

Ainsi, sur une accusation de meurtre par exemple ce ne serait pas une bonne défense que de dire qu'il y a eu homicide par imprudence, parce que cette affirmation ne reconnaît qu'une partie de l'accusation. Mais quand le défendeur dit que le plaignant a été suspendu trois fois de ses fonctions, ce n'est rien dire de plus que de prétendre qu'il l'a été une fois un jour, une autre fois un autre jour, une autre fois encore un troisième jour et il peut limiter sa justification à l'un de ces jours, laissant au plaignant le soin d'établir la diminution de dommages résultant d'une plus grande exactitude de l'accusation. »

De même quand le libel contient plusieurs accusations distinctes, le plaignant peut introduire une action contre une ou plusieurs d'entre elles, mais une justification des imputations non incriminées ne servira de rien. D'autre part essayer d'attaquer les parties du libel les moins importantes en passant sous silence les plus graves ou les plus honteuses, n'est pas très sage. Si les plus graves sont vraies, il faut bien reconnaître que le plus prudent est de laisser passer le libel sans attirer davantage l'attention sur lui.

Résumons brièvement cet examen des défenses qu'un journal opposera à l'action en libel. Le privilège est une défense, indépendamment de la vérité ou de la fausseté du libel. La justification est une défense, seulement quand le libel est un loyal commentaire sur une chose

exacte ou quand il exprime la vérité, ou plutôt qu'on peut le prouver, ce qui est très différent.

Privilège et justification ne sont pourtant pas des moyens de défense incompatibles. Tous deux pourront être plaidés pour tout le libel ; on dira, par exemple, que le libel est vrai en substance et en fait et subsidiairement qu'il est privilégié, ou bien un moyen peut être plaidé pour une partie du libel et l'autre pour une autre, pourvu que le libel contienne plusieurs allégations distinctes.

Quand le privilège met complètement à couvert, il n'est pas sage de chercher une autre défense.

CHAPITRE VI

I. INDEMNITÉ ET FRAIS

II. INJUNCTION

III. AUTRES MOYENS DE DÉFENSE CONTRE L'ACTION EN LIBEL

Fixation de l'indemnité

Quand le Jury a décidé qu'il y avait réellement libel et qu'il a écarté les moyens de défense de l'inculpé, il lui reste à fixer l'indemnité à accorder au plaignant. On ne peut essayer d'établir une règle générale sur la mesure du dommage subi. Lord Herschell dit à ce propos (1) « L'indemnité ne peut être déterminée d'après aucune mesure connue de la Loi; elle doit l'être après avoir considéré toutes les circonstances de l'affaire examinée à la lumière de la Loi. » Le Jury décide souverainement du montant de dommages intérêts à allouer. Son pouvoir d'appréciation n'est limité que par la faculté qu'a la Cour d'appel de réformer le verdict, si le défendeur montre que l'indemnité ne pouvait raisonnablement être fixée au chiffre arrêté par le Jury.

Quand il y a réellement préjudice et que l'indemnité

(1) Bray contre Ford, 1896, 44 A. C., 53.

accordée est excessive, la Cour pourra avec l'assentiment du plaignant la réduire sans nouveaux débats, que le défendeur y consente ou non (1). Lord Esher (2), établit ainsi le principe sur lequel se base la Cour pour réformer un verdict allouant au plaignant une indemnité excessive. « Quelle règle de conduite suivra la Cour dans ce cas ? Une règle, je pense, aussi semblable que possible, à celle suivie quand on demande à la Cour de réformer un verdict sous prétexte qu'il est contraire à des preuves concluantes. Si la Cour... arrive à cette conclusion, que l'indemnité est plus élevée que celle que nous aurions accordée, mais pas à ce point que douze personnes raisonnables (c'est-à-dire le Jury) n'aient pu l'accorder, elle ne doit pas réformer le verdict. Si elle a l'opinion contraire, elle doit l'annuler »...

Voici, d'autre part, l'opinion des auteurs sur la question. Si la Cour peut voir que le Jury en fixant l'indemnité, s'est mal comportée ou a commis quelque faute grossière ou a été trompée par les plaidoiries, ce seront assurément des motifs suffisants pour annuler le verdict mais ils rentrent dans la règle plus large que j'ai exposée plus haut et qui les comprend.

Nous allons voir les diverses circonstances qui peuvent faire varier le montant de l'indemnité. Même s'il n'y a pas de dommage spécial ou, ce qui revient au même, si

(1) *Belt contre Lawes*, 1884, 12 Q. B. D., 356.

(2) *Praed contre Graham*, 1889, 24 Q. B. D., 53.

on ne peut le prouver, le plaignant aura droit à des dommages intérêts généraux pour le tort fait à sa réputation, car « l'indemnité n'est pas limitée à la perte pécuniaire que peut prouver le plaignant (1). » En fait, le montant de l'indemnité dépend beaucoup de la ligne de conduite adoptée par le défendeur au cours du procès. La justification du libel surtout par la preuve de sa vérité, est particulièrement dangereuse parce que la preuve demandée doit être très stricte et que, si on échoue, le Jury condamne à une très forte indemnité.

Preuves destinées à faire augmenter l'indemnité

Dans un procès en libel, le plaignant peut prouver les circonstances aggravantes de la publication. La publicité exagérée donnée au libel, alors que la communication à quelques personnes suffisait, en est une. De même, la négligence du défendeur pour contrôler ce qu'il avance, alors qu'il pouvait le faire sans difficulté, ou son obstination même au cours du procès à prétendre vrai ce qui est faux. C'est encore une circonstance aggravante que le fait de publier un article quand on savait que cet article serait reproduit dans d'autres éditions du même journal et qu'il l'a été en effet. « Dans une action en libel, le Jury, pour fixer l'indemnité, a le droit de considérer toute la conduite du défendeur

(1) Davis contre Shepstone.

depuis la publication jusqu'au verdict, avant et pendant le procès, et devant le Tribunal (1). » Le plaignant ne peut prouver sa bonne réputation, à moins que le défendeur n'ait suggéré le contraire. Il ne peut non plus établir que le défendeur a publié d'autres libels contre lui, sauf au cas où ce dernier plaide le privilège. Il faut prouver la malice pour l'écarter et on peut le faire, nous l'avons vu, par tous les moyens, celui-là entre autres.

La preuve du dommage spécial, suite directe et inévitable du libel, sert aussi à faire augmenter l'indemnité. Si le dommage spécial résultait du caprice ou de la conduite déraisonnable d'un tiers à l'occasion du libel, il n'y aurait pas lieu d'allouer au plaignant des dommages intérêts plus élevés. Ainsi, dans *Speight contre Gosnay*, le défendeur avait traité de légère la conduite de la plaignante devant la mère de cette dernière, qui lui répéta ces propos : la plaignante les répéta à son fiancé, qui rompit ses engagements. Il n'y avait pas de preuve que le défendeur connût les fiançailles de la plaignante ou autorisât la répétition de ses propos. Le Tribunal jugea que le dommage était par trop indirect.

Preuves destinées à faire diminuer l'indemnité

Le défendeur doit tout d'abord notifier par écrit ses intentions au plaignant; il peut ensuite prouver :

1° Qu'il a fait ou offert de faire une apologie du

(1) Lord Esher, *Praed contre Graham*, 1889, 24 Q. B. D., 55.

plaignant avant le procès ou, s'il n'a pu à ce moment, à la première occasion favorable.

2° Les circonstances dans lesquelles il a publié le libel ou la mauvaise réputation du plaignant, pourvu qu'il lui en ait fourni les preuves sept jours au moins avant le procès.

3° Que le plaignant a déjà reçu une indemnité ou a intenté une action dans ce but, ou reçu ou tenté de recevoir une compensation pour un libel analogue à celui qui sert de base au procès.

Le défendeur peut prouver, comme circonstances atténuantes, qu'il a agi de bonne foi et sans malice. Si le libel est la reproduction d'un article d'un autre journal ou a été communiqué par un tiers, l'indemnité allouée sera de ce fait diminuée. Il en sera de même si certains passages, nettement diffamatoires, ont été supprimés, ce qui est une preuve d'absence de malice. La preuve par le défendeur que le plaignant l'avait diffamé avant la publication du libel attaqué, et que c'est cela seul qui l'a décidé à user de représailles, aura encore le même résultat.

La disposition 3 ci-dessus résulte de la section 6 du Law of Libel amendment act 2888. Elle est très avantageuse aux propriétaires de journaux. Si un journal de province reproduit un article diffamatoire d'un journal de Londres et est attaqué de ce chef, son propriétaire pourra prouver que le plaignant a déjà reçu une indemnité pour le même article. Cela ne s'applique

qu'aux seuls journaux tels que les définit le Newspaper libel and registration act 2881, ce qui exclut les périodiques mensuels et les livres.

Mise hors de cause de ceux qui n'ont pris qu'une part accessoire à la publication

Quand un article de journal contient un libel, la vente de chaque numéro est une publication. Le vendeur en est responsable aussi bien que son commettant; de même la livraison du manuscrit contenant le libel à l'imprimeur et aussi la remise du numéro du journal à un agent du Gouvernement, d'après les prescriptions de la loi, engagent la responsabilité de l'agent du journal chargé de ces missions.

Dans tous ces cas, par la jurisprudence établie dans l'affaire Emmens contre Pottle (1), si le défendeur est autre que l'auteur, l'imprimeur ou celui qui a le premier divulgué le libel, il peut, pour échapper aux poursuites, prouver qu'il ignorait que le journal contient un libel et qu'il n'avait pas à le savoir même avec un soin raisonnable. Ainsi il ne sera pas coupable s'il a transporté, soit un numéro, soit un ballot de journaux, ne sachant pas qu'il y eût un libel. « Un journal n'est pas comme du feu, on peut le porter sans être forcé de supposer qu'il peut faire mal. Il me semble que les défendeurs

(1) 1885, 16 Q. B. D., 354.

ne sont pas plus coupables que ceux qui ont transporté un objet qu'ils n'ont pas de raison pour supposer dangereux (1). » D'après la jurisprudence consacrée par cette affaire, ne sera mis hors de cause que celui qui n'a pris qu'une part secondaire et matérielle et inconsciente à la publication du libel.

Frais

C'est une question très intéressante en pratique. Le jury est le juge ordinaire des actions en libel; d'après les règles de la suprême Cour, elles peuvent par accord des parties, être jugées par un juge non assisté d'un jury, que l'une des parties a toujours le droit d'exiger jusqu'à convention contraire (2). Quand l'affaire est portée devant un juge seul, il a le pouvoir discrétionnaire de mettre les frais à la charge d'une des parties à son choix. Quand l'affaire est portée devant le jury, les frais sont à la charge du défendeur s'il est condamné, du plaignant s'il est débouté « à moins que le juge ou la Cour, pour quelque bonne raison, n'en ordonne autrement (3). »

Il y a eu controverse quand il a fallu savoir ce qui constituait une « bonne raison ». Lord Bowen disait que le simple fait que le jury avait accordé au plaignant

(1) Bowen, *Emmens contre Pottle*.

(2) R. S. C., ordre 36 règle 2.

(3) R. S. C., ord. 45 R., 1.

une indemnité méprisable de quelques centimes, était par lui-même une preuve que l'action n'aurait pas dû être intentée et constituait par suite la « bonne raison » de ne pas mettre les frais à la charge du parti adverse. Mais la majorité de la Cour d'appel, Lord Esher et le juge Smith, furent d'un autre avis. Ils décidèrent que la condamnation à une indemnité même minime, fixe le sort des frais qui sont à la charge de la partie qui succombe.

Si un plaignant n'intente pas son procès de bonne foi pour laver sa réputation de tout soupçon, mais pour satisfaire des rivalités politiques ou porter tort à des adversaires, ce sera là une « bonne raison » pour mettre les frais à sa charge, quelle que soit l'issue du procès. D'ordinaire, le fait que le jury accorde une indemnité méprisable de quelques centimes, constitue le bon motif pour mettre les frais à la charge du plaignant, mais il n'en est pas de même si le verdict accorde une indemnité de principe.

La « bonne raison » est une question de fait sur laquelle les parties peuvent faire appel.

II. INJUNCTION

L'injunction est une voie légale par laquelle on requiert une personne de s'abstenir de faire quelque chose. Elle ne peut qu'interdire des actes préjudiciables mais non faire sortir d'une inaction préjudiciable celui qu'elle attaque. On peut demander au Tribunal d'ac-

corder une injonction en s'appuyant, soit sur un contrat, soit sur un droit indépendant d'un contrat. Il n'y a pas lieu d'agir par injonction quand on peut le faire par une action en dommages. Même quand le Tribunal ne peut forcer à l'exécution spécifique du contrat, il peut agir par injonction. Le Common Law procedure act de 1854 et d'autres statuts sur des points spéciaux accordaient aux Tribunaux le droit d'intervenir par injonction sur ces points spéciaux.

Le Judicature act décide qu'une « injonction pourra être accordée par une ordonnance interlocutoire du Tribunal quand elle apparaîtra juste et opportune. » Examinons les effets de l'injonction sur le point qui nous intéresse spécialement.

Le Tribunal a le droit, dans une action en libel, d'interdire par injonction, avant ou pendant le procès, une plus ample publication du libel, mais avant le procès il doit user de cette faculté avec la plus grande discrétion. Pour obtenir une injonction temporaire, le plaignant doit faire sa demande sitôt la publication commencée; il doit aussi prouver que le défendeur a l'intention de continuer la publication et qu'il y a « un tort immédiat ou imminent causé à la personne ou aux biens visés par les agissements du défendeur (1). » Le pouvoir des Tribunaux de faire des injonctions en cas de libel n'est pas, comme certains auteurs l'ont avancé,

(1) North, *Salomons contre Knight*, 1891, 2 Ch., 297.

limité aux seuls libels relatifs aux personnes. « Dans tous les cas, quand le Tribunal le pensera juste et opportun, ce moyen de procédure peut être employé (1). »

Plusieurs cas de ce genre ont été soumis aux Tribunaux et la Cour d'appel a décidé qu'une injonction temporaire ne serait accordée que « dans les cas les plus évidents où le jury dirait que les allégations incriminées sont libelleuses ou quand, si le jury n'en décidait pas ainsi, la Cour réformerait le verdict comme déraisonnable (2) ».

Une injonction ne sera pas accordée pour empêcher le simple usage sans autorisation du nom d'une personne par une autre; à moins que le plaignant n'apporte la preuve que la publication incriminée le diffame ou le lèse dans ses biens, ses affaires ou sa profession, il ne pourra introduire une demande d'injonction.

Le Tribunal a une compétence générale pour interdire par injonction toute publication qui tendrait à préjuger des arrêts de justice pourvu que la demande à ce tendant soit faite sans délai.

III. AUTRES MOYENS DE DÉFENSE CONTRE L'ACTION EN LIBEL

Les défenses à l'action en libel que nous avons vues jusqu'ici sont basées sur ce fait que la diffamation incriminée

(1) Lord Halsbury Monson contre Tussauds Limited. Monson contre Louis Tussaud, 1894, I. G. B., 690.

(2) Lord Esher Coulson contre Coulson, 1887, 3 Times L. R., 846.

minée ne réunit pas toutes les conditions nécessaires au succès de la demande. Le défendeur a pu prétendre qu'il n'a pas pris une part essentielle à la publication du libel ou qu'il n'y avait pas diffamation ou qu'il était couvert par le privilège ou qu'il avait fait un loyal commentaire sur une chose d'intérêt public ou qu'il n'avait dit que la vérité.

Nous allons examiner maintenant d'autres moyens de défense qui ne touchent pas au fond du sujet, qui ne contestent pas l'existence d'un libel mais qui empêchent des poursuites ou, tout au moins, en réduisent beaucoup la portée pécuniaire pour des raisons tirées de la situation, de l'état ou des actes des parties.

Nous allons voir quels effets produisent : 1° le désistement du plaignant; 2° l'apologie ou l'aveu avec compensation; 3° le principe de la chose jugée; 4° la prescription; 5° la mort de l'une des parties.

1. *Désistement du plaignant*

Le plaignant peut renoncer par acte à intenter un procès pour diffamation, soit contre paiement d'une somme d'argent, ou moyennant une apologie ou toute autre compensation. Mais lors de son acceptation, il doit connaître l'étendue et la nature de la diffamation.

Ainsi, dans l'affaire Marks contre Conservative Newspaper Co (1) le défendeur publia dans un compte rendu

(1) 1886, 3 Times, L. R., 244.

judiciaire des considérants sévères pour le plaignant et donnés comme émanant du juge. Le plaignant fit publier une rectification et se déclara satisfait. Plus tard, il découvrit que les remarques désobligeantes n'étaient pas l'œuvre du juge. Malgré sa déclaration antérieure, il demanda et obtint une indemnité pour libel.

2. *Aveu et compensation*

Ce n'est évidemment pas une défense à proprement parler puisqu'on reconnaît l'existence et la culpabilité du libel et qu'on propose un dédommagement : paiement en cours avec ou sans apologie (l'apologie est une lettre de rétraction et d'excuse émanée de la partie qui a publié le libel).

D'après l'ordre 22 règle 1 des règles de la suprême Cour, le défendeur ne peut, pour le même libel, à la fois, plaider non coupable et accessoirement payer en Cour. Il doit admettre sans restriction que le plaignant a une juste cause d'action, ce qui ne veut pas dire qu'il admet toutes les prétentions du demandeur. S'il y a plusieurs libels séparables, il peut payer en Cour pour certains et plaider privilège ou justification pour les autres. De même on peut payer en Cour pour le sens apparent de l'article et nier la justification donnée par l'innuendo. Avec le paiement en Cour, le défendeur peut aussi offrir de faire la preuve de la mauvaise réputation du plaignant pour faire diminuer l'indemnité.

Quand on n'offre qu'un paiement en Cour, il faut le faire avant de présenter la défense et le notifier au plaignant. Le Lord Campbell's act (1) prévoit le cas d'un paiement en Cour avec apologie, offert pour un libel paru dans un journal ou un autre périodique. « Le défendeur peut alors plaider que la publication a eu lieu sans malice réelle ou négligence grave et que, avant le début de l'action ou à la première occasion favorable qui l'a suivie, il a inséré dans ce journal ou cette publication une apologie complète pour ledit libel, ou si le journal ou la revue paraît d'ordinaire à plus d'une semaine d'intervalle, qu'il a offert de faire paraître la-dite apologie dans une publication au choix du demandeur... »

Un act postérieur (2) exige que cette apologie soit accompagnée d'un paiement en Cour pour terminer l'affaire, faute de quoi elle ne peut servir qu'à diminuer les dommages intérêts. Le jury décide souverainement si la somme proposée pour le paiement en Cour est suffisante et s'il y a ou non négligence coupable et malice réelle.

Pour que le défendeur ait gain de cause, le jury doit estimer que tous les éléments de la défense sont joints au paiement en Cour : apologie pas de malice ni de négligence. S'il ne peut établir l'un de ces trois points, il sera condamné et supportera par suite les frais de l'instance.

(1) Sect. 2.

(2) 8 et 9 Vict. C. 75.

La section 2 du Lord Campbell's act, destinée à protéger les journaux, ne leur est pas très favorable en un sens, à cause de la difficulté de prouver ces trois points. Si on ne peut y parvenir, aucun paiement en Cour si fort soit-il, ne pourra arrêter les poursuites. Il sera donc plus prudent de ne pas invoquer la section 2 du Lord Campbell's act et de plaider apologie et en même temps payer en Cour d'après l'ordre 22 des règles de la suprême Cour.

Le principe de la chose jugée

Un nouveau procès basé sur la même cause et intenté par le même demandeur ne pourra avoir lieu contre le même défendeur ou une autre personne responsable solidairement avec lui, de la publication du libel, que le plaignant ait reçu une indemnité ou qu'il se soit déclaré satisfait ou que l'affaire ait été rayée du rôle.

Quelques observations sont ici nécessaires :

Tout d'abord, ce sera plutôt que l'identité de plaignant, l'identité de qualité chez le plaignant qui empêchera une nouvelle action. Une même personne aura pu être co-demandeur, puis intenter un nouveau procès pour son propre compte et réciproquement. Dans un libel sur une société, par exemple, ses membres pourront agir conjointement pour le préjudice causé à la société, puis isolément, pour le tort fait à chacun individuellement.

Aujourd'hui (1), les deux genres de plaintes pourront être joints dans une même procédure.

Un nouveau procès sera impossible contre le même défendeur ou contre d'autres personnes responsables conjointement avec lui du même libel. Il serait très important de savoir quelles sont ces personnes. L'auteur et l'éditeur ne sont pas conjointement responsables, non plus que l'imprimeur et l'éditeur d'une part et le propriétaire du journal. Si le journal a plusieurs propriétaires, ceux-ci sont responsables conjointement. La section 6 du Law of Libel Amendment Act de 1888 diminue du reste beaucoup en pratique l'importance de ces questions.

Enfin, le troisième fait qui s'opposera à une nouvelle action sera l'identité du libel. Le juge Fry (2) dit à ce sujet : « Les deux actions sont basées sur des libels contenus dans la même brochure; par suite, la cause de l'action est la même... Il y aurait injustice évidente à permettre à une partie de choisir une portion du libel pour motiver une action et une deuxième portion pour motiver une deuxième action. Tout l'ensemble de la publication doit paraître à la fois devant le jury, on ne peut dans chaque procès séparer l'indemnité due pour la partie du libel invoquée de celle due pour les autres parties. Je pense qu'une plaidoirie de « *Res judicata* » réussirait. On peut donc arrêter l'action, sans quoi ces

(1) Ordre 18, Règle 6 des Règles de la Suprême Cour.

(2) *Macdougall contre Knight*, 1890, 2 Q. B. D., 1.

actions successives pour un même libel, seraient un abus de procédure. »

Prescription

D'après le « Statute of Limitation », le délai de prescription d'une action en libel est de six ans du jour de la publication. Si, lors de la publication, le plaignant était mineur ou aliéné ou si le défendeur était hors du Royaume-Uni, les délais sont suspendus. Le délai est réduit à six mois pour les actions basées sur des publications faites en exécution d'Acts du Parlement ou de toute autre autorité ou corps publics ou avec l'intention de les exécuter (1).»

Si l'incapacité cesse, les délais commencent à courir et aucune incapacité postérieure ne peut interrompre la prescription.

Une publication provoquée par le plaignant, la vente du journal contenant le libel à l'agent du demandeur et répandue dans le seul but de rendre ainsi une action possible, est une nouvelle publication à partir de laquelle les délais recommencent à courir, même si le tort a été fait à la réputation par une publication de plusieurs années antérieures. Dans l'affaire duc de Brunswick contre Harmer, par exemple, on jugea que la vente à l'agent du plaignant d'un numéro du journal contenant

(1) Public Authorities Protection Act, 1893, 56 et 57 Vict. C. 61., S. 1., sub.-s. A.

le libel 70 ans après sa publication originelle, était une publication nouvelle et un nouveau délai de six ans partait de cette publication.

Mort d'une partie

L'action en libel est essentiellement personnelle. Quand donc un libel a été publié par ou sur une personne qui vient à mourir, le droit d'intenter l'action ne passe pas à ou ne s'exerce pas contre ses héritiers. Le procès est interrompu par la mort d'une partie en cours d'instance, mais non si la mort survient entre le verdict et le jugement (1) qui pourra alors être enregistré. Quand le plaignant meurt après le jugement, ses héritiers sont justifiés à défendre contre tout recours.

(1) Ordre 17, Règle I, R. S. C.

CHAPITRE VII

LIBEL DÉLIT CRIMINEL

Nous venons d'étudier le libel en tant que délit civil réprimé par les tribunaux civils, chargés de réparer les dommages injustement causés aux particuliers. On peut envisager le libel à un autre point de vue : en tant qu'il trouble la paix publique, il relève des Cours criminelles. Cette distinction entre les délits criminels et les délits civils en général n'est pas déduite de principes bien établis, elle est plutôt accidentelle et déterminée par des raisons pratiques, de nécessité ou de commodité. Il est facile de trouver des faits qui, dans un même pays, ont été tour à tour délits civils et délits criminels, ou qui sont considérés comme délits civils dans un pays et comme délits criminels dans un pays voisin. La façon la plus satisfaisante d'expliquer cette distinction est la suivante : l'objet des poursuites criminelles est de châtier le délinquant et de prévenir le retour du délit. Celui des actions civiles est de procurer à la personne lésée une compensation pécuniaire. L'Etat assumant entre autres missions la protection de sa propre existence, de celle de

ses sujets et de leur sécurité, déclare délictueux et frappe de peines plus ou moins graves tout acte qui pourrait compromettre l'ordre public. Pour ce qui est du libel en particulier, il sera classé libel civil ou libel criminel, selon que le défendeur aura porté sans droit atteinte à la légitime réputation du plaignant ou aura commis un acte de nature à troubler la paix publique ou à choquer la morale ou les bonnes mœurs ou à compromettre la sûreté de l'Etat. Ce sera donc un délit passible d'amende et de prison que d'écrire et de publier des diffamations sur une personne ou de montrer des dessins ou autres représentations diffamatoires, pourvu que ces publications soient calculées pour produire une rupture de la paix. La tentative de publication est aussi un délit. Un « trade libel » n'en est pas un, car il est peu probable qu'il amène une rupture de la paix publique.

La personne diffamée a deux manières d'atteindre son diffamateur : ou bien elle lui demandera une indemnité d'après les règles de droit civil que nous avons examinées, ou bien elle le fera condamner aux peines prévues par le droit criminel. Ce deuxième genre de poursuites est absolument nécessaire à la répression du libel; ses auteurs sont souvent sans ressources et une action civile n'a rien qui les effraie. C'est sans doute très fâcheux, mais souvent le propriétaire d'une feuille sans valeur se réjouit à la perspective d'un procès au civil, c'est pour lui de la réclame gratuite. Son tirage va sans doute s'accroître et il verra encore quelques jours de prospérité.

Les poursuites au criminel qu'on préférera dans ces conditions seront, celles-là, réellement efficaces.

Nous venons de voir que les éléments du libel civil et du libel criminel sont très différents; par suite, il n'est pas étonnant que tout libel civil ne soit pas nécessairement un libel criminel et réciproquement. Ils ont simplement une région commune au delà de laquelle chacun a son domaine propre. L'Etat interviendra dans l'intérêt de la paix et de l'ordre public pour protéger la réputation de chacun contre les attaques injustifiées. Dès lors, sera libel criminel celui-là seul que l'Etat aura intérêt à réprimer. C'est ce qu'a nettement établi Lord Coleridge, « une poursuite criminelle, dit-il, ne doit pas être intentée à moins que les délits ne soient tels qu'ils puissent être raisonnablement considérés comme calculés pour troubler la tranquillité de la Société; dans ce cas, les tribunaux doivent protéger la Société en la personne d'un de ses membres. Les réputations privées doivent être protégées par une action en libel qui n'est justifiée que quand le libel touche le public, c'est-à-dire quand il constitue une tentative pour troubler la paix publique. »

Par contre, on peut parfois atteindre le libel par les voies criminelles alors qu'on ne le peut pas par l'action civile. Beaucoup de libels, en effet, constituent un danger pour l'Etat et pourtant, aucun particulier n'en peut demander réparation. Ainsi, c'est un délit prévu par la loi pénale que de diffamer un groupement de personnes :

classe sociale, secte, association, sans viser personne spécialement, pourvu qu'on prouve que ce libel tend à exciter la haine contre tous ceux qui font partie de ce groupement, ce qui constituerait une rupture de la paix publique. C'est ainsi qu'un journal publia, il y a quelques années, un compte rendu sensationnel d'un prétendu meurtre rituel commis par des juifs récemment arrivés de Portugal et qui habitaient non loin de Broad Street. Il disait qu'ils avaient brûlé vifs une femme et son enfant nouveau né parce que son père était chrétien. A la suite de cet article, des juifs qui, en effet, étaient depuis peu arrivés de Portugal et s'étaient installés près de Broad Street, furent attaqués par la foule, maltraités d'une façon inhumaine au point que leur vie fut un moment en péril. L'auteur de l'article fut attaqué au criminel : il opposa qu'il n'avait accusé personne spécialement de meurtre et que par suite, une action civile en indemnité ne pouvait réussir contre lui. La Cour décida que ce point n'avait aucune importance en la circonstance et le condamna pour rupture de la paix publique. Si ces libels n'avaient été interrompus, une émeute et des massacres se seraient certainement produits dans Broad Street.

Celui qui a eu la bassesse de diffamer un défunt, sera aussi exposé à des poursuites criminelles, si le libel tendait à provoquer la famille de la personne décédée à une rupture de la paix publique. Au point de vue de l'Etat et de sa sécurité, c'est un libel aussi dangereux

que celui dirigé contre un vivant qui peut lui-même se venger et l'action civile n'est pas possible dans ce cas. Il n'est pas nécessaire de prouver que la tranquillité publique a été troublée ni que le défendeur espérait obtenir ce résultat, il suffit que l'effet naturel de la diffamation soit de salir la mémoire du défunt et de porter tort à ses descendants au point de rendre la rupture de la paix publique imminente ou simplement possible.

On peut citer à ce sujet un cas assez typique : en 1883, mourut à Cardiff un certain Monsieur Bachelor, qui avait occupé dans cette ville des fonctions importantes. Quelques-uns de ses amis projetèrent de lui élever la statue qui se dresse aujourd'hui sur une place de Cardiff. Le *Western Mail*, important organe local, qui avait de tout temps fait une opposition systématique à M. Bachelor, sur toutes les questions municipales et politiques, publia l'inscription qu'on devrait selon lui, mettre sur le piédestal : « En l'honneur de John Bachelor, natif de Newport qui, dès son jeune âge, donna à cette ville le bonheur de le voir partir; qui employa sa vie et son énergie à lancer les classes de la Société les unes contre les autres; qui outragea l'aristocratie; haït le clergé; qui fut traître à la Couronne et flatteur complaisant de la multitude; qui comme Président du Conseil scolaire de Cardiff, gaspilla des fonds qu'il n'avait pas souscrits; qui est sincèrement pleuré par des créanciers à qui il doit encore 50.000 livres; qui, pour

finir une vie dissipée et mal employée, mourut pauvre; ce monument, pour la honte éternelle de Cardiff, a été élevé par les radicaux, ses amis. » Cet outrage amena une rupture de la paix publique et le fils de M. Bachelor, si lâchement diffamé, fit condamner le journal pour libel.

On peut distinguer deux genres de libels criminels : les libels diffamatoires et les libels qui provoquent au désordre. Les premiers sont ceux qui contiennent une attaque contre une personne, ils constituent d'ordinaire en même temps, des causes de dommages dont on peut demander une réparation civile et sont qualifiés délits parce qu'ils peuvent provoquer de la part de la personne diffamée une rupture de la paix. Les seconds sont des atteintes à la morale ou aux bonnes mœurs ou à la sûreté de l'Etat. Aucun particulier n'est spécialement lésé, ils ne comportent donc pas de sanction civile et sont purement criminels.

Une question importante s'impose dès qu'on examine le libel considéré comme délit criminel : Qui est tenu pour responsable de sa publication ? Cette responsabilité fut d'abord organisée d'une façon qui répondait bien mal à l'idée que nous nous faisons de la justice répressive. Devant elle, chacun ne répond que de ses actes propres; au lieu de cela, le commettant, c'est-à-dire le propriétaire du journal répondait de tous les actes que ses sous-ordres accomplissaient dans l'exercice de leurs fonctions, en exécution des ordres exprès ou implicites de son maître. Si un rédacteur laissait paraître un libel

dans le journal, c'était le propriétaire qui était poursuivi même, si en fait, non seulement, il n'avait pas eu connaissance du libel, mais encore s'il ne s'occupait pas de la rédaction de son journal. C'est ainsi que le propriétaire du *Times* s'était retiré à la campagne et avait abandonné à son fils la direction du journal, celui-ci y laissa paraître un libel contre le comte Cowper. Le père fut poursuivi et condamné de ce chef. Lord Kenyon déclara expressément qu'il était « responsable au civil comme au criminel des actes de ses agents ».

Cette responsabilité a été profondément modifiée par la section 7 du Lord Campbell's act de 1843. Cette section n'est pas limitée aux journaux et autres périodiques comme la section 2, relative à l'apologie et au paiement en Cour. Elle s'applique à toutes sortes de publications, périodiques ou non. En voici le texte : « Il est également décidé que lorsque, dans un procès sur indictment ou information pour la publication d'un libel, le défendeur a plaidé non coupable et qu'un témoignage a été apporté qui établit une présomption de publication à la charge du défendeur, publication commise par une personne soumise à son autorité, il sera permis au défendeur de prouver que cette publication a été faite sans son autorisation, son consentement ou sa connaissance et que ladite publication n'est pas la conséquence d'un manque d'attention ou de précaution suffisante de sa part. »

L'effet pratique de cette disposition est, comme le

montre la jurisprudence, d'affranchir de toute responsabilité pénale celui qui, présumé responsable d'un libel, n'a personnellement pris part à sa publication, ni sciemment, ni par une négligence coupable. Un gérant ou un administrateur, qui s'acquitte mal de ses fonctions, ne pourra pas invoquer cette clause. Le propriétaire du journal, qui ne le dirige pas, est la personne qui en bénéficie le plus souvent; par occasion, d'autres aussi peuvent en profiter.

Cette section 7 du Lord Campbell's act ne concernait pas le reporter, le rédacteur ou l'imprimeur. Aussi le Newspaper libel and Registration act de 1881 dans sa section 3, exigeait, pour mieux protéger la presse, une permission écrite du « Director of Public prosecutions » en Angleterre ou de « l'Attorney general » pour poursuivre les responsables de la publication d'un libel. Le législateur espérait empêcher ainsi les poursuites inopportunes ou vexatoires. Ce but ne fut pas atteint parce que le Director of public prosecutions, avait l'habitude de donner son *Fiat* quand la publication qu'on lui signalait était un libel et sans examiner les autres circonstances de l'affaire ni entendre le défendeur, il donnait même l'autorisation en termes généraux, sans nommer aucun responsable.

Le Law of Libel Amendment act de 1888 (1), donna à la presse une garantie plus efficace. Nul responsable de

(1) Section VIII.

la publication d'un libel, propriétaire, éditeur, rédacteur ou autre, ne doit être poursuivi sans l'autorisation écrite d'un juge. La demande d'autorisation doit être notifiée à l'accusé, qui doit être entendu contradictoirement sur l'opportunité de ces poursuites.

Une autre innovation a aussi été introduite par le Fox' Libel act (1). Antérieurement à cet act, le jury posait au jury deux questions : le prévenu a-t-il publié le prétendu libel ? Puis le prétendu libel a-t-il le sens que lui attribue l'innuendo ? Si le jury répondait affirmativement à ces deux questions, la Cour avait alors à décider si les allégations incriminées constituaient réellement un libel. Depuis cet act, le juge a le droit d'exposer son opinion au jury et de lui indiquer la façon de voir qu'il croit bonne, mais le jury a le droit de rendre un verdict général de coupable ou non coupable. Il conserve le droit de rendre un verdict spécial s'il le juge à propos.

Signalons que la loi criminelle, au contraire de la loi civile, ne connaît pas de responsabilité conjointe. Par suite, chacun de ceux qui contribuent à la publication, peut être poursuivi et le fait qu'une personne qui avait pris part à la publication, avait été ou n'avait pas été poursuivie et condamnée, n'influe en rien sur les poursuites criminelles contre ceux qui y ont participé conjointement avec elle.

(1) 32 Geo III, C. 60.

SECTION I

Libels diffamatoires

Comme nous l'avons déjà vu, ils comprennent les libels qui peuvent être poursuivis civilement et d'autres encore. La responsabilité personnelle de chacun des inculpés est plus strictement limitée par la loi pénale du Lord Campbell's act que par la loi civile.

Nous allons maintenant examiner les éléments du libel criminel et les diverses défenses qu'on peut opposer à une action au criminel pour libel. Cet examen nous sera du reste grandement facilité par l'étude déjà faite du libel au civil. Sur certains points, nous n'aurons à noter qu'une similitude absolue : les différences proviennent des fins différentes que l'on se propose dans les actions criminelles. Les procès au civil donnent à la personne diffamée une compensation pour le tort fait à sa réputation, les actions devant les tribunaux répressifs sont intentées dans l'intérêt de la communauté pour empêcher la publication des libels dangereux pour la Société, parce qu'ils peuvent provoquer une rupture de la paix publique ou pour une autre raison.

Pour ce qui est de la publication, au civil, il doit y avoir communication à un tiers, condition nécessaire pour porter tort à la réputation. Cette exigence n'aurait aucune raison d'être au criminel. La simple communi-

cation de la diffamation à l'intéressé suffit à produire une rupture de la paix ; elle la produit même plus facilement que la communication à des tiers.

Les lois criminelles dispensent parfois le plaignant de prouver que la diffamation s'applique à lui-même ; une accusation contre la mémoire d'un aïeul pourra motiver une action criminelle si l'effet de l'imputation porte gravement tort au descendant. Il en sera de même d'une attaque générale contre une classe de la Société, une secte sans désignation spéciale d'un individu particulièrement visé, si l'effet de cette attaque est de déconsidérer cette classe ou secte. Nous avons vu ci-dessus un cas de ce genre.

Le privilège est le même exactement au civil et au criminel ; il exige les mêmes conditions et produit les mêmes résultats : la malice a les mêmes effets dans les deux cas. Elle n'a à être prouvée que pour anéantir le privilège.

Quant à la justification, la différence est grande quand, du droit civil, on passe au droit criminel. La « Common Law » ne permettait en aucun cas au défendeur de prouver la vérité de ses allégations. « Plus grande en est la vérité, disait-elle, plus grand aussi est le libel. » Il y avait d'autant plus de chance de provoquer la colère du défendeur et, par suite, une rupture de la paix publique, que les imputations lancées contre lui étaient plus vraies. Une règle toute différente prévaut au civil et on est justifié par la presse qu'on a dit la vérité, car

on a simplement rendu à la réputation attaquée sa vraie valeur par un acte sans bienveillance, mais conforme à la stricte justice. Ici, au contraire, une règle toute contraire, prévaut ou, du moins, prévalait. Non seulement la preuve de la vérité de la diffamation n'était pas admise, mais même la tentative de la fournir était regardée comme une aggravation du délit primitif. Le Lord Campbell's act de 1843 vint tempérer sur ce point encore les rigueurs de la Common Law. Ses dispositions sont inspirées d'une idée que nous avons déjà vue, à propos du libel, délit civil : Quand l'intérêt de la Société est en opposition avec des intérêts individuels, le premier passe avant les seconds. D'après la section 6 de l'act, le défendeur pour se justifier « devra prouver la vérité de ses dires (une enquête sera du reste possible sur ce point) selon les règles établies à propos de la justification du libel en matière civile, puis prouver que ces allégations avaient été publiées en vue du bien public. Il doit exposer en outre les raisons pour lesquelles c'était dans l'intérêt du bien public que le libel a été publié. Si, après avoir plaidé justification, le défendeur est condamné, le tribunal appréciera si la culpabilité du défendeur est aggravée ou atténuée par ce plaidoyer et les témoignages qui l'ont accompagné. La vérité du libel ne pourra faire l'objet d'une enquête si le défendeur ne plaide pas justification. Aucune disposition de ce statut ne modifie en quoi que ce soit les autres moyens de défense contre une action en libel. »

Le Newspaper libel and Registration act de 1881 simplifie la procédure en matière de justification au criminel. Quand l'accusé, est-il dit à la section 4, est le propriétaire, l'éditeur, le rédacteur en chef ou tout autre responsable de la publication du journal où a paru le prétendu libel, la preuve que le libel est vrai et qu'il a été publié en vue du bien public peut être faite avant le procès. Si le tribunal, au vu de cette preuve, présume que raisonnablement, le jury acquitterait l'accusé, il peut rayer l'affaire du rôle.

SECTION II

Libels provoquant au désordre

Les libels provoquant au désordre diffèrent absolument de ceux dont il a été question jusqu'ici. Ce ne sont pas des libels au sens ordinaire du mot, ils ne sont pas diffamatoires. Ce sont simplement des écrits que l'Etat a résolu d'interdire pour des motifs d'ordre public, surtout parce qu'ils les croient de nature à provoquer des désordres ou à choquer ou pervertir les sentiments du public. Tous ces libels ont des points communs que nous allons voir avant d'examiner chaque genre de libel isolément. D'abord, nous avons déjà eu l'occasion de le signaler, ce sont tous des délits criminels exclusivement. Aucune action ne peut être intentée contre eux au civil, puisque ce ne sont pas des attaques contre les personnes,

ils ne causent aucun dommage à personne en particulier. Ils portent tort à l'Etat ou à la collectivité entière. Leurs auteurs ne seront par suite responsables qu'envers l'Etat seulement. De plus, ils ne constituent pas des occasions où le privilège puisse jouer du moins quand il s'agit de journaux. Nous avons vu que le compte rendu d'un procès, par exemple contenant un libel blasphématoire ou indécent, n'était pas privilégié. Enfin, ils ne peuvent être justifiés par la preuve de leur vérité; c'était aussi le cas des autres libels criminels avant le Lord Campbell's act de 1843, mais la faculté de justifier le libel par la preuve qu'il est exact et que sa publication est faite dans l'intérêt public, est exclusivement limitée aux libels diffamatoires.

La conception du libel blasphématoire a beaucoup changé au cours des siècles. Au xvii^e siècle, toute opinion qui s'écartait des doctrines orthodoxes anglicanes, constituait un libel blasphématoire et était poursuivi comme tel avec la dernière rigueur. Depuis, des principes plus libéraux ont peu à peu prévalu et, aujourd'hui, le pouvoir judiciaire n'a plus la mission d'assurer l'unité de doctrine religieuse du pays. Les tribunaux anglais l'ont maintes fois proclamé au cours du xix^e siècle : « On peut sans crainte, dit Brett, dans *Rex contre Burdett* 1821 4 B et Ald. 314, professer de nouvelles doctrines, pourvu que ce soit sans manquer de respect à la religion ni au Gouvernement. »

« D'après la loi nationale, déclare aussi Erskine (1), on a le droit d'exprimer ses sentiments dans un langage décent. » Enfin, Lord Coleridge (2), déclare à son tour que si la controverse reste décente, on peut attaquer les fondements de la religion, sans être coupable de libel ». Le principe de la liberté de conscience est, on le voit, affirmé catégoriquement par la jurisprudence anglaise. Le libel blasphématoire sera constitué par un écrit avilissant ou tournant en ridicule Dieu, Jésus-Christ, le Saint-Esprit, l'Ancien ou le Nouveau Testament; ou la chrétienté en général. Il doit y avoir intention malicieuse d'insulter ou de froisser ou de pervertir et d'induire à mal les ignorants ou les irréfléchis. Cette intention est un élément essentiel du libel et se déduira facilement de l'allure générale de l'article. Un essai honnête sur les choses de la religion ne pourra être un libel. Quelles que soient les opinions philosophiques et morales de son auteur, il peut les proclamer sans inquiétude, mais il ne peut railler ou insulter les sentiments religieux d'autrui.

« Tout écrit, dit Cockburn (3), qui tend à corrompre et à dépraver les personnes exposées à son influence immorale et qui est destiné à tomber entre leurs mains, est un libel obscène ». Cette dernière condition est de la plus haute importance, elle protège absolument la pu-

(1) Reg. contre Adams, 1842.

(2) Reg. contre Ramsay and Foote, 1883, 48 L. T., 739.

(3) Reg. contre Hicklin, 1869, L. R., 3 Q. R., 360.

blication d'œuvres utiles qui pourraient tomber sous le coup de la loi, pourvu que ces œuvres n'attirent pas nécessairement l'attention de ceux à qui elles seraient nuisibles.

C'est donc l'ensemble des circonstances qui entourent la publication qui font de l'œuvre un libel obscène. Par exemple, un article irréprochable publié dans un journal médical, deviendra un libel obscène s'il est publié dans un journal ordinaire. « On est justifié à publier des livres, journaux, écrits, imprimés, tableaux, dessins ou autres représentations obscènes si leur publication est faite en vue du bien public, parce qu'elle est nécessaire ou utile à la Religion, à la moralité, à l'administration de la justice, au progrès de la science, de l'art, de la littérature ou autres buts d'intérêt général, mais la justification cesse si la publication est faite de telle sorte, avec une telle extension, dans des circonstances telles qu'elle dépasse ce que demande le bien public à l'égard de l'œuvre publiée. » Sir James Stephen.

Un act du Parlement (1) donne aux juges le pouvoir de délivrer un mandat autorisant la police à rechercher, saisir et apporter devant eux les livres, tableaux... obscènes, de faire citer leur propriétaire et, après l'avoir entendu, de faire détruire ses œuvres. C'est une atteinte au droit de propriété individuelle, une confiscation, au nom d'un intérêt social supérieur : la préser-

(1) 20 et 21 Vict. C., 83.

vation des bonnes mœurs. Les particuliers ont une garantie et la saisie ne pourra être faite arbitrairement, puisqu'ils doivent être entendus avant la destruction des œuvres saisies.

Le libel séditieux, comme le libel blasphématoire que nous venons d'examiner, a beaucoup évolué du ^{xviii}^e siècle à la fin du ^{xix}^e. Au ^{xviii}^e siècle, toute publication tendant à donner une mauvaise opinion du Gouvernement était un délit criminel. Lord Holt disait en 1704 « si on ne demandait pas compte de leur méfait à ceux qui ont donné au peuple une mauvaise impression sur le Gouvernement, nul Gouvernement ne pourrait subsister, car il est nécessaire à tout Gouvernement qu'on ait de lui une bonne opinion. »

Lord Ellenborough, en 1804, se fait l'interprète des mêmes idées. « Ce n'est pas une doctrine nouvelle que, si une publication est calculée pour aliéner au Gouvernement l'affection du peuple en diminuant l'estime qu'il a pour lui, en le ridiculisant ou en le déshonorant, cette publication constitue un crime. » Cette doctrine strictement appliquée, anéantirait la liberté de la presse. Tous les journaux d'opposition commettraient ce crime chaque jour et les journaux gouvernementaux presque aussi souvent, car il y a toujours quelques points à critiquer. Il est absolument légitime aujourd'hui de chercher à remplacer un Ministère par un autre. On ne peut guère y arriver qu'en créant un mouvement d'o-

pinion contre lui, c'est-à-dire en amenant le peuple à retirer sa confiance ou son estime.

Il faut, pour interpréter les théories de Lord Holt et de Lord Ellenborough, considérer leur époque et l'idée qu'on se faisait alors du Gouvernement. On ne connaissait pas alors le Gouvernement de parti, les ministres étaient désignés par le Roi, non par les Chambres. Ils étaient étroitement liés au Roi, aussi une attaque dirigée contre eux atteignait aussi le Roi et tout le système politique établi par la Constitution. Elle n'avait pas pour seul résultat la simple démission du Ministère et son remplacement par un autre à la merci des mêmes revirements. « Renverser le Gouvernement » ne signifiait pas mettre le Cabinet en minorité et en choisir un autre, mais bien bouleverser l'ordre politique établi : c'était « pour Lord Holt, ramener le Prétendant, pour Lord Ellenborough, introduire le Jacobinisme et la République Rouge de France (1). »

Il semble qu'à côté de cette explication qui contient assurément une grande part de vérité, il y ait place pour une autre. Le libel séditieux est passé de cet état à celui qu'il a maintenant, par suite d'un mouvement général au cours du xix^e siècle, par lequel les gouvernements ont laissé aux peuples qu'ils conduisaient une plus large part à la conduite de leurs affaires et un contrôle plus efficace sur ces mêmes affaires, en même temps qu'une

(1) Odgers, *A outline of law of libel and slander*.

plus grande liberté, un assujettissement moins étroit aux idées officiellement adoptées dans chaque pays. Le Gouvernement Parlementaire, la liberté de la presse en général, l'évolution du libel séditieux et du libel blasphématoire, seraient des signes parmi beaucoup d'autres, de cette tendance libérale que certains croient définitive.

Quelle que soit la cause de ce changement, il n'en est pas moins réel et important. Le domaine du libel séditieux s'est beaucoup rétréci. C'est encore un délit très vague qui comprend à la foi la haute trahison et le contempt of Court. Un act du Parlement, 60 Georges III et I Georges IV C 8 sect. 1 en donne la définition.

Le libel séditieux est la reproduction permanente et la publication d'une chose séditieuse, et une chose séditieuse « tend à inspirer de la haine ou du mépris pour la personne de Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs, le Gouvernement et la Constitution du Royaume-Uni, les Lois établies, les Chambres du Parlement ou tend à exciter les sujets de Sa Majesté à tenter de modifier quoi que ce soit dans l'Eglise ou l'Etat ou les Lois établies par des moyens non légaux. »

Stephen donne du libel séditieux une définition plus générale. C'est une publication tendant à « produire le mécontentement ou la désaffection parmi les sujets de Sa Majesté ou à provoquer des sentiments de mauvaise volonté ou d'hostilité entre les différentes classes de sujets. »

Les poursuites pour libels séditieux sont très rares

maintenant. Elles n'ont guère lieu qu'à des endroits et des époques troublés et le Jury aura égard aux circonstances et à la surexcitation des esprits pour décider s'il y a ou non libel séditieux. Son verdict ne sera affirmatif que si l'article était évidemment calculé pour entraîner des désordres publics.

Des publications satisfaisant à ces définitions peuvent parfois constituer des « crimes de trahison ». C'en serait un par exemple que de publier un article poussant au meurtre du Roi ou à un attentat contre lui (1). C'en serait encore un que d'oublier un article invitant une nation étrangère à envahir le pays pour renverser le Gouvernement (2). Une attaque contre le Parlement ou une Cour de Justice est généralement poursuivie comme Contempt of Parliament ou Contempt of Court, que nous allons examiner.

Un article n'est séditieux que s'il contient des choses contraires à la fidélité due au Souverain. Par suite, un article paru dans un journal anglais et poussant à la révolte les sujets d'un Souverain étranger, ne serait pas séditieux, mais pourrait être poursuivi comme excitation au meurtre (3).

(1) 36 Geo. III C. 7; 57 Geo III C., 6, 11 et 12 Vict C. 12 S. 1.

(2) 11 et 12 Vict. C. 12 S. 3.

(3) 24 et 25 Vict. C., 100 S. 4.

SECTION III

Contempt of Court. — Contempt of Parliament

Il y a un genre spécial de libel séditieux qui obéit à des règles spéciales : c'est le « Contempt of Court » et le « Contempt of Parliament », c'est-à-dire l'acte de mépris pour la Cour ou pour le Parlement. C'est un Contempt que de publier sur les « Superior Courts of Record » un article relatif à la Cour elle-même ou aux parties en cause, si sa publication est calculée pour prévenir le public contre une partie avant que l'affaire ne soit jugée ou pour peser sur les décisions des Juges.

Les Contempts of Court qui ne portent pas préjudice au plaignant ne sont pas poursuivis. Les règles relatives au Contempt of Court ne s'appliquent pas aux Cours inférieures dont les juges et les justiciables ne peuvent poursuivre les commentaires libelleux que par les voies ordinaires. Sont des « Superior Courts of Record » : la chambre des Lords, le Judicial Committee of the Privy Council, toutes les Superior Courts of Common Law and Equity, les Courts of Assize and Nisi Prius, et en Ecosse la Court of Session.

Les diverses Cours ont des opinions très diverses sur ce qui constitue un Contempt of Court. « Le pouvoir d'appréciation des Cours en matière de Contempt, dit Jessell, est en pratique arbitraire et illimité : il devrait

être exercé par le Jury avec les plus grandes précautions. » Ce conseil, souvent approuvé, n'a jamais été suivi.

Une attaque contre la Cour elle-même peut prendre la forme d'un libel sur le Juge, en cette qualité, et n'être pas pour cela un Contempt. Le point principal du Contempt of Court, n'est pas en effet le libel, mais l'intention de troubler le cours régulier de la Justice. Un article qui discrédite la Cour sans attaquer personnellement le Juge et qui marque cette même intention, sera aussi un Contempt. C'en sera un par exemple que de publier le compte rendu d'une preuve faite à huis clos, ou des plaidoiries d'une seule partie, surtout si elle contient des diffamations sur la partie adverse. Les Contempts commis par les journaux sont d'ordinaire des commentaires sur les procès avant qu'ils ne soient terminés. La Cour interviendra alors, même s'il n'y a pas d'attaque contre une partie, si l'article fait prévoir que le jugement sera rendu dans un certain sens. Si les commentaires constituent un libel poursuivable sur une partie en cause, il peuvent être réprimés comme Contempt of Court, puis la partie diffamée peut intenter une action en libel. Si on poursuit un libel qui n'est pas un Contempt, le défendeur n'en commettra pas un en publiant à nouveau au cours des débats le libel incriminé, surtout s'il plaide la justification. Ce point est particulièrement intéressant pour les créateurs de Sociétés simulées. Ils intentent souvent des actions en libel,

non pas tant pour sauvegarder leur réputation, mais pour empêcher tout commentaire et, par suite, toute critique sur leur procès.

Pour qu'une action en Contempt réussisse, les commentaires doivent faire préjuger de l'issue du procès avec clarté et précision. Les « échos » annonçant qu'une affaire sera prochainement portée devant tel Tribunal ou éclaircissant certains points obscurs d'une affaire sensationnelle, seront de loyaux commentaires sur une chose d'intérêt public, faits à contre temps. Leur châtiment ne sera pas très grave. Les journaux ne sont pas tenus de savoir qu'un certain procès est engagé si, l'ignorant, ils publient des commentaires sur l'affaire qui le motive. Ils ne seront pas coupables de Contempt.

Le reportage des affaires sensationnelles qui a une si grande vogue en ce moment, est un commentaire très dangereux pour la morale publique, la loi et la jurisprudence actuelle sont désarmées contre lui. Le Contempt of Court, puni de prison, ne peut être commis que contre une Superior Court. Les « Petty sessions » ou petites assises à procédure sommaire, ne sont pas une Superior Court; par suite, les auteurs de commentaires sur les affaires portées devant cette juridiction ne sont pas exposés aux peines qui punissent le Contempt of Court.

La publication d'un article diffamatoire ou insultant pour une Chambre du Parlement ou un Membre de l'une des Chambres, en tant que tel, est un Contempt of

Parliament puni de prison. Il n'y a plus guère de poursuites pour Contempt of Parliament, sauf dans des cas très graves. La protection des Chambres et des collègues électoraux est de plus en plus assurée par les Tribunaux et les voies ordinaires.

Le délit de libel est puni de deux ans de prison au plus, et d'une amende si le responsable l'a publié alors qu'il le savait faux (1); si on ne peut prouver que le coupable était au courant de la fausseté du libel, la peine ne sera plus qu'une amende ou un an de prison au plus ou les deux peines ensemble (2).

Dans le cas de poursuites privées, si le jugement est en faveur du défendeur, il pourra réclamer au demandeur les frais du procès. Si le défendeur a plaidé justification et a ainsi forcé le demandeur à faire des frais supplémentaires et qu'il échoue, le demandeur pourra aussi se faire rembourser ces frais.

Un autre délit voisin du libel, et qui n'est qu'une tentative de chantage, est puni plus sévèrement que le libel par trois ans de prison au maximum. C'est le fait de menacer de publier ou de proposer de s'abstenir de publier un libel pour extorquer de l'argent ou tout autre avantage.

(1) 6 et 7 Vict. C. 96, sect. 4.

(2) 6 et 7 Vict. C. 96, sect. 5.

CHAPITRE VIII

LIBELS DANS LES ANNONCES

La loi ne fait pas de distinction entre les annonces et les autres parties du journal. Le propriétaire et l'éditeur sont donc responsables au civil comme au criminel de tout ce qu'elles contiennent d'illégal. Libel, libel sur les biens, Contempt of Court, infractions aux Lottery acts., sont les délits de presse qu'on y retrouve le plus fréquemment.

La responsabilité d'un directeur de journal pour les réclames est assez dangereuse et astreint à une surveillance étroite, car bien des annonces sont inspirées par le dépit ou le désir de nuire et les diffamations qu'elles renferment, qui ne seraient pas insérées dans une autre partie du journal, peuvent échapper à l'examen d'un employé négligent. Certaines annonces sont protégées par le privilège, d'après le Law of libel amendment act de 1888. Ce sont les avis publiés à la requête d'un ministre, d'un fonctionnaire de l'Etat, d'un commissaire de police, d'un chef de police.

Nous avons déjà eu l'occasion d'examiner cette ma-

tière. Les annonces des particuliers peuvent aussi rentrer dans un des cas privilégiés que nous avons vu également. Le privilège qui les couvre n'est que partiel.

Dans certains cas, et ce ne sont pas les moins importants, on attaque l'auteur de l'annonce, non le journal, que ce dernier puisse ou non tirer des circonstances de la publication une défense, alors que l'auteur ne le peut. Mais quand l'auteur de l'annonce est légalement justifié à confier une réclame à un journal, celui-ci est aussi légalement justifié à la publier.

L'affaire Delany contre Jones (1) le prouve clairement : M^{me} Delany avait fait paraître dans un journal une annonce offrant une récompense à qui lui apporterait la preuve du mariage de M. Delany avant une certaine époque : l'Innuendo d'un procès antérieur prétendait que M. Delany était bigame. D'après Lord Ellenborough, quoique cette annonce donnât du plaignant une mauvaise impression, comme pourtant elle était publiée « *bona fide* » avec l'intention de faire des recherches sur un point intéressant une partie, elle ne constituait pas un libel.

Les Tribunaux ont décidé que certaines expressions fréquentes dans les réclames, ne comportaient pas par elles mêmes un sens diffamatoire et ne pouvaient amener l'affaire devant le jury, à moins qu'il ne ressorte clairement des circonstances que les expressions ont eu pour

(1) 1803, 4 Esp. 191.

but de porter tort au plaignant. Si ces annonces, sans constituer un libel, sont fausses et malicieuses, et qu'elles produisent un dommage réel, elles pourront provoquer une action analogue au libel commercial et appelée action ou the Case.

Contempt of Court dans les réclames

On demande souvent aux journaux d'insérer des annonces demandant à des témoins de se présenter ou commentant des procès en cours. Quand ces annonces constituent des Contempts of Court, c'est celui qui les a fait publier qui est poursuivi et non le propriétaire du journal. On ne peut pourtant prétendre que le propriétaire ne serait pas également responsable s'il était attaqué, mais sa responsabilité est moins grande que celle de l'auteur de l'annonce. La Jurisprudence varie beaucoup selon les dispositions et la manière de voir des juges. La vraie limite des responsabilités du propriétaire du journal et de l'auteur de l'annonce, est le mieux établie dans le jugement de l'affaire the Plating C^o contre Farquharson (1).

Il s'agissait là de la contrefaçon d'un Brevet; alors qu'on avait fait appel, les défendeurs avaient publié une annonce offrant une récompense à qui leur fournirait une preuve matérielle de leur bon droit. Le plaignant

(1) 1881, 17 Ch. D., 50.

demanda que les propriétaires du *Birmingham Daily Post*, où avait paru l'annonce, fussent condamnés à la prison pour « contempt of court ». Le juge Jessel décida qu'il n'y avait pas Contempt : « les imprimeurs, dit-il, ont reçu l'annonce par le simple effet de leur profession sans plus d'intention d'intervenir dans le procès que n'en avait le commis de l'imprimeur qui apporta le manuscrit à la presse. Pour faire condamner les imprimeurs, les plaigants devraient prouver que l'annonce était telle qu'une personne d'intelligence ordinaire, dirigeant un journal, aurait vu que la publication constituait une immixtion dans l'administration de la justice. Non seulement, ils n'ont rien montré de tel, mais aussi loin que je puisse voir, je ne puis rien reprocher à cette annonce. »

Loteries

Certains genres de réclames sont formellement interdites par les Statuts, comme contraires à l'ordre public ou relatives à des pratiques illégales. Les loteries furent traitées de « danger public » par un acte de 1699 qui les interdit. Le *lotteries act* de 1802 (1) stipule que toute personne qui, publiquement ou en son nom privé, aura un bureau pour faire d'une manière quelconque ou d'une façon détournée, une loterie non autorisée par le Par-

(1) 42 Geo III C., 119 S., 2.

lement, sera passible d'une amende de 500 livres. Les réclames en faveur de loteries sont formellement interdites par deux Statuts : le premier, celui de 1823, dispose que toute personne vendant ou annonçant la vente de billets de loterie « autorisée par un souverain étranger, ou de toute autre non autorisée par act du Parlement, sera frappée pour chaque délit d'une amende de 50 livres et assimilée à un vagabond ».

Le lottery act, de 1835, vise surtout les réclames dans les journaux : toute personne qui imprimera ou publiera ou fera imprimer ou publier une réclame ou autre note relative à une loterie étrangère ou autre, non autorisée par le Parlement, sera frappée d'une amende de 50 livres.

Depuis 1823, les Loteries sont défendues en Angleterre à l'exception de celles de « L'Union des Arts », autorisée par l'acte de 1846. Il est pourtant permis de prendre des billets de loterie organisées dans un pays étranger, où elles sont autorisées et aussi apparemment, de faire le commerce de ces billets.

Paris

Les annonces de Paris sont régies par deux « Betting acts », de 1853 et 1874; ils sont assez contradictoires. L'acte de 1853, section VII, interdit de faire savoir par annonce qu'on tient un bureau pour recueillir les paris et frappe les délinquants d'une amende de 30 livres au plus.

L'act de 1874 décide que « toute personne envoyant ou publiant des lettres, télégrammes, circulaires, réclames ou programmes, desquels il ressort que en Angleterre ou ailleurs, on donnera des avis pour des paris; ou celui qui pariera avec cette personne; celui qui décidera une personne à s'adresser à une maison ou un bureau pour en obtenir des avis sur les paris; celui qui décidera une personne à parier avec cette maison ou ce bureau, seront punis d'après l'acte principal de 1853, de 30 livres d'amende au plus.

Concours avec prix

Il y a eu des poursuites s'appuyant sur les « Lotteries acts » et les « Betting acts » contre les concours avec prix que faisaient les journaux, concours consistant à remplacer des mots manquants dans une pièce de vers, par exemple. Si le concours dépend de la chance seule et non de la perspicacité ou du savoir de ceux qui y prennent part c'est plutôt une loterie déguisée et les Lotteries acts s'appliquent. Si le concours équivaut à un simple pari, les « Betting acts » s'appliquent de même.

Objets volés

D'après le « Larceny act » de 1861 (1) dans sa section 102. « La personne qui annonce publiquement qu'elle

(1) 24 et 25 Vict. C., 96.

récompensera celui qui lui rapportera un objet volé ou perdu et qui s'engage en même temps, fût-ce d'une façon détournée, à ne poser aucune question, à ne faire aucune tentative pour atteindre celui qui rapportera l'objet, ou qui promettra ou offrira à tout prêteur sur gages ou autre, qui aura acheté l'objet ou prêté sur ledit objet, de lui rembourser l'argent ainsi prêté ou payé à titre de récompense, ou qui imprimera ou publiera ces annonces, sera frappée d'une amende de cinquante livres pour chaque délit. »

Un act additionnel (1) stipule que l'autorisation de l'« Attorney general » ou du « Solicitor general », sera nécessaire pour poursuivre un journal d'après le « Larceny act » de 1861.

Le mot « journal » désigne ici des publications paraissant une fois par semaine ou plus souvent.

L'action en vertu du « Larceny act » se prescrit par un délai de six mois du jour de la publication.

Coupons d'assurances gratuits

Certains journaux joignaient gratuitement à chaque numéro un coupon d'assurance, garantissant au porteur une certaine somme en cas de mort ou de blessure en chemin de fer ou par un autre accident. C'était une véritable police d'assurance, telle que la définit le Stamp act de 1870 et d'après sa section 118 : « toute personne qui

(1) 33 et 34 Vict. C., 65.

fait ou délivre une police d'assurance non timbrée ou qui paye ou reçoit de l'argent du fait de cette même police, sera frappée d'une amende de 20 livres. »

On ne pouvait timbrer tous les numéros d'un journal. Interdire l'émission de ces coupons d'assurance eût été priver les journaux à la fois d'un moyen de réclame et d'une source de bénéfices. La difficulté fut tranchée par une solution analogue à celle adoptée pour soumettre à l'impôt du timbre les tickets d'assurance de chemins de fer.

Le « Revenu act » de 1889, stipule le paiement trimestriel d'une somme à forfait pour tous droits. Le « Stamp act » de 1891 maintint ce paiement trimestriel et forfaitaire.

Annonces indécentes

Un acte de 1889 (1) interdit l'affichage et la distribution dans les rues, ou l'exhibition de toutes peintures, imprimés ou écrits ayant un caractère indécent ou obscène. Cet acte ne vise pas les journaux ou autres publications, cela ressort de ses termes et fut du reste reconnu par la « Queen's Bench Division ».

Droit de refuser les annonces

Les journaux sont responsables au civil et au criminel des annonces qu'ils publient. Par suite, le propriétaire

(1) 52 et 53 Vict. C. 18.

et le rédacteur en chef ont le droit de refuser les annonces délictueuses, ou de les modifier de façon à supprimer les libels. Même dans le cas où une colonne ou une page a été louée à un courtier ou autre pour un temps donné, le refus d'insérer n'équivaut pas à une rupture du contrat. On n'a pu, en réalité, s'engager à insérer que les annonces qu'un journal peut légitimement publier. Quand le propriétaire ou le rédacteur en chef refuse avec raison d'insérer des réclames envoyées par celui qui a loué une page, le journal a le droit de recouvrer la somme due pour les annonces déjà parues en exécution du contrat et probablement même la somme entière pour laquelle a été consentie la location de la page.

Si la somme a été payée d'avance, alors que l'administration du journal ignorait la nature illégale des annonces à insérer, la somme ne peut être réclamée par celui qui voulait faire paraître ces réclames.

Responsabilité pour les illégalités

En principe, quand une annonce contient quelque chose d'illégal, et son auteur et le propriétaire du journal sont responsables, on peut poursuivre soit l'un, soit l'autre, soit les deux en même temps. Cette règle ne va pas sans exception; nous en avons signalé une à propos du « Contempt of court » dans les annonces: C'est alors l'auteur seul qui est poursuivi.

Le propriétaire du journal qui publie une annonce contenant un libel, pourra aussi avoir un bon moyen de défense que ne pourra invoquer celui qui fait insérer l'annonce. Il en sera ainsi quand l'annonce est privilégiée et que ce privilège est détruit par la malice. Même quand le propriétaire du journal est responsable conjointement avec l'auteur de l'annonce, il pourra avoir recours contre ce dernier s'il est attaqué. Ce sera le cas pour une annonce à première vue irréprochable, qui est en réalité diffamatoire, ou quand le propriétaire du journal était fondé à croire que c'était le droit et même le devoir de celui qui lui envoie une annonce, de la faire paraître et qu'elle se trouve fausse et malicieuse.

Le propriétaire aura alors le droit de réclamer à l'auteur de l'annonce l'indemnité et les frais qu'il a été condamner à payer. En un sens, le propriétaire et l'auteur de l'annonce sont des complices. Lord Lyndhurst (1) dit à ce sujet : « Il n'y a pas de cas où une personne qui a commis un acte qualifié de délictueux par la loi, ait la permission de recevoir un dédommagement de celui qui, conjointement avec elle, a accompli cet acte. » Cette règle s'applique aux seuls actes évidemment illégaux et le cas d'un propriétaire ignorant ce caractère rentre dans l'exception établie par Best dans *Adamson contre Jarvis* 1827 cité et approuvé par Lord Herschell (2) : « Par raison, justice et saine administration,

(1) *Colburn contre Patmore*, 1834, 1. C. M. et R., 73.

(2) *Palmer contre Wick S. S. Co*, 1894, A. C., 324.

la règle que les malfaiteurs ne peuvent réclamer une réparation ou contribution à un complice, est limitée aux cas où la personne qui réclame cette indemnité doit être présumée savoir qu'elle commettait un acte illégal », et encore « tout homme qui emploie un autre à faire un acte que l'employeur paraît pouvoir l'autoriser à faire, se charge de l'indemniser pour tous les actes qui seraient légaux si l'employé avait l'autorité qu'il prétend avoir » (et qui sont attaqués par des tiers).

Indemnité

Quand on propose à un directeur de journal une annonce dont la légalité dépend de la bonne foi ou de la qualité de son auteur, ce directeur exige souvent une provision couvrant le journal contre toute attaque pour libel ou autre. Cette indemnité préalable sera valable quand le directeur a pris les précautions convenables. S'il publie une annonce qu'il savait ou aurait dû savoir renfermer un libel, ou contraire à un des actes mentionnés ci-dessus, rien ne pourra le garantir des suites de son imprudence et il n'aura aucun recours contre l'auteur de l'annonce. Une indemnité versée après la publication coupable sera pourtant valable. La violation de la loi a eu lieu et rien ne peut plus avoir d'influence sur le délit. Celui qui a provoqué la publication, solidairement avec celui qui l'a faite, est responsable de ses suites ; ils ont donc communauté d'intérêts et si on attaque une par-

lie, il n'y aura rien d'illégal à ce que l'autre entreprenne de défendre à l'action commune et de payer tous les frais et indemnités.

C'est ainsi que dans *Breay contre Royal British Nurses Association* 1887 (1), les défendeurs étaient propriétaires d'un journal, le *Nurses Journal*. Une Mademoiselle de Pledge en était rédacteur honoraire et, sur l'avis des défendeurs, y inséra un article que le plaignant prétendait libelleux. Il attaqua M^{lle} de Pledge et les défendeurs se substituèrent à elle. Le tribunal décida qu'ils avaient le droit d'employer à leur défense les fonds de l'association.

Rupture du Contrat

Les relations issues d'un contrat pour l'insertion d'une annonce, sont soumises aux règles ordinaires des contrats. De faux renseignements sur le tirage du journal, sa réputation, donneraient à l'auteur de l'annonce le droit de rompre ses engagements et de refuser de payer le prix convenu. La non-apparition d'une annonce acceptée au jour et à l'endroit convenus pourrait en léser l'auteur et constituer un motif d'action en dommages.

Dans l'affaire *Hawins contre Tuxford*, un meunier, le plaignant, voulait vendre son moulin et avait fixé la date de la vente au 2 décembre 1864 ; il avait chargé le *Mark Lanes Express* de publier deux annonces à cet

(1) 2 Ch. 272.

effet, les 21 et 28 novembre. Par erreur, l'annonce ne parut pas à cette dernière date. Par suite, il n'y eut que peu de monde à la vente, qui ne put être conclue. Le jury accorda au plaignant 30 livres d'indemnité.

Droit de propriété sur les annonces

Le journal est assimilé aux livres par le « Copyright Act » de 1842, qui, par suite, s'applique aux annonces. Comme le propriétaire du journal ne paye ni n'emploie celui qui fait paraître une annonce, il ne peut élever aucune prétention à la propriété d'une annonce particulière paraissant dans son journal. Mais, par analogie avec ce qui se produit pour les annuaires, il a un droit de propriété sur l'arrangement et la classification, qui sont son œuvre ou celle de ses employés et pour les titres qu'il a donnés à ces groupes d'annonces.

Aujourd'hui les artistes et les littérateurs en vue ne dédaignent pas de composer des réclames commerciales. La question du droit de propriété a une certaine importance pour eux. Si leurs œuvres sont composées spécialement pour le commerçant qui veut s'en servir, elles deviennent sa propriété. Parfois elles sont fournies sur commande par le journal ou les agences de publicité. La propriété en revient à celui qui l'a payé. Pour la protéger, il devra la faire enregistrer à « Stationer's Hall » à son propre nom, d'après le « Fine arts. Copyright act » de 1862.

Commandes de réclames à timbrer

Les autorités de Sommerset House ont rappelé aux propriétaires de journaux que toutes les commandes de réclames au-dessus de 5 livres doivent être timbrées d'après le « Stamp act » de 1891 : « toute convention ou commande dont le montant dépasse 5 livres et faite en Angleterre ou en Irlande de la main des parties, ou en Ecosse, sans aucune clause d'enregistrement et qui n'est pas imposée par ailleurs, qu'elle soit seulement la preuve d'un contrat ou qu'elle soit obligatoire entre les parties, comme acte écrit, doit porter un timbre de 6 pence. L'acte doit être timbré dans les 14 jours de la date de la convention. Passé ce délai, il peut être frappé d'une amende de 10 livres que les commissaires peuvent réduire, s'ils le jugent à propos. Si l'acte est produit comme preuve devant un Tribunal et n'est pas ou pas assez timbré, le juge doit prendre note de ce défaut et on doit d'abord payer l'amende de 10 livres, plus une somme de une livre si on veut invoquer cet acte comme preuve, quoiqu'on puisse le soumettre à la partie adverse pour lui bien rappeler le contrat. »

Jusqu'à ces derniers temps, on n'en a pas moins continué à ne pas timbrer ces contrats.

Peu importe que ces conventions soient signées ou non si elles ont la forme d'un contrat. Une simple offre écrite, acceptée verbalement, n'a pas à être timbrée.

CHAPITRE IX

RESPONSABILITÉ DU PROPRIÉTAIRE DE JOURNAL EN MATIÈRE ÉLECTORALE ET SUR QUELQUES AUTRES POINTS

Un nouveau délit que peuvent commettre les propriétaires de journaux prenant une part active aux luttes électorales, a été créé par le « Corrupt and Illegal Practise Prevention act » de 1883 (1), dont voici le texte : Toute personne qui, avant ou pendant l'élection, publie sciemment une fausse déclaration de retrait de candidature d'un candidat à cette élection, pour favoriser ou assurer l'élection d'un autre candidat, sera coupable de « Illegal practise ». L'act de 1883 ne concernait que les élections parlementaires. Cette disposition fut étendue par la sect. 6 subs. 2 du « Municipal elections » (Corrupt and Illegal practise) act de 1884 aux élections dont traite cet act : Elections municipales; des membres des conseils locaux, des commissaires d'amélioration, des gardiens des lois des pauvres, des conseils scolaires. Le Local Government act de 1888 étend la disposition ci-dessus de l'act de 1883 aux élections des membres du Conseil

(1) Sect. 9, subs. 2.

de comté par sa section 75. Le local Government act de 1894 l'étend aux élections des membres du Conseil de Paroisse, de district, des Conseils de fabrique de Londres et des Conseils de Gardiens.

D'après l'act de 1883 à sa section 10 : « Toute personne coupable de « pratique illégale » sera, sur procédure sommaire, condamnée à une amende ne dépassant pas cent livres et déclarée incapable, pendant les cinq ans de la condamnation, d'être inscrite comme électeur et de voter à une élection quelconque parlementaire ou à un des emplois publics énumérés à la section 64 du même act, faite pour ou dans le bourg ou Comté où l'acte illégal a été commis. »

La section 7 du Municipal election act de 1884 étend cette disposition aux élections qu'il régit. Les emplois publics prévus à la section 10 de l'act de 1883 sont « tous les emplois de la Couronne, locaux, d'éducation, municipaux ou paroissiaux. »

Les propriétaires de journaux qui, d'ordinaire, sont en même temps imprimeurs, oublient souvent la section 18 de l'act de 1883 et la section 14 du Municipal election act de 1884, d'après lesquelles l'impression, la publication ou la mise à la poste de « affiches, pancartes, placards, relatifs à une élection » qui ne portent pas le nom et l'adresse de l'imprimeur et de l'éditeur, fera condamner ces personnes ou le candidat à cent livres d'amende.

La section 20 du Corrupt and Illégal practise pre-

vention act de 1883, permet à certaines conditions d'éviter ces amendes.

« Quand il est prouvé à la « High Court » ou à une « Election Court » par un témoignage que le Tribunal juge suffisant :

1° Qu'un acte ou une omission d'un candidat à une élection ou de son agent électoral ou de tout autre agent ou personne, parce qu'il (ou elle), constituerait un paiement, engagement, emploi ou contrat en violation de cet act, ou le paiement d'une somme d'argent ou le fait de faire une réponse excédant le maximum permis par l'act ou une autre violation d'une stipulation quelconque de cet act, serait relativement à cette seule section, une pratique illégale.

2° Que cet acte ou omission provient de l'inadvertance ou d'une erreur accidentelle de calcul ou de quelque autre cause raisonnable, de nature analogue et, en aucun cas, ne provient du manque de bonne foi, et

3° Que notification des faits ci-dessus a été faite dans le Comté et le bourg dans lequel l'élection avait lieu, et dans les circonstances où il semble juste au Tribunal que le candidat à ladite élection et tout autre agent ou personne ou l'un d'eux, ne soient pas exposés à l'une des conséquences prévues par l'act dudit fait ou de ladite omission, le Tribunal pourra délivrer une ordonnance permettant que ledit acte ou omission soit excepté des stipulations de l'act qui, sans cela, ferait de cet acte ou omission une pratique illégale et, par suite, ce can-

didat, cet agent ou cette personne, ne seront pas exposées aux peines prévues par l'act pour ce fait ou cette omission. »

La section 20 du Municipal elections act de 1884 a le même effet, quoique les poursuites soient dirigées en général, contre le candidat, tous ceux qui ont participé à la publication sont également responsables. Quatre candidats avaient fait apposer des affiches sans nom ni adresse d'imprimeur. Ils furent acquittés comme ayant agi par inadvertance. Grove déclara à ce sujet (1) : « il ne faut pas prendre ce jugement pour un précédent parce qu'il y a dans cette affaire de l'inattention. A l'avenir, les cas analogues ne seront pas traités de même. Je suis disposé à traiter plus rigoureusement ces étourderies quand l'act sera mieux connu. »

L'act de 1895 modifiant le Corrupt and Illegal Practise prevention act de 1883, crée un nouveau chef d'imputation dont peut être responsable le propriétaire du journal.

Sect. 1) Toute personne, ou les directeurs d'une Société ou Association qui, avant ou pendant une élection parlementaire, dans le but d'empêcher l'élection d'un candidat, feront ou publieront de fausses allégations sur la réputation ou la conduite de ce candidat, seront coupables d'une pratique illégale aux termes de l'act de 1883

(1) Ex parte Clarke and others, 1885, 52 L. T., 260.

et exposés aux pénalités et conséquences de ces pratiques illégales d'après ce dit act.

Sect. III) Toute personne qui fera ou publiera une fausse allégation, comme il est dit ci-dessus pourra se voir interdire par une injonction temporaire ou perpétuelle de la haute Cour, toute répétition de cette fausse déclaration ou de toute autre analogue sur le candidat.

La section II crée une exception à cette règle : on ne sera pas coupable de cette pratique illégale si on peut montrer qu'on avait des motifs raisonnables de croire et qu'on croyait en effet, que l'affirmation était vraie.

D'après plusieurs Statuts, il y a incompatibilité entre la qualité de propriétaire de journal, même comme actionnaire, et certaines fonctions publiques.

L'Elementary education act de 1870 décide à sa section 24 que : « Celui qui a une action ou une part d'intérêt où une annonce relative aux affaires d'un Conseil scolaire est insérée, peut être membre de ce Conseil scolaire, mais ne peut prendre part au vote sur l'insertion de cette annonce. Celui qui enfreint cette stipulation sera condamné par procédure sommaire à une amende de 50 livres au plus et, de plus, sera destitué de sa fonction.

Le Municipal corporation act de 1882 stipule à la section 12 que, une personne sera inéligible au Conseil municipal si et pendant qu'elle a directement ou indirectement, par elle-même ou son associé, une action ou un intérêt dans un contrat ou un emploi avec ou au profit de ce Conseil. Mais qu'elle ne sera pas disqualifiée

ou ne sera pas présumée avoir une action ou un intérêt dans ce contrat par la seule raison qu'elle aura une part ou un intérêt dans un journal où des réclames relatives aux affaires du bourg ou du Comté, sont insérées. Pourtant cette personne ne pourra voter ou prendre part à la discussion sur l'insertion des annonces, d'après la section 22 sub-sect. 3 qui suit : Un membre du Conseil ne votera ni ne discutera devant le Conseil ou en Commission sur une décision à laquelle il a un intérêt pécuniaire, direct ou indirect par lui-même ou son associé.

Le Local Government act de 1888 section 75, déclare les dispositions ci-dessus applicables aux County Councils.

Par la section 46 de ce même act, on sera inéligible comme membre ou président d'un Conseil de district, de Paroisse, Conseil des gardiens, Conseil de fabrique de Londres, si on est intéressé à un marché ou contrat conclu avec lui, ou si on a part au profit donné par cet acte. Mais on ne sera pas inéligible parce qu'on aura une action ou un intérêt dans un journal où des annonces relatives aux affaires de ces Conseils seront insérées. Rien dans cet act ne paraît empêcher un membre de l'un de ces Conseils, intéressé dans un journal, de voter sur l'insertion de ces annonces.

L'Official secrets act de 1889 punit la communication des renseignements officiels à des personnes à qui ils ne doivent pas être communiqués. D'après la section III, toute personne qui invite une autre personne à enfreindre

cet act ou le lui conseille ou essaie de l'y aider, sera coupable du même délit et exposée aux mêmes peines que l'auteur principal. Cette stipulation s'applique au rédacteur ou propriétaire d'un journal employant quelqu'un à obtenir des renseignements en violation de l'act. Le délit prévu ci-dessus est puni de un an de prison au plus ou d'une amende ou des deux peines à la fois.

La section I prévoit les délits suivants :

1° Entrer ou être dans une forteresse, arsenal, manufacture, magasin, camp, vaisseau, bureau ou autre endroit de ce genre, appartenant à Sa Majesté ou bien de l'intérieur ou de l'extérieur de cette place, obtenir ou prendre un document, esquisse, plan, modèle, pour obtenir des renseignements contrairement à l'act.

2° Etre sciemment en possession de ce document,... obtenu en violation de l'act et le communiquer ou tenter de le communiquer à une personne à qui l'intérêt de l'Etat défend de le communiquer à ce moment.

3° Avoir en dépôt confidentiel un document ou information relatif à cette place ou aux affaires navales ou militaires de Sa Majesté et volontairement et en démentant cette confiance, le communiquer contrairement à l'intérêt de l'Etat.

4° Etre en possession de quelque façon qu'on l'ait obtenu, de ce document ou de cette information, et le communiquer volontairement à une personne à qui le

possesseur sait qu'il est en ce moment de l'intérêt de l'Etat de ne pas le communiquer.

Par la section 7, les poursuites ne peuvent être faites que par l'Attorney général ou avec son autorisation.

CHAPITRE X

SLANDER OF PROPERTY

Le libel peut être aisément confondu avec un autre genre de diffamation qui offre avec lui de nombreux traits de ressemblance, et qu'on appelle « Slander of property » « diffamation des biens ».

Le libel attaque la réputation du plaignant lui-même ou le Slander of property seulement la qualité de ses biens ou le titre qu'il a à les posséder. C'est précisément sur cette différence essentielle que l'erreur est facile, car « il est très possible de faire une réflexion qui, par sa simple forme, semblerait n'être qu'une critique des marchandises, mais qui n'en implique pas moins une réflexion sur le marchand ou le fabricant... On peut adopter une façon de s'exprimer qui semblerait ne s'occuper que du produit vendu ou fabriqué, mais qui, certainement, tendrait et probablement réussirait à ruiner le commerce de la personne dont on parle (1) ».

(1) Lord Halsbury, *Linotype Co Limited*, contre *British Type. Setting Machine Co Limited*, 1899, 81 L. T., 333.

Dans ce cas, on ne s'attaque plus aux biens, mais à la réputation et, par suite, on commet un libel. Ce dernier peut se cacher sous les apparences du Slander of property. C'est le juge, non le Jury, qui décide souverainement, s'il y a libel ou Slander of property.

Le Slander of property peut prendre plusieurs formes qui, du reste, sont soumises aux mêmes règles. Le Slander of Title, est la diffamation du titre d'après lequel on a une propriété réelle ou personnelle. Le Slander of goods dénigre la qualité de ces biens. Le Trade libel attaque la nature ou l'étendue des affaires. Sous ces diverses formes, le Slander of property est toujours la publication d'une assertion sur les biens ou le commerce d'autrui, fausse, calculée pour léser et lésant effectivement celui qu'elle atteint.

Il faut examiner les détails de cette définition. Nous remarquerons en même temps les différences et les analogies que présentent entre eux le Slander of property et le libel. Nous verrons ainsi qu'avec un examen attentif, on peut toujours les distinguer; il y a à cela un grand intérêt pratique, les deux genres de diffamation étant régis par des règles toutes différentes.

Tout d'abord, c'est la personne lésée par un Slander of property qui, seule, peut intenter une action de même que c'est la personne diffamée qui, seule, peut attaquer son diffamateur. Pour que le procès réussisse, le plaignant devra donc prouver que c'est bien sa propriété ou son commerce qui avaient été spécialement

visés. Des affirmations d'ordre général pourront porter une atteinte même très grave, à certains commerces sans être poursuivables. Faire, par exemple, une campagne anti-alcoolique et déclarer que toutes les boissons qui donnent l'ivresse sont mortelles, pourra porter grand tort aux distillateurs et aux cabaretiers, mais ceux-ci ne pourront réclamer aucune indemnité.

Les réclames par lesquelles un commerçant vante ses marchandises, même au détriment des produits similaires, ne constitueront pas non plus de Slander of property. On peut très bien répéter sur tous les murs d'une ville « mes marchandises sont les meilleures du marché » ou même « mes marchandises sont meilleures ou à meilleur compte que celles de M. X. Cette lutte entre commerçants ne peut en elle-même servir de base à une action, quelque dommage qu'elle cause à certains concurrents. Un négociant peut vanter ses produits, annoncer qu'ils sont meilleurs ou à meilleur marché que tous les autres, sans que la justice ait à s'en mêler, sans quoi « elle serait occupée à examiner les qualités des produits en lutte et deviendrait une institution pour faire de la réclame aux produits rivaux, en se prononçant par jugement sur leurs mérites (1). »

Pour qu'il y ait Slander of property il faut « déprécier les marchandises du plaignant, non pas relativement,

(1) Lord Herschell White contre Mellin, 1895. App. Cas., p. 164.

mais absolument », les accuser de fraude ou de contrefaçon, par exemple.

En deuxième lieu, les déclarations doivent être fausses; c'est, nous l'avons vu, le point essentiel du libel. S'il est acquis, le diffamateur sera condamné. Il n'en est pas de même avec le Slander of property qui exige, en outre la preuve du dommage causé; la fausseté de la diffamation est présumée pour le libel si elle est à la charge du plaignant, semble-t-il, malgré que la jurisprudence ne se prononce pas bien clairement à ce sujet.

Un troisième point à noter est que ces allégations fausses doivent être calculées. Leur auteur doit avoir voulu porter tort au plaignant. S'il l'a fait, en réalité, mais sans en avoir eu l'intention, il ne pourra être inquiété. Ce dommage réel qu'a eu à subir le plaignant, c'est à lui de le prouver : « si l'allégation dont on se plaint est fausse et concerne les biens du plaignant pour les déprécier, et si elle lui a causé un tort injustifié ou si elle est calculée dans ce but, l'action sera possible (1). »

On retrouve bien là les différents faits que nous avons exposés comme nécessaires dans une demande d'indemnité pour Slander of property. Dans le cas Mellin contre White, la question était de savoir si le dommage actuel était nécessaire pour une « injunction ». Les juges la tranchèrent dans le sens de l'affirmative, puisqu'il n'y avait pas de différence fondamentale entre une action en

(1) Lindley Mellin contre White, 1894 3 Ch., 280.

dommages intérêts et une action pour « injonction ». Pourtant, même si aucun dommage n'était encore survenu au moment de la demande en « injonction » il pourrait y être fait droit sur la preuve que ce serait une suite inévitable du Slander of property. Pour prouver le dommage spécial, il faut prouver une perte matérielle résultant du Slander of property. Par exemple, si un Slander of Title empêche une vente ou une location assurée sans cela, il y aura dommage, mais non quand il éloigne des acheteurs ou locataires éventuels « car le risque d'une perte matérielle diffère d'une perte (1) ».

Il ne faudrait pourtant pas exiger une preuve trop rigoureuse de relation à cause d'effet entre le Slander of property et la perte qui en résulte; ainsi un slander of property a été publié contre un commerçant, qui était de nature à restreindre ses affaires; il constate en effet une baisse distincte de la disparition d'un client isolé. Les Tribunaux pourront, sur la preuve de cette diminution, accorder une indemnité au commerçant lésé.

Enfin une quatrième condition est nécessaire pour attaquer le Slander of property : il doit être malicieux, il doit y avoir mauvaise foi. « Agir malicieusement, dit Parke (2) veut dire agir déterminé par un mauvais motif », ou sans juste cause ni excuse. On peut citer comme exemples de bonne foi les cas où le défendeur a

(1) Bowen Chamberlain contre Boyd, 1883, 11 Q. B. D., 146.

(2) Brook contre Rawl, 1849, 19 L. J., Ex. 115.

cru défendre des droits, même imaginaires ou, à titre de solicitor ou d'agent, ceux de son client ou de sa maison.

Pour apprécier cette bonne foi, il faudra tenir compte de l'état d'esprit du défendeur, car, dit Lord Ellenborough (1) : « La bonne foi de la communication et non le point de savoir si un homme d'intelligence raisonnable aurait agi de la sorte, est la question à débattre. Un homme vif ou borné ou guidé par des idées fausses, peut être entraîné plus loin qu'un homme de jugement plus mûr; pourtant, il ne serait pas comme ce dernier exposé à une action en Slander. »

La jurisprudence est donc très catégorique pour exiger la mauvaise foi. Elle est sur ce point très favorable aux propriétaires de journaux. Le Slander of property se trouve le plus souvent dans les réclames, qu'ils publient par la marche normale de leurs affaires et sans intention de léser personne et, par conséquent, sans malice. Le propriétaire ne pourra par suite être inquiété.

(1) Pitt contre Donovan, 1813, 1 M. et S., p. 648.

CHAPITRE XI

LE PROPRIÉTAIRE DU JOURNAL ET SON PERSONNEL

Le fait qu'on figure sur les registres officiels comme propriétaire d'un journal fait simplement présumer qu'on est propriétaire. Si on peut montrer qu'on ne l'est pas, on est affranchi de toute responsabilité.

Il faut se le bien rappeler quand on examine les contrats passés pour s'assurer le matériel ou le personnel nécessaire au fonctionnement du journal. Ces contrats conclus par le propriétaire ou son représentant autorisé, le lient. Si le propriétaire enregistré n'est pas le vrai, ils ne le lient pas à moins que le co-contractant ne puisse prouver qu'il a été déterminé à contracter par le fait que le propriétaire enregistré s'est donné pour vrai propriétaire.

Les contrats des propriétaires avec le personnel du journal sont des contrats personnels de la part de ces derniers; par suite, les Tribunaux ne pourront contraindre à leur exécution réelle. Ils ne pourront pas davantage intervenir par injonction, pour empêcher un rédacteur d'apporter ses services en tout ou en partie à

un autre employeur, même s'il s'est expressément engagé à donner « tout son temps » au premier. Si celui-ci se trouve lésé il peut renvoyer son rédacteur et lui intenter une action en dommages intérêts. Si une clause d'un contrat stipule expressément que le rédacteur ne pourra collaborer à un autre journal ou si cette interdiction est impliquée par ledit contrat, une injonction sera possible contre le deuxième employeur pour le forcer à renoncer à cette collaboration. Les Tribunaux ne pourront contraindre à l'exécution matérielle d'un contrat par où l'employeur s'engage à ne renvoyer le rédacteur qu'à certaines conditions. La question se résoudra par des dommages intérêts.

Un contrat fait pour une période de plus d'un an ou fait à l'avance pour une durée d'un an, est régi par le « Statute of Fraud » : il doit être fait par écrit et signé de l'employeur ou de son représentant dûment autorisé.

Le rédacteur en chef est l'agent du propriétaire du journal et le lie par ses actes faits dans les limites de ses pouvoirs. Ces limites seront fixées d'après l'autorité qui lui est expressément déléguée, car la loi ne fixe pas ses attributions, qui varient en pratique d'un journal à l'autre. Ici le rédacteur en chef représentera en tout le propriétaire, il dirigera et contrôlera tous les services. Sur tous les points par suite, ses actes lieront le propriétaire. Là, son rôle sera réduit à la direction littéraire du journal; alors, évidemment, il ne pourra lier le pro-

priétaire qu'en ce qui concerne le département qu'il dirige.

Le point de savoir si le rédacteur en chef a qualité pour conclure valablement un contrat et par suite lie le propriétaire, est un point de fait à décider après examen de chaque cas en particulier. Il y a pourtant une règle qui ne souffre pas d'exemption : le rédacteur en chef est toujours qualifié pour insérer ou refuser d'insérer un article et, par suite, le propriétaire est invariablement responsable au civil et autrefois aussi, au criminel, de tout libel publié par son journal, qu'il soit ou non au courant de cette publication. Si le rédacteur en chef insère un libel, même à l'insu du propriétaire et que ce dernier soit de ce chef condamné à payer une indemnité, ou emprisonné, il n'aura pas de recours contre le rédacteur. C'est de jurisprudence constante depuis l'affaire Colburn contre Patmore : Colburn était propriétaire du *Court journal* et Patmore le rédacteur en chef. Celui-ci, à l'insu de Colburn, y publia un libel à la suite duquel Colburn fut condamné à 100 livres d'amende ; il se retourna contre Patmore et obtint une indemnité de 193 livres. Le jugement fut réformé « parce qu'il n'apparaissait pas que le tort subi par le plaignant eut un rapport (d'effet à cause) avec la conduite du défendeur. » Le tribunal saisit cette occasion pour déclarer qu'il était inutile de discuter ce point, que le plaignant ne peut se faire indemniser par le défendeur : « Je n'ai connaissance, dit Lord Lyndhurst, d'aucun procès où une personne qui

a commis un acte que la loi déclare délictueux, a été autorisée à recevoir une indemnité d'une autre personne qui a été son complice dans l'accomplissement du délit. »

Le rédacteur en chef doit consacrer au journal de son employeur tout le temps raisonnablement nécessaire à sa fonction. Si son contrat porte qu'il doit lui consacrer tout son temps ou qu'il ne doit accepter aucun autre emploi, une violation de ses engagements justifierait son renvoi. Dans l'affaire *Devenish contre Waters* (1), le tribunal décida qu'un rédacteur renvoyé sans avoir été prévenu ne pouvait attaquer le propriétaire du journal pour rupture du contrat, parce que, lui, rédacteur, avait pris ailleurs des engagements incompatibles avec ses occupations de rédacteur.

Dans l'affaire *Patmore contre Colburn* où les parties avaient la même situation respective de propriétaire et de rédacteur, l'engagement du rédacteur à consacrer tout son temps et tous ses soins (à l'exception d'une autre occupation spécifiée) à la rédaction du journal, fut jugée incompatible avec un engagement antérieur de fournir certains articles au journal. *Patmore* s'était engagé envers *Colburn* à fournir une certaine quantité de copie au *Court Journal* pendant un an. Bientôt après, alors que le premier contrat était encore en cours, il en signa un second ne mentionnant pas le premier et par lequel il s'engageait à rédiger le journal, à lui consacrer « tout

(1) *Times*, Feb., 1892.

son temps et toute son attention » excepté au moment où il s'occuperait d'un petit journal hebdomadaire dont il conservait la direction. Par le second contrat, Patmore s'engageait à fournir en moyenne un article par semaine et, en outre, à faire la revue de la Mode, Musicale, Littéraire, Dramatique, des Beaux-Arts et de la Politique. Les parties furent bientôt en désaccord et Patmore réclama ses appointements pour les deux contrats. Le tribunal décida que le premier était annulé par le second, absolument incompatible avec lui.

Par convention expresse, ou par accord tacite, c'est le plus souvent le rédacteur en chef qui décide ce qui paraîtra ou ne paraîtra pas dans les nouvelles ou en tout autre endroit du journal. Une intervention déraisonnable du propriétaire à ce sujet pourrait motiver la rupture du contrat et une action en dommages-intérêts. Mais, comme nous l'avons déjà vu, les tribunaux ne peuvent contraindre à l'exécution effective de leur contrat, ni le propriétaire ni le rédacteur.

Dans l'affaire Crookes contre Petter, il avait été convenu entre les parties que les défendeurs fonderaient un journal dont le plaignant serait rédacteur en chef pendant un certain nombre d'années, ses appointements étant fixés d'après le tirage du journal. Peu après, il y eut désaccord à la suite duquel le défendeur supprima à la première page les mots : « W. Crookes, rédacteur en chef », enlevant ainsi en fait la rédaction à Crookes. Celui-ci demanda aux tribunaux d'interdire par injunc-

tion au défendeur d'intervenir dans la rédaction et l'administration du journal. Elle lui fut refusée et Crookes ne put qu'introduire une action en dommages pour rupture de contrat.

Un rédacteur ne peut, quelque absolue que soit son autorité, comme tel et même s'il est en partie propriétaire du journal, exercer ses fonctions ou s'en démettre à son gré, cela ressort de l'affaire du *Household Words*.

M. Dickens avait fondé avec M. John Forster et M. H. Wills un journal hebdomadaire, le *Household Words*. Cette publication était la co-propriété de ces associés ; aucun ne pouvait aliéner sa part sans donner à ses copropriétaires le droit de l'acquérir. Dickens devait être rédacteur en chef avec « contrôle absolu sur la partie littéraire et sur tous les contrats, sommes à payer ou à recevoir, relatives à cette partie » et en tête du Magazine, on lisait « *Household Words*, Charles Dickens, directeur. »

Quand dix-neuf numéros eurent paru, Dickens rompit avec le journal et, suivi de tous ses collaborateurs littéraires, annonça une nouvelle publication : « *All the Year Round*, Charles Dickens, directeur ». Dans les annonces, il citait le *Household Words* comme « une publication sur le point de disparaître ». Les copropriétaires du *Household Words* s'adressèrent aux Tribunaux pour empêcher Dickens de continuer. Ils prétendaient que le vrai titre de leur journal était « *Household Words*, dirigé par Charles Dickens » et que, après le départ de leur

rédacteur en chef, la publication ne pouvait continuer. Le juge Romilly décida que le vrai titre était « Household Words », que les annonces de Dickens étaient inopportunes et que, puisque le journal faisait partie de l'actif de la Société, il devait être vendu au profit de tous les associés.

Le bénéfice des contrats passés par le directeur en chef va au journal. Par suite, les lettres, manuscrits et autres documents qu'il reçoit en cette qualité sont la propriété du propriétaire du journal. Si le rédacteur, après avoir cessé ses fonctions, les emploie à son profit, le propriétaire du journal pourra, par une injonction, le forcer à s'en dessaisir.

C'est exactement ce qui se produisit dans l'affaire Hogg contre Kirby. Le défendeur avait été rédacteur d'un périodique dont le plaignant était propriétaire. Etant encore en fonctions, le défendeur reçut des correspondants diverses lettres qu'il n'inséra pas; il fonda ensuite un nouveau journal et y publia les lettres qu'il avait reçues précédemment. Le propriétaire du périodique obtint une injonction ordonnant au défendeur de lui remettre toutes les lettres qu'il détenait indûment.

Quand une personne n'est pas attachée à la rédaction d'un journal et qu'elle envoie un manuscrit au rédacteur en chef, sans que ce dernier ait rien demandé, ni à elle spécialement, ni au public en général, l'envoi est aux risques de l'expéditeur. Ni le rédacteur ni le propriétaire ne sont tenus de le conserver et, s'il est perdu, on n'en

peut réclamer la valeur. Mais la mise en composition d'un article, l'envoi d'une épreuve à l'auteur pour faire les corrections, serait un acte d'appropriation de la part du rédacteur et rendrait le propriétaire du journal responsable de l'article, qu'il soit utilisé ou non. Un billet joint à l'épreuve et disant expressément que la mise en composition et l'envoi de l'épreuve pour corrections ne constituent pas une acceptation de l'article, serait parfaitement licite. Cette pratique est fréquente aujourd'hui. Si le rédacteur invite expressément le public à envoyer les articles au journal, il doit prendre un soin raisonnable des articles qui lui parviennent, il doit veiller de même sur les articles qu'il demande et qu'on lui soumet. S'il demande un article à un écrivain sans rien spécifier, l'article une fois livré, l'auteur peut en demander le prix, que l'article ait été publié ou non.

Par contre, le fait de ne pas livrer l'article convenu peut être le motif d'une action en dommages. Si le rédacteur commande une série d'articles pour un prix fixé d'avance et que le journal cesse de paraître, l'auteur n'est pas forcé de livrer le tout, mais ne peut réclamer que la valeur de ce qu'il a livré, par une action « quantum meruit ». Les contrats du propriétaire de journal étant, nous l'avons déjà vu, des contrats personnels, il s'ensuit que leur bénéfice ne peut être transmis à un tiers sans le consentement de l'autre partie.

Le droit du rédacteur en chef de modifier les articles acceptés, dépend des conventions faites avec les auteurs.

Parfois ces derniers vendent leur œuvre et on en peut disposer absolument. Le rédacteur peut à son gré la publier en tout ou en partie, la compléter ou la combiner avec d'autres articles. Dans quelques cas, il ne peut modifier l'article; dans d'autres il n'a qu'un droit de publication, l'auteur se réservant la propriété, ou bien il y a une entente sur l'époque ou le mode de publication, de façon à ne pas empêcher l'auteur de tirer parti de son œuvre d'une autre manière.

Quand les articles ne sont pas signés, le rédacteur a le droit de les modifier à sa guise, l'auteur n'en est en rien lésé; on ne lui attribue pas d'opinions qu'il n'a pas, sa réputation littéraire n'est pas compromise, quelque maladroites que soient les corrections faites. L'écrivain qui collabore à un journal est censé connaître et accepter le ton et la tendance générales de ce journal. L'affaire Cox contre Cox porte précisément sur ce point. Le représentant d'une maison d'éditions avait traité avec un avocat pour faire revoir un ouvrage et y ajouter une notice sur les points de droit effleurés. L'avocat écrivit une sorte de traité sur les rapports des propriétaires et des tenanciers et sur la vraie propriété, refusa de modifier son œuvre et déclara qu'elle serait imprimée telle quelle ou pas du tout. L'éditeur abrégua le traité et imprima son livre. L'avocat ne put obtenir une injonction interdisant la vente de l'ouvrage.

« On soulève une grave question, dit le juge Wood, qui n'offre pas d'intérêt dans l'espèce. Jusqu'à quel point

celui qui a acquis un manuscrit a-t-il le droit de le modifier et de le publier dans sa nouvelle forme ? Jusqu'à quel point le cas où la propriété est complètement transmise, est-il assimilé au cas de marchandises vendues et livrées et, par suite, dont l'acquéreur peut absolument disposer ? Dans le cas d'un essai vendu à un rédacteur, on peut se demander s'il est permis de le modifier. Or, on n'a pu convenir qu'une chose, à savoir que le plaignant fournira au défendeur l'ouvrage requis dans une forme telle que le défendeur puisse la publier comme sienne. »

Il n'en est plus de même pour les articles signés. Des modifications apportées à l'article pourraient compromettre la réputation de l'auteur, soit en faisant paraître comme siennes des opinions qu'il n'a pas, soit en altérant son style. Il n'y a guère de décisions judiciaires sur ce point. Assurément, le rédacteur peut supprimer des passages illégaux. Leur publication constituerait un délit et nul ne peut s'engager, par convention expresse ou tacite, à violer la loi. Le droit de modifier des passages de l'article, pas absolument irréprochables ou injurieux, paraît assez étendu. Mais l'altération d'une lettre ou d'un article signé est toujours chose délicate, et le mieux serait certainement de ne rien publier du tout. Une modification ou la refonte de l'article pourrait dénaturer les idées de l'auteur et le rendre ridicule ; il pourrait alors arrêter la publication par une injonction ou même intenter une action en libel.

Ainsi, un jurisconsulte avait composé un traité sur la « loi des plaidoiries et des témoignages dans les procès criminels ». Un éditeur lui acheta le droit de propriété de cet ouvrage et en publia une nouvelle édition annotée par une autre personne. Cette édition contenait plusieurs erreurs grossières de nature à compromettre la réputation de l'auteur, qui attaqua l'éditeur pour libel et fut indemnisé.

En l'absence de stipulation expresse sur la manière dont finit le contrat d'un collaborateur de journal, la partie qui veut y mettre fin doit notifier son intention à l'autre partie. Mettre fin brusquement au contrat sans la notification convenue ou sans avertissement suffisant, constitue une rupture du contrat à la suite de laquelle la partie lésée a droit à une indemnité. La mauvaise conduite du collaborateur justifie un renvoi immédiat. Il en est de même du refus d'obéir à des prescriptions légales, de l'absence injustifiée, de la négligence des devoirs professionnels, d'une critique financière déloyale et partielle, de l'inconduite portant tort à la tenue ou au bon renom du journal, du fait de livrer à un rival des nouvelles importantes.

Rappelons enfin quelques faits que nous avons déjà examinés et qui mettent fin au contrat. La conclusion par un rédacteur d'un contrat incompatible avec ses obligations antérieures envers le propriétaire du journal le prive de tout recours contre ce dernier en cas de renvoi. L'intervention déraisonnable du propriétaire en des ma-

tières qui sont du ressort du rédacteur en chef ou le fait de lui demander des choses incompatibles avec sa profession, sont encore des causes de rupture du contrat et exposent le propriétaire du journal à des demandes de dommages intérêts. C'est la seule façon qu'a le rédacteur de faire respecter ses droits, puisque les Tribunaux n'accordent pas d'injonction pour les protéger directement. Le montant des dommages intérêts sera égal au montant des appointements qu'aurait touchés le rédacteur, si le contrat avait été normalement exécuté, plus une indemnité pour le préjudice subi, s'il y a lieu. De même, quand l'employé abandonne sa fonction sans préavis, le montant de l'indemnité est mesuré par le tort subi par le propriétaire. Si, par suite de son brusque départ, le journal cesse de paraître, l'employé pourra devoir au propriétaire une indemnité bien plus forte que celle qui lui aurait été due s'il avait été lui-même renvoyé sans motif. Dans ce cas, en effet, le dommage subi par le propriétaire est considérable.

CHAPITRE XII

CONCLUSIONS

Au terme de cette étude sur la responsabilité du propriétaire de journal, en Angleterre, on peut se demander ce que pensent de leur loi les principaux intéressés, nos voisins d'outre Manche. Ils sont fiers tout d'abord de l'ancienneté de leur loi, comme de tout ce qui leur rappelle un passé lointain et glorieux. Leur esprit traditionaliste se révèle ici, comme il se traduit dans la piété avec laquelle l'Angleterre conserve ses vieux monuments, et ses arbres séculaires. M. Odgers rend bien ce sentiment (1) : « J'aime à citer à l'occasion ces vieux procès, dit-il, après avoir rappelé une décision datant de 1599, à vous montrer que nos lois ne sont pas un système nouveau, inventé depuis peu, que ce n'est pas un Code Napoléon, par exemple, imposé par un Empereur à un peuple qui n'en voulait pas, mais une chose qui nous est propre, un produit de notre sol qui a cru et s'est développé avec la race anglaise. Les juges et les hommes

(1) *An outline of law of Libel and slander.*

de loi éminents les ont de leur mieux améliorées et fortifiées au cours des années. Le Parlement, quoique inexpérimenté, a fait diverses tentatives pleines de bonne volonté assurément pour amender nos lois. Mais elles restent encore les mêmes en substance; c'est le même vieil arbre, quoique le tronc soit plus épais, quoique les branches s'étendent davantage. Tout est sorti des mêmes racines. Aussi arrive-t-il toujours que, pour exposer clairement le sens de quelques unes de nos lois les mieux connues, nous devons remonter au temps de la Reine Elisabeth, ou de Jacques I^{er}..... »

Ce couplet marque bien la sympathie des Anglais pour leurs lois, celles qui concernent la Presse comme les autres, et après cet éloge encore relevé d'une pointe plutôt inexacte d'ailleurs contre le système français, on peut être tenté de murmurer ironiquement le mot si souvent employé aux Etats Unis : « The best in the world », c'est ce qu'il y a de mieux au monde.

Nous, Français, ne sommes pas influencés par l'amour propre national anglais, bien légitime, du reste, et nous saurons reconnaître les qualités et les avantages de la législation anglaise, sans nous en dissimuler les inconvénients.

Le droit, trop influencé par la tradition, ne se met qu'assez tard d'accord avec les conditions nouvelles de la Société. La peine avec laquelle on a obtenu l'immunité pour les comptes rendus des débats Parlementaires en est un exemple. Si bien que M. de Lavelaye a pu dire,

avec quelque exagération : « Les Anglais sont un grand peuple régi par de mauvaises lois », ils ne peuvent se résoudre à supprimer de leurs lois ce qui a vieilli. Ce serait là une manière de faire contraire à leur tempérament. On peut résumer leur système pour résoudre toutes les difficultés dans cette formule : il faut transiger. On a pu voir tout dernièrement avec quel bonheur le Gouvernement avait employé ce moyen, pour mettre fin à une grève générale, si menaçante pour l'Angleterre. Ce système, appliqué au droit, produit souvent une confusion fâcheuse, on trouve souvent des dispositions sinon opposées tout au moins issues de théories différentes. Mais en Angleterre, on préfère avoir une législation qui donne de bons résultats pratiques, qu'une législation logiquement déduite des principes généraux et formant un tout harmonieux.

A côté de ces défauts, les avantages de la législation anglaise sont bien apparents. Elle est exactement adaptée au tempérament anglais puisqu'elle a été formée lentement, et, pourrait-on dire, par les événements eux-mêmes, elle n'est pas sujette à de brusques changements, déterminés par une opinion publique inquiète et inconstante. Enfin, elle adapte, lentement, il est vrai, les vieilles dispositions légales aux nécessités de la vie moderne, sans établir entre la loi ancienne et la loi nouvelle la différence absolue qu'amènerait une refonte totale de toute une partie de la loi.

Enfin, pour ce qui est du fond même de la loi, le fait

que le propriétaire du journal est sinon le seul, du moins le principal responsable de tout ce qui y paraît est, semble-t-il, le meilleur moyen d'empêcher tout abus. Le propriétaire est en somme l'autorité suprême dans le journal, aussi, plutôt que de voir absorber par les amendes le plus clair de ses bénéfices ou plutôt que de se faire condamner à la prison, il empêchera la publication de tout article nuisible à ses concitoyens ou à l'Etat.

On ne peut guère demander autre chose à un journal.

Est-ce à dire que la France en particulier doive adopter la réglementation anglaise de la Presse. Non, assurément, quoique la loi française sur la Presse ne soit pas de tous points parfaite. Mais il est probable qu'elle est mieux adaptée au tempérament français que les lois anglaises. C'est du reste un travers à éviter que de s'engouer de tout ce qui paraît donner de bons résultats à l'étranger et surtout de vouloir le transporter tel quel en France, en négligeant les différences de caractère, d'éducation, de sentiments et de traditions qui séparent les deux pays. Il n'en reste pas moins qu'on pourrait, en France, chercher de la même façon qu'en Angleterre ou autrement une sanction civile aux délits commis par les journaux, et une manière de dédommager leurs victimes du préjudice qu'elles ont subi.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDREWS. — *History of British Journalism*, London, 1859.
- BERTRAND (Edmond). — *Régime légal de la Presse en Angleterre*, 1868.
- DICEY. — *Leçon sur les rapports entre le droit et l'opinion publique en Angleterre au cours du XIX^e siècle*, traduction JÈZE, 1909.
- Encyclopædia Britannica*.
- FISHER AND STRAHAN. — *The law of the Press*, London, 1891.
- FLANDIN. — *Institutions politiques de l'Europe contemporaine*, Paris, 1901.
- FRANQUEVILLE (Comte de). — *Le système judiciaire de la Grande Bretagne*, 1893.
- FRASER. — *The law of Libel in its relation to the Presse*, London, 1889.
- FRASER. — *The law of Libel and slander*, London, 1899.
- HARRIS. — *Principles of the criminal law*, London, 1899.
- HALTON. — *Étude sur la procédure criminelle en Angleterre et en France*, 1898.
- HALEYWYCK. — *Le régime légal de la Presse en Angleterre*, thèse de l'université de Louvain, 1899.
- HELBRONNER. — *La diffamation et sa répression dans le droit anglais*, thèse de la Faculté de droit de Paris, 1901.

KELLY. — *The law of newspaper Libel*, London, 1889.

ODGERS. — *An outline of the law of Libel and slander*, London, 1897.

ODGERS. — *A digest of the law of Libel and slander*.

PAVITT. — *Le droit anglais codifié*.

PACCAUD. — *Le Régime de la Presse en Europe et aux États-Unis*, Lausanne, 1882.

Revue britannique, années 1827, 1858, 1872.

STARKIE. — *Treatise on the law of Libel and slander*, London, 1897.

SELL. — *Dictionary of the World's Press*, London, 1898.

STEPHEN. — *Digest of criminal law*, London, 1904.

TAINÉ. — *Notes sur l'Angleterre*.

WILLIAMS. — *A History of English Journalism*, London, 1908.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
CHAPITRE I. — <i>Introduction</i>	1
CHAPITRE II. — <i>Enregistrement</i>	7
CHAPITRE III. — <i>Éléments du Libel</i>	13
<i>Section I.</i> — Diffamation.....	13
<i>Section II.</i> — Publication : ses auteurs responsables.....	25
CHAPITRE IV. — Défenses à l'action en Libel : Privilège.....	37
<i>Section I.</i> — Privilège absolu.....	38
<i>Section II.</i> — Privilège qualifié : ses conditions ; la malice.	40
Comptes rendus des débats parlementaires	46
Comptes rendus des débats judiciaires..	49
Comptes rendus des réunions publiques.....	53
<i>Section III.</i> — Communications privilégiées.....	64
CHAPITRE V. — Défenses à l'action en Libel (suite) : justification.	67
<i>Section I.</i> — Loyal commentaire sur une chose d'intérêt public.....	67
<i>Section II.</i> — Justification par la vérité.....	78
CHAPITRE VI.....	84
1. Indemnité et Frais.....	84

2. Injunction.....	91
3. Autres moyens de défense contre l'action en Libel....	93
CHAPITRE VII. — Le Libel délit criminel.....	101
<i>Section I.</i> — Libel diffamatoire.....	110
<i>Section II.</i> — Libel provoquant au désordre.....	113
<i>Section III.</i> — Contempt of Court et Contempt of Parliament.....	121
CHAPITRE VIII. — Les Libels dans les annonces	125
CHAPITRE IX. — Responsabilité du propriétaire du journal en matière électorale.....	139
CHAPITRE X. — Slander of Property.....	147
CHAPITRE XI. — Le propriétaire du journal et son personnel..	153
CHAPITRE XII. — Conclusions	165
BIBLIOGRAPHIE.....	169
TABLE DES MATIÈRES.....	171
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	173

Lu et approuvé :
Le Président de la thèse,
 F. LARNAUDE.

Vu :
Le Doyen,
 P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
 L. LIARD.

LISTE DES ABRÉVIATIONS

A. C. ou App. Cas.	Appeal Cases.
Bing	Bingham.
B. S	Best and Smith.
Ch	Chancery Division.
C. M. R.	Crompton Meeson and Roscoe.
C. P.	Common Pleas.
C. P. D.	Common Pleas Division.
Esp	Espinasse.
Feb	February.
G. B.	Common Bench.
Geo	George.
K. B.	King's Bench.
Lev	Levinz.
L. J.	Law Journal.
L. J. Ex	Law Journal Exchequer.
L. R.	Law Reports.
L. T.	Law Times.
M. S.	Moore and Scott.
Q. B.	Queen's Bench.
Q. B. D.	Queen's Bench Division.
R. B.	Revised Reports.
R. S. C.	Rules of Supreme Court.
Vict	Victoria.
Ving	Viner's Abridgment.

ANGERS, IMP. J. SIRAUDEAU. — 42-2113
